

PLENUMVERGADERING

van

DINSDAG 9 OKTOBER 2018

Namiddag

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MARDI 9 OCTOBRE 2018

Après-midi

De vergadering wordt geopend om 14.24 uur en voorgezeten door de heer Siegfried Bracke.
La séance est ouverte à 14.24 heures et présidée par M. Siegfried Bracke.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

Aanwezig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:
Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Charles Michel, Maggie De Block, Johan Van Overtveldt, Marie-Christine Marghem.

Berichten van verhindering **Excusés**

Franky Demon, gezondheidsredenen / raisons de santé.
Federale regering / gouvernement fédéral:
Denis Ducarme, gezondheidsredenen / raisons de santé.

01 Hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering **01 Reprise de la discussion de la déclaration du gouvernement**

Wij hervatten de bespreking van de verklaring van de regering.
Nous reprenons la discussion de la déclaration du gouvernement.

Het woord is aan de heer Clarinval.
La parole est à M. Clarinval.

01.01 David Clarinval (MR): Je vois que les rangs sont plus clairsemés après la pause de midi.

Monsieur le premier ministre, monsieur le président, chers collègues, j'avais préparé une introduction générale pour ce débat, mais je souhaiterais d'abord revenir quelques instants sur le comportement de M. Di Rupo de ce matin. Je suis abasourdi, je n'ai pas d'autres mots. A-t-on déjà vu un député monter à cette tribune et annoncer *urbi et orbi* qu'il ne répondra à aucune question posée? Alors que c'est précisément la définition du débat démocratique. Quel manque de respect pour le débat parlementaire.

Ensuite, M. Di Rupo évoque sa surdité quand il est interpellé pour des faits concrets par des collègues de tous les bancs de ce parlement.

(...) (*hors micro*)

Je ne parlerais pas de surdité non plus, monsieur Laaouej, je parlerais plutôt de déni face à la réalité des faits, voire, quelque part, d'une forme de course à l'échalote derrière le PTB.

Je regrette vraiment que le débat d'idées ne soit plus valorisé dans les rangs socialistes, c'en a été la démonstration parfaite ce matin. Mais ce déni était déjà présent il y a quatre ans. Rappelez-vous quand vous annonciez que cette majorité ne tiendrait pas plus de six mois. Vous la taxiez de suicidaire, de kamikaze, pariant sur sa chute imminente, annonçant le démantèlement de l'État-providence - tels sont tous les termes qui ont été employés -, prédisant l'explosion du chômage et de l'exclusion, augurant de la fin de la Belgique avant même d'avoir pris connaissance du programme du gouvernement.

Quatre ans plus tard, monsieur Laaouej, puisque monsieur Di Rupo n'est plus là, le gouvernement est toujours là. Oui, je sais, vous m'avez dit qu'il avait... (phrase incomplète)

Le **président**: Monsieur Clarinval, je passe la parole à monsieur Laaouej.

01.02 Ahmed Laaouej (PS): Monsieur Clarinval, je suis vraiment navré d'avoir à vous dire cela, mais je suis venu vous voir pour vous expliquer que monsieur Di Rupo assistait cet après-midi aux funérailles de Clara Di Rupo. Vous évoquiez le fait qu'il n'est pas présent, sans en préciser la raison. Précisément, puisque vous évoquiez la qualité des débats parlementaires, je ne trouve pas cela à la hauteur de ce que doit être un débat parlementaire, notamment dans le respect des personnes lorsqu'il s'agit de leur intimité familiale.

01.03 David Clarinval (MR): Je n'ai pas attaqué M. Di Rupo sur son absence pour des raisons privées. J'ai simplement dit: "Je m'adresse à vous, monsieur Laaouej, parce que vous êtes là et que M. Di Rupo n'est pas là". C'est factuel. Que voulez-vous que je dise? Réécoutez l'enregistrement, si vous n'êtes pas d'accord.

En tout cas, ce que je voulais vous dire, monsieur Laaouej, c'est que, quatre ans plus tard, le gouvernement est toujours là. L'État-providence est renforcé. L'économie de notre pays a redécollé. La Belgique est stabilisée et la démocratie toujours aussi vigoureuse dans ses débats animés et critiques, comme on en témoigne actuellement.

Quatre ans plus tard, les quatre partis de la majorité continuent à travailler ensemble autour d'un projet commun: plus de prospérité et de bien-être. Quatre ans plus tard, ce ne sont pas moins de 580 réformes qui ont été entreprises et menées à bien.

Réformer, ce n'est jamais le choix de la facilité. Réformer, c'est avant tout faire le choix de la responsabilité. Si nous voulions améliorer l'état de notre pays, lui apporter de nouvelles perspectives, il fallait poser ce choix. Il fallait faire preuve d'audace, oser changer de paradigme, laisser de côté le prêt-à-penser politique et surtout le court-termisme. En insufflant une réelle vision d'avenir à long terme, le gouvernement a tracé un cap, des objectifs à atteindre face aux nombreux défis du futur.

Il y a quatre ans, les décisions étaient raillées et conspuées par une opposition revancharde. Les résultats ont pourtant donné raison aux choix passés. Afin d'illustrer cela, je vais examiner avec vous plusieurs dossiers emblématiques qui ont émaillé ces années.

Le dossier de la réforme de notre système de pension est celui qui, à mes yeux, illustre le mieux la vision à long terme de ce gouvernement. Depuis de trop nombreuses années, ce secteur était négligé et personne n'osait effectuer les réformes pourtant indispensables à son financement et à sa nécessaire pérennisation. Le ministre Bacquelaine s'est attelé à cette tâche avec beaucoup de courage. Il a eu le mérite de poser une vision claire et sans tabou sur ce dossier délicat. Des tabous, il a fallu en lever beaucoup. Ceux qui critiquent la réforme de l'allongement de l'âge légal de la retraite ou le renforcement des conditions de départ anticipé sont les mêmes qui avertissaient que, sans réforme, le risque était réel de voir le pays incapable de payer les pensions futures.

J'ai une petite devinette, monsieur Laaouej. Qui a dit, en matière de pension "des mesures doivent impérativement être entreprises pour faire en sorte que, progressivement, chaque personne qui a entre 50 et 60 ans travaille plus longtemps qu'aujourd'hui; si on ne le fait pas, les jeunes d'aujourd'hui devront payer des sommes insupportables pour garantir un niveau acceptable de sécurité sociale ou alors, on n'aura tout simplement plus de sécurité sociale efficace pour tout le monde"? Qui a dit cela?

01.04 Laurette Onkelinx (PS): Vous posez des questions, donc on répond, à moins que vous ne vouliez pas de réponse. Moi, cela m'est complètement égal. C'est nous qui avons voulu pousser les personnes qui le peuvent à travailler jusqu'à l'âge de la pension et qui avons introduit toute une série de systèmes, notamment le bonus pension, pour amener la population en âge de travailler à travailler le plus longtemps possible. Comme vous le voyez, c'est une politique totalement contraire à la vôtre qui est de dire: "Non, on s'en fout. Ce que l'on veut c'est même pour les personnes qui ne peuvent plus travailler, augmenter l'âge de la pension". C'est n'importe quoi! Je vous signale que c'est exactement les termes que l'actuel ministre des Pensions a développés lors de la campagne électorale.

Pendant la campagne électorale qui a précédé cette législature, le ministre des Pensions actuel disait

qu'aller au-delà de 65 ans était une hérésie. Mais, évidemment, le gouvernement constitué, on est allé au-delà. C'est un exemple parmi d'autres de la duperie du MR envers les électeurs.

01.05 Ahmed Laaouej (PS): Monsieur Clarinval, devinette pour devinette, qui a dit, en 2013: "Il était essentiel de prendre une mesure à propos de la TVA sur l'électricité qui s'inscrit dans le temps afin de soutenir le pouvoir d'achat des citoyens à l'heure où les dépenses énergétiques représentent une lourde charge financière dans le budget des familles."?

01.06 David Clarinval (MR): Je suis en train de parler des pensions. On a parlé d'énergie ce matin avec le collègue De Roover. Je vous ai posé une question. Vous n'y avez pas répondu.

La réponse était Elio Di Rupo, monsieur Nollet, vous avez raison. À l'époque, il trouvait judicieux que l'on travaille plus longtemps pour ne pas mettre en péril la sécurité sociale. Vous avez l'art de noyer le poisson, mais vous n'avez pas répondu à ma question.

Je rappelle aussi qu'il y a eu dix ministres socialistes en charge des pensions entre 1988 et 2011. On a vu l'efficacité des réformes mises en œuvre.

01.07 Ahmed Laaouej (PS): Vous êtes le Julien Lepers du MR!

01.08 David Clarinval (MR): Je suis peut-être le Julien Lepers du MR, mais vous n'êtes pas un bon candidat.

Quoiqu'il en soit, grâce à l'harmonisation des régimes, à l'alignement des pensions des indépendants sur les salariés, au rachat des années d'études, à la suppression de l'unité de carrière, à la bonification pour diplôme, le système des pensions a gagné en clarté, en lisibilité et est devenu plus équitable.

Le système est aussi devenu plus solidaire, plus solidaire parce que c'est, au total, pas moins de 900 millions d'euros, depuis le début de la législature, qui ont été consacrés à la lutte contre la pauvreté chez les seniors. Les minima pour carrière complète, qui avaient augmenté d'à peine 13 euros sous la législature précédente, ont connu une augmentation de 122 euros pour les salariés et de 185 euros pour les indépendants. C'est le même constat pour la Garantie de revenu aux personnes âgées (GRAPA): 19 euros sous M. Di Rupo contre 106 sous ce gouvernement. Et ce n'est pas fini puisque la pension de retraite à mi-temps constitue une nouvelle opportunité d'aménager la fin de carrière? car elle va encourager un certain nombre de travailleurs à poursuivre une activité professionnelle dans le cadre d'un horaire réduit.

Un deuxième dossier emblématique de la vision à long terme de ce gouvernement est le rétablissement de la compétitivité de nos entreprises. La compétitivité de ces dernières a retrouvé des couleurs depuis l'avènement du gouvernement Michel: la création d'emplois est au plus haut, le chômage a drastiquement diminué, ce qui encourage les investissements et l'entrepreneuriat. Il en résulte de nouvelles opportunités de croissance économique, sources de recettes pour notre sécurité sociale. Voilà le cercle vertueux mis en place par ce gouvernement!

Le meilleur rempart contre la pauvreté – nous en sommes convaincus – est l'emploi et nous y avons consacré une grande partie de notre énergie. Pour ce faire, il était impératif de soutenir nos entreprises, car ce sont elles les premières concernées. Ainsi, la réduction des cotisations patronales passées de 33 à 25 %, l'exonération des charges pour le premier emploi, l'élargissement des heures supplémentaires, les flexi-jobs, la réforme de l'ISOC, le soutien aux secteurs en difficulté, comme l'horeca, sont-elles autant de mesures parmi de nombreuses autres qui ont permis à la Belgique de redresser son économie.

Depuis 2015, ce ne sont pas moins de 219 000 emplois qui ont été créés. De même, le taux de chômage connaît une baisse spectaculaire dans toutes les catégories d'âge, tandis que notre handicap salarial s'est résorbé. Je rappelle qu'il était encore supérieur de 4 % à celui des pays limitrophes en début de législature. Toutes ces réformes destinées à soutenir l'emploi ont contribué à réduire les dépenses d'allocations de chômage de l'ordre de 1,6 milliard d'euros au cours des cinq dernières années.

Je suis réaliste; il reste encore deux ombres au tableau: d'une part, le taux d'emploi qui, malgré son accroissement de 1,2 % entre 2014 et le quatrième trimestre 2017, ne parvient pas à atteindre l'objectif de 73 % dans la perspective de 2020; d'autre part, le taux de vacance d'emplois, presque deux fois supérieur à celui des autres États européens. Nous avons, en effet, 135 000 emplois vacants, alors que 50 % de ces

postes ne requièrent aucune expérience et 60 % aucun diplôme.

01.09 Catherine Fonck (cdH): Monsieur Clarinval, excusez-moi de vous interrompre. Je profite de l'occasion pour débattre avec vous de ce sujet. Vous établissez un lien direct entre la réduction du chômage et la création d'emplois. Selon vous, ceci explique cela. Permettez-moi de rappeler quelques faits!

Tout d'abord, il est exact qu'une partie de la baisse du chômage est imputable à la création d'emplois et, surtout, à la mise à l'emploi.

01.10 Servais Verherstraeten (CD&V): Aaah...

01.11 Catherine Fonck (cdH): Servais, écoutez la suite de mon propos!

Par ailleurs, l'honnêteté voudrait, monsieur le ministre de l'Emploi et monsieur le premier ministre, que l'on analyse objectivement la situation. Reconnaissons que d'autres facteurs que la création d'emplois permette d'expliquer la baisse du chômage indemnisé. Je pense tout d'abord à la limitation à trois ans des allocations d'insertion. Cela a forcément entraîné une réduction du chômage, sans mise à l'emploi.

Deuxièmement, considérons également le mécanisme d'exclusion du chômage, qui a aussi expliqué une diminution du taux de chômage, sans mise à l'emploi nécessaire!

Troisièmement, une partie des allocations de chômage a été transférée vers les allocations d'invalidité. Il importe de le mentionner. On tient des propos comme ceux d'hier ou comme ceux que je viens d'entendre à nouveau maintenant, tendant à dire que "le taux de chômage a diminué grâce à nous, grâce aux emplois créés. Il serait plus honnête d'exprimer les choses d'une tout autre manière. Il convient d'abord de rappeler les éléments que j'ai cités.

Par ailleurs, il faut travailler sur le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés, car celui-ci n'a pas baissé. C'est le point crucial à mes yeux et il doit faire l'objet d'une analyse objective. Elle nous permettra de déterminer les mesures à prendre et d'établir des objectifs ambitieux.

01.12 Charles Michel, premier ministre: Je suis interpellé par le propos de Catherine Fonck. J'ai tenté d'être nuancé, hier, dans ma déclaration en pointant deux éléments, dont les emplois créés. Il y a deux ou trois ans, lorsque les premiers emplois se créaient, on me faisait, à juste titre, remarquer dans cette assemblée que des emplois étaient créés mais que le taux de chômage ne baissait pas. Le taux d'emploi ne montait pas, par voie de conséquence. Mais, depuis quelque temps maintenant, on enregistre à la fois des emplois supplémentaires - 219 000 emplois, et 300 000 selon le Bureau du plan pour les prochaines années - et, par ailleurs, une baisse du nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi à concurrence de 106 000 unités, selon une source de l'ONSS. Cela représente une baisse 23,5 %, ce n'était jamais arrivé. Le taux de chômage est le plus faible depuis 1981.

Est-ce suffisant? Non! C'est la raison pour laquelle la toute première priorité que j'ai énoncée est le *jobs deal*. Le paradoxe est que, malgré ces bons résultats en termes d'emplois, de nombreux emplois possibles restent inoccupés. C'est l'enjeu des emplois vacants. D'où la mobilisation dans une philosophie très différente de ce qui a été fait par le passé. En effet, nous avons voulu tirer objectivement les conséquences du passé, non pas par des démarches qui visent à exclure du chômage, mais qui visent à mettre en place une mécanique qui encourage la formation et l'accompagnement le plus vite possible. C'est le *jobs deal*.

Vous avez raison sur un point complémentaire: l'invalidité reste un point de préoccupation majeur. Ce phénomène ne date pas de cette législature, les chiffres officiels sont à votre disposition. La dépression et le *burn out* ont réellement explosé et constituent un enjeu majeur – que j'ai évoqué – sur lequel les partenaires sociaux ont travaillé et pour lequel les ministres de l'Emploi et de la Santé ont pris des initiatives. Je pense néanmoins qu'un travail gigantesque doit encore être réalisé.

Enfin, vous pouvez prendre en compte les conséquences des mesures du précédent gouvernement en termes d'exclusion du chômage mais selon la manière de comptabiliser, on parle de maximum quelques dizaines de milliers de personnes. Cela ne porte donc pas atteinte aux bons résultats réalisés en matière de chômage et de création d'emploi. Nous devons redoubler d'efforts – ce que je souhaite faire – dans le cadre du *jobs deal* avec l'ensemble des partenaires de cette majorité.

01.13 **Minister Kris Peeters:** Mijnheer de voorzitter, mevrouw Fonck, aanvullend bij wat de premier heeft gezegd, kan ik nog meedelen dat mijn collega Maggie De Block en ikzelf aan de RSZ gevraagd hebben om maandelijks welomschreven cijfers te lanceren. Mevrouw Fonck, u hebt erin gelijk dat wij ook de werkzaamheidsgraad moeten bestuderen. In België zitten wij met de werkzaamheidsgraad nog altijd niet aan de Europese doelstelling. Daarom hebben wij aan onze diensten gevraagd om ook de werkzaamheidsgraad op een goede manier te berekenen. U merkt op dat de groep ruimer is dan alleen de werklozen, waarover gesproken wordt. Aan de hand van goede cijfers kunnen wij dat van nabij opvolgen.

Over de methodologie om tot de cijfers te komen, bestaat er nog enige discussie, maar ik hoop dat wij binnenkort de werkzaamheidsgraad periodiek kunnen publiceren, waardoor wij er desgevallend ook over kunnen discussiëren.

01.14 **Catherine Fonck** (cdH): Monsieur le président, tout d'abord, j'entends que le gouvernement reconnaît qu'effectivement, au niveau de la réduction du taux de chômage, ce n'est pas simplement une mise au travail et que toute une série d'autres éléments doivent être pris en considération – et ce sont des faits objectifs. Quand on dit les choses, j'aime qu'on les dise entièrement et non partiellement, afin de présenter correctement les choses.

Par ailleurs, monsieur le ministre de l'Emploi, je ne peux que partager ce que vous dites. Votre gouvernement avait dit qu'il se donnait comme objectif en matière d'emploi, d'atteindre l'objectif fixé par l'Europe pour 2020 en matière de taux d'activité ou de taux d'emploi. En réalité nous en sommes encore très loin aujourd'hui. Je ne dis pas qu'aucun emploi n'a été créé: des emplois ont été créés! La question est toutefois de savoir si véritablement il y a plus d'emplois créés, *primo*, que ce qui avait été estimé a priori, sans aucune politique avant la mise en place du gouvernement, *secundo*, si on compare au niveau européen, que ce soit au niveau du taux de croissance ou par rapport à la création d'emplois, c'est vrai que nous ne sommes pas vraiment parmi les bons élèves, mais plutôt dans la dernière dizaine parmi les trente États membres.

L'argument qui consiste à dire que nous avons mieux résisté aux crises financières et que nous avons dès lors commencé à un taux moins bas par rapport à la perte d'emplois et que nous avons progressé, je l'entends, mais je ne peux pas complètement le partager. Si on regarde par exemple l'Allemagne, elle aussi a terriblement bien résisté aux crises et cela ne l'a pas empêchée de continuer à progresser de manière impressionnante.

01.15 **Charles Michel**, premier ministre: Après l'intervention de Mme Fonck je me sens stimulé et encouragé à réagir.

(...) (*hors micro*)

Ce propos n'est pas sympathique du tout pour votre collègue. Je pensais avoir une autre vision du débat parlementaire.

Pour revenir sur le fond: vous citez, madame Fonck, des pays - l'Allemagne - qui sont mieux classés que nous en termes de taux de croissance et donc aussi avec un impact sur leur situation budgétaire, qui est meilleure que la nôtre. Ce sont aussi des pays qui ont enclenché des réformes structurelles depuis plus longtemps que ce qui a été fait chez nous.

Ce sont certaines de ces réformes structurelles que vous contestez, que votre parti conteste et que d'autres partis de l'opposition contestent également. On ne peut pas plaider tout et son contraire. On ne peut pas dire "vous êtes moins bien classés que l'Allemagne" et en même temps nous reprocher de mettre en œuvre une partie seulement des réformes nécessaires pour progresser en termes de taux de croissance et de taux d'activité.

Le **président:** La parole est à madame Fonck.

01.16 **Catherine Fonck** (cdH): Puisque le premier ministre a l'air stimulé dans le débat et intéressé, je le suis également. Je vous remercie pour votre réponse. Le débat est intéressant car, ici, on n'est plus du tout dans le débat des caricatures. Je me permettrai juste une chose par rapport à ce que vous venez de dire.

Je commencerai par les réformes structurelles. Par rapport à tout l'enjeu lié au *tax shift*, les partis de

l'opposition n'ont pas développé le même argumentaire et n'ont d'ailleurs pas, y compris sur la réforme de l'emploi et du travail, développé les mêmes votes, je vous le rappelle. Vous avez toujours tendance à mettre tout le monde dans le même sac. À titre personnel et au nom de mon parti, je tiens à revenir sur deux ou trois éléments relatifs aux mesures qui ont permis d'augmenter la compétitivité des entreprises.

Le premier, qui est tout de même interpellant et qui mérite d'être signalé, est le fait que les projections réalisées par le Bureau du Plan bien avant les décisions prises sur ces mesures politiques, avaient projeté autant de créations d'emplois, de manière similaire, que les résultats que vous avez aujourd'hui.

Deuxième élément: nous avons eu à ce moment-là une discussion que je remets aujourd'hui sur la table, et je constate aussi que les fédérations d'employeurs ont évolué sur ce débat. J'ai encore eu un dialogue il y a quelques jours avec certaines fédérations d'employeurs qui, je dois le dire, ont manifestement la même position que la nôtre, sur la façon de réduire le taux des cotisations sociales. La grande question était de savoir s'il fallait diminuer le taux des cotisations sociales de manière transversale ou s'il fallait être sélectif, cibler davantage en termes de politique et appliquer une réduction des cotisations sociales aux plus petits salaires. Effectivement, et cela ne vient pas de moi, les économistes disent qu'en matière d'efficacité et partant, d'emplois créés, l'existence d'une politique plus ciblée en fonction des salaires débouche sur un nombre d'emplois nettement plus élevé.

Il faut donc reconnaître, et tel est le troisième élément qui me pose problème, et par lequel je terminerai, monsieur le président, que vous avez effectué la réforme. Cette réforme a-t-elle permis d'augmenter la compétitivité des entreprises? Je viens de m'exprimer par rapport à la création d'emplois mais, à un moment donné, il est également question du coût.

Le financement est-il aujourd'hui complètement assuré? La réponse est non. Une fois de plus, ce ne sont pas des propos d'opposition. La facture est postposée. La KUL l'a montré, de même que le Bureau du Plan. Cela met en question l'avenir.

01.17 David Clarinval (MR): Je vois que ce débat stimulant ne nous sépare pas beaucoup, parce qu'il y a des convergences sur certains éléments. Malheureusement, les chiffres que nous avançons sont incontestables. Le Bureau du Plan était largement au-dessous des résultats constatés réellement suite à la mise en œuvre de la politique gouvernementale. Je ne peux pas laisser passer cela.

01.18 Ahmed Laaouej (PS): Monsieur Clarinval, je voudrais vous rappeler qu'au moment où vous avez amené au Parlement l'ensemble des mesures composant le *tax shift*, la Banque nationale avait chiffré qu'à l'horizon 2019, le *tax shift* ne serait pas financé à hauteur de 6,6 milliards d'euros. La facture atteint aujourd'hui les 8 milliards pour les deux dernières années de votre mandature.

Mme Fonck a entièrement raison. Dès le début, votre *tax shift* n'était pas financé. J'entends encore un certain nombre de membres du gouvernement nous dire qu'il va se financer tout seul avec les effets retour. Sur le plan budgétaire, au sens large du terme, sur le plan fiscal et parafiscal, ces effets retour ne sont pas là.

Pour le reste, si vous voulez des chiffres, on peut vous en donner, mais tout à l'heure, vous me posiez des questions. Je vous comparais à Julien Lepers et à son émission "Questions pour un champion" et on m'a fait remarquer qu'il n'animait plus l'émission, mais peu importe! À propos du saut d'index, M. Michel disait tout à l'heure qu'il ne faut pas faire payer les gens. Pouvez-vous nous dire, sur l'ensemble de la législature, à quelle hauteur s'élèvera la ponction globale du saut d'index sur la masse salariale? À un montant de 12,5 milliards pris dans la poche des travailleurs pour, prétendument, relancer l'économie.

Comme cela a été dit, des universitaires nous disent que la création d'emplois est essentiellement le fait de la conjoncture économique internationale. Monsieur Van Overtveldt, vous aurez peut-être un débat avec le professeur Peersman, si vous le souhaitez, mais la KUL dit la même chose et plusieurs institutions publiques nous parlent de l'effet structurel et déterminant de la conjoncture internationale sur la création d'emplois.

Cela veut dire que vos recettes, les réductions de cotisations patronales, les sauts d'index n'ont qu'un effet non pas marginal, ne disons pas cela comme cela, mais incident sur la création d'emplois. Le reste, c'est la conjoncture internationale mais dans l'intervalle, vous aurez ponctionné 12,5 milliards sur la masse salariale.

01.19 David Clarinval (MR): Mme Fonck parlait des projections du Bureau du Plan en matière de création

d'emplois. J'ai répondu que les prédictions du Bureau du Plan avaient largement été dépassées par les créations d'emplois réellement constatées au cours des années en question. Vous, vous venez avec les prédictions de la Banque nationale en matière de *tax shift*. Vous parlez donc d'autre chose. On parlait des prédictions en termes de création d'emplois. Je suis désolé! Reprenez les prédictions du Bureau du Plan, vous constaterez que les chiffres exacts de création d'emplois sont largement au-dessus de ce qui était prévu par le Bureau du Plan! C'est un premier élément.

Vous revenez toujours avec cette histoire du financement du *tax shift*. Chaque année, lors du budget, vous avez une longue intervention sur le financement du *tax shift*. Je constate qu'aujourd'hui, on est en 2018 et que le *tax shift* est financé. Chaque année, lors du débat budgétaire, le gouvernement met en œuvre les moyens suffisants pour financer le *tax shift*. Vous parlez de deux choses différentes mais il y a un élément fondamental, c'est que ce gouvernement a créé de très nombreux emplois grâce à une politique dynamique en matière de mise en œuvre de la compétitivité de nos entreprises. Je suis désolé, monsieur Laaouej, c'est incontestable!

01.20 Sophie Wilmès, ministre: Le premier point, monsieur Laaouej, c'est que je pense que vous connaissez la différence entre le budget de l'État et le budget du *tax shift*. Vous êtes en train d'essayer de faire croire à l'assemblée que, s'agissant du *tax shift* pris indifféremment, on peut avoir une différence d'opinion sur le fait de savoir si, oui ou non, il est financé. Vous êtes en train d'utiliser les projections du Bureau du Plan pour faire croire que ces projections en termes de déficit à moyen terme, c'est-à-dire à politique inchangée, je vous le rappelle, sont la conséquence du *tax shift*. Vous oubliez ainsi, probablement à dessein aussi, que d'année en année, le budget de l'État doit intégrer 1,7 milliard à 2 milliards supplémentaires de coût des pensions par an. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons pris les mesures que nous devons parce que nous savons qu'en dehors du *tax shift*, le coût des pensions influence aussi le budget de l'État et que, quand on parle du budget de l'État, vous devez le prendre dans son ensemble avec les coûts qui évoluent de manière substantielle comme c'est le cas du budget des Pensions.

S'agissant du budget de l'État, je vous rappelle aussi que notre gouvernement a divisé par trois le déficit, qu'il soit structurel ou nominal.

Cela vous passe peut-être au-dessus de la tête, mais nous, nous estimons qu'assainir les finances publiques, c'est dans l'intérêt de tous!

S'agissant aussi, monsieur Laaouej, de vos récriminations sur le saut d'index, une mesure qui n'a effectivement pas été facile à prendre, mais pourtant essentielle à la compétitivité de nos entreprises, je vous rappelle que le *tax shift*, ce n'est pas seulement une mesure qui, via la compétitivité des entreprises, permettait de créer de l'emploi. C'est aussi une mesure qui augmentait le pouvoir d'achat des citoyens - oui, elle augmente le pouvoir d'achat des gens qui travaillent -, puisqu'on a travaillé sur la réforme de l'impôt des personnes physiques. Peut-être l'avez-vous oublié? Cela aussi, c'est le *tax shift*.

S'agissant du revenu disponible réel - c'est le chiffre du Bureau du Plan, pas celui de la FEB ou du bureau d'études du MR -, de son évolution positive, on constate que sous l'ancien gouvernement - et il est vrai que la conjoncture était compliquée, il faut être de bon compte! -, l'évolution d'année en année était presque nulle, voire négative, alors qu'en l'occurrence, les évolutions sont non seulement positives mais, en plus, se multiplient au fil du temps. Entre 2014 et 2015, par exemple, l'évolution du revenu réel disponible s'élevait à 0,5 % contre 1,9 % en 2019 alors que, je le rappelle, sous le leadership socialiste précédent, il était négatif, voire nul.

01.21 Ahmed Laaouej (PS): Je suis vraiment navré d'avoir à vous le dire, madame Wilmès: il y a beaucoup de contre-vérités dans vos propos! Je vais donc adresser une petite note au fameux fonds *fact checking* de notre premier ministre. Il va déjà y avoir encombrement: ce fonds anti-*fake news* sera déficitaire avant même d'avoir été lancé!

Plus sérieusement, je m'étonne d'abord de votre argument consistant à dire que le coût des pensions à lui seul alourdit la facture (2 milliards d'euros). Mais c'est mal connaître la Banque nationale! Croyez-vous que quand elle fait ses estimations, quand elle fait tourner ses modèles, elle n'intègre pas déjà le coût du vieillissement?

Autrement dit, la facture qui s'alourdit en raison des mauvaises décisions que vous prenez, c'est le résultat de vos politiques, pas celui d'éléments déjà présents dans le modèle de financement. Je vous rappelle qu'il

existe un Comité d'étude sur le vieillissement, relevant du Conseil supérieur des Finances, qui fait cela très bien et pourrait vous fournir les chiffres avec toutes les trajectoires intégrant déjà le coût du vieillissement. Je pense donc que votre argument, à cet égard, ne tient pas la route!

Pour le reste, ce n'est pas nous, socialistes, qui avons annoncé qu'avec les effets retour, en 2018, nous serons à l'équilibre budgétaire. Nous n'y sommes pas!

Là où il faut être de bon compte, c'est que notre pays a traversé des situations particulièrement dramatiques, avec des coûts qui n'avaient pas pu être envisagés dès le départ - le *lockdown*, les attentats, et ainsi de suite. Tout cela représente quelques centaines de millions de trop, bien entendu, surtout pour les raisons que l'on connaît, mais ce n'est pas cela qui explique le fait que, pour les deux dernières années, il vous manque encore 8 milliards!

Clairement, vous êtes en situation d'échec budgétaire. Je suis désolé de vous le dire.

Malgré ce que vous pouvez raconter, je continue à dire que les mesures que vous avez prises n'ont pas eu d'effet efficace sur la création d'emplois. À nouveau, ce n'est pas moi qui le dis, c'est l'Université de Gand. Maintenant, si vous souhaitez avoir un débat avec des académiques, faites-le! Je serais vraiment intéressé de pouvoir les entendre et, pourquoi pas, en commission des Finances. Mais ce que vous dites ne correspond pas à ce que la plupart des analystes académiques disent, en particulier la KU Leuven et l'Université de Gand.

Autre point sur lequel il me semble utile de réagir concerne le débat sur la TVA sur l'électricité. Vous dites qu'on va faire payer ENGIE Electrabel, parce qu'on ne veut pas faire payer les contribuables. Mais vous les avez fait payer, les contribuables. Vous avez augmenté la TVA sur l'électricité. C'est quoi cet argument qui ne tient pas la route non plus? Vous êtes en train de nous dire que vous ne voulez pas faire payer les contribuables, alors que vous les avez déjà fait payer. Là aussi, monsieur le premier ministre, c'est un argument qui ne tient pas la route.

01.22 Sophie Wilmès, ministre: Monsieur Laaouej, nous n'allons pas ergoter. L'objet de mon intervention ne vise pas à dire qu'il n'y a plus de déficit. Il y a un déficit. On a eu beau le diviser par trois, il reste un déficit. C'est une réalité objective, Monsieur Laaouej, à laquelle on ne tente pas d'échapper.

Par contre, les conclusions qui sont les vôtres et qui tendent à essayer d'expliquer que les raisons du déficit sont le résultat de la politique du *tax shift* sont erronées. C'est un grossier montage intellectuel qui ne tient pas la route. Ce *tax shift* que vous appelez "boulet", nous l'appelons "augmentation du pouvoir d'achat pour les travailleurs", mais c'est un autre souci.

Aussi, lorsque vous reconnaissez qu'en quatre ans de gouvernement, on a malheureusement perdu un an au niveau budgétaire - comme vous le soulignez justement, c'était une année extrêmement douloureuse pour l'ensemble de nos compatriotes - mettons-là de côté - vous justifiez aussi la démonstration selon laquelle, malgré une année perdue, nous avons réussi à diviser le déficit par trois. Point barre!

01.23 Ahmed Laaouej (PS): Monsieur le premier ministre, cela voulait-il dire: $2 + 2 = 4$? Essayons d'élever un peu le débat! Vous avez divisé le déficit par trois, mais à combien s'élève-t-il? Vous nous promettiez un retour à l'équilibre pour 2018. Vous n'y êtes pas! Vous nous dites que ce n'est pas à cause du *tax shift*. Vous faites comme s'il y avait une étanchéité totale entre le budget de l'État et le budget de la sécurité sociale.

Madame Wilmès, quand vous réduisez les cotisations sociales et que vous définancez la sécurité sociale, il y a un impact mécanique sur les finances publiques en général.

Deuxième élément: vos réductions de fiscalité ont été, pour une large part, compensées par des augmentations d'impôts sur la consommation. Vous le dites vous-même et vous en faites un argument. On vous dit que vous avez repris d'une main ce que vous avez donné de l'autre, vous dites: "Non, pas du tout. Nous avons davantage diminué l'IIPP que nous n'avons augmenté les impôts sur la consommation". Vous oubliez toujours le saut d'index et son impact sur le budget des ménages, soit dit en passant. Les effets retour ne sont pas là, comme l'Université de Gand et la KUL le disent. Tout ce que vous avez injecté en termes de réductions de recettes fiscales et parafiscales ne s'est pas traduit par des augmentations de masse salariale, qui elles-mêmes allaient refinancer le budget de l'État et la sécurité sociale. La raison de l'aggravation du déficit est là.

De **voorzitter**: Collega's, ik moet ingrijpen, want wij moeten erover waken dat het debat niet verzandt of te lang duurt. Bovendien moeten wij ons houden aan de afspraken, met interrupties van twee minuten. Dat heeft ook te maken met het respect dat we moeten opbrengen voor de collega's die nog het woord moeten voeren. Ik stel dus voor dat we luisteren naar de heer Clarinval, die nauwelijks de tijd heeft gekregen om zijn pleidooi te voeren. Monsieur Clarinval, vous avez la parole.

01.24 David Clarinval (MR): Il est indéniable qu'il y a eu 220 000 créations d'emploi depuis la mise en place de ce gouvernement et que le chômage est au plus bas depuis de très nombreuses années. C'est incontestable, quoiqu'en pense M. Laaouej.

Pour les indépendants, les mesures prises sous cette législature auront un effet à long terme. Outre une nette amélioration de leur statut social ainsi qu'une baisse de leurs cotisations, nous avons également pris des mesures visant le bien-être des indépendants: l'allongement du congé de maternité, l'alignement des montants de la pension minimale ou la création d'un deuxième pilier de pension. Cela se traduit très rapidement dans une augmentation du nombre total d'indépendants de presque 3 % en 2017. Aujourd'hui, il y a près de 1 087 000 indépendants alors qu'il y en avait 1 058 000 en 2016. C'est la preuve que nous sommes sur le bon chemin.

Pour améliorer la compétitivité des entreprises, des PME ou des indépendants, il n'y a pas que des mesures financières. La refonte du Code des sociétés constitue une étape de grande envergure afin d'atteindre cet objectif car la codification des règles relatives aux sociétés commerciales datait de 1999 tandis que la législation relative aux associations datait de 1921. Par l'adoption d'un seul Code pour les sociétés et les associations, cette réforme favorisera dès 2019 non seulement le développement des entreprises belges mais aussi l'établissement en Belgique de sociétés et associations étrangères.

Aujourd'hui, les indicateurs économiques sont au vert et les résultats sont tangibles. Notre pays est aujourd'hui plus solide et plus stable qu'il y a quatre ans. Ce n'est pas moi qui le dit, c'est la Banque nationale, le Bureau du Plan, la Commission européenne, l'OCDE ou encore le FMI!

On vient de parler abondamment du budget, je vais donc abréger. Nous avons non seulement permis d'obtenir un assainissement budgétaire mais celui-ci s'opère en bonne intelligence puisqu'il permet de ne pas couper les ailes aux investissements et de mettre en place un pacte national ambitieux pour les investissements stratégiques, initié par le premier ministre, et qui mobilisera près de 150 milliards d'euros d'ici 2030. Nous assainissons donc le budget et nous investissons dans des options stratégiques pour le futur.

01.25 Marco Van Hees (PTB-GO!): Monsieur Clarinval, ce que vous venez de mentionner fait écho à un chiffre très intéressant que le premier ministre a donné hier: 12,9 milliards de réductions de charge pour les employeurs. J'appelle cela 12,9 milliards de vol salarial! On vole le salaire brut des travailleurs!

Une telle somme sur quatre ans, c'est assez impressionnant! Du reste, ce montant n'est pas compensé par le *tax shift*, comme le prétend le gouvernement. Celui-ci représente, d'un côté, des taxes en plus et, de l'autre, des taxes en moins pour les ménages. Si elles se compensent en effet, le *tax shift* comprend, en revanche, des cadeaux salariaux. Cela explique pourquoi vous restez en situation de déficit. En effet, les 12,9 milliards d'euros d'efforts budgétaires que vous avez imposés à la population ont été accordés aux patrons. C'est la double peine pour nos concitoyens qui subissent simultanément l'austérité et le maintien du déficit budgétaire.

01.26 David Clarinval (MR): Monsieur le président, M. Van Hees parle de "vol salarial". Pour notre part, nous parlons plutôt d'une restitution du pouvoir d'achat aux travailleurs. Ce n'est pas exactement la même optique. Quand nous observons les résultats des politiques menées par les partis favoris de M. Van Hees, comme au Venezuela, nous savons quelle option il convient de suivre.

01.27 Marco Van Hees (PTB-GO!): Monsieur le président, je signale simplement que, lorsque M. Clarinval est amené à parler du Venezuela, c'est parce qu'il n'a pas de réponse pour la Belgique.

01.28 David Clarinval (MR): Monsieur Van Hees, vous parliez de "vol salarial". Ma réponse est que nous rendons du pouvoir d'achat aux travailleurs.

De même, la dette nationale affiche désormais une baisse continue, puisqu'elle atteignait 103,4 % en 2017, alors qu'elle s'élevait à 107 % en 2014. Cette tendance favorable se poursuit. Pour y parvenir, le gouvernement n'a pas taxé les plus faibles ni imposé de nouvelles taxes, comme essaie de le faire accroire l'opposition. Il a pu obtenir ces résultats en diminuant les dépenses courantes, tout en réduisant la charge fiscale. La Commission européenne a indiqué que la pression fiscale avait baissé de 1,2 % du PIB par rapport à 2014. Ce taux représente plus de 5 milliards d'euros de retour dans les poches des travailleurs. Grâce au *tax shift*, en 2019, près de 1,5 milliard d'euros supplémentaires seront alloués au renforcement de notre compétitivité et du pouvoir d'achat.

Avant de passer au chapitre suivant, je tiens quand même à souligner que des chiffres ont été évoqués dans l'absolu. Or, quand on regarde ce qu'il en est d'un travailleur dont le salaire s'élève à 1 500 euros bruts par mois, il faut savoir que l'impact du *tax shift* en 2019 consistera pour lui en une augmentation mensuelle de 146 euros nets. Cela représente annuellement 1 752 euros nets. Monsieur Van Hees, je n'appelle pas cela du "vol salarial", mais bien une "restitution du pouvoir d'achat aux travailleurs".

J'ai ici les chiffres qui le prouvent, monsieur Nollet.

L'action du gouvernement est également sociale. Il soutient notamment les familles monoparentales particulièrement exposées au risque de pauvreté. Les parents isolés avec un revenu professionnel limité bénéficient désormais d'un soutien fiscal supplémentaire. La quotité exemptée pour isolés a augmenté de 1 000 euros. De plus, la réduction d'impôt pour la garde d'enfant a été majorée et est passée de 45 à 75 %. Ces mesures permettent de contrer les pièges à l'emploi et, ce faisant, contribuent à la lutte contre la pauvreté.

Cependant, nous ne vivons pas sur une île et nous sommes évidemment tributaires d'une économie mondialisée. La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine perdure et impacte l'Europe. Et si le Brexit se déroule de façon chaotique, les répercussions sur notre économie pourraient être sévères.

À ces inquiétudes économiques au sein de l'Union, s'ajoute le délicat dossier de l'immigration. On le sait – les différents chamboulements politiques à travers l'Europe le prouvent – le thème de l'immigration préoccupe et inquiète nos concitoyens. Les réponses à apporter doivent être doubles: à la nécessaire humanité et solidarité, doit également s'ajouter la fermeté, sans renier nos valeurs.

Depuis 2014, ce sont près de 40 000 personnes qui ont été accueillies dans notre pays. Ce dernier était le septième pays européen le plus accueillant par rapport à son nombre d'habitants, en 2017. Le gouvernement actuel délivre également plus de visas humanitaires que les précédents. À ces chiffres s'ajoutent encore les regroupements familiaux qui représentent 50 % des visas, la migration économique et étudiante.

Si l'accueil des réfugiés est la règle, la lutte contre l'immigration clandestine et les passeurs est une priorité pour nous, pour notre gouvernement, tout comme cela doit être une priorité de l'Union européenne. Cela implique un renforcement de la politique de retour effectif des demandeurs déboutés ou des personnes en séjour illégal et le nécessaire renforcement de nos frontières extérieures. C'est l'équilibre entre les droits et les devoirs qui doit être maintenu. Nous plaçons donc, au niveau européen, pour un renforcement des frontières extérieures et la destruction du *business model* des passeurs. Nous devons privilégier davantage l'accueil dans les régions limitrophes des conflits et favoriser une meilleure économie via, notamment, la coopération au développement.

Notre premier ministre y a fait allusion, hier, un autre dossier qui sera structurant sur le long terme est celui qui a trait au respect des engagements qui ont été pris, en octobre 2014, en matière de défense. Le gouvernement a dessiné une trajectoire pour notre armée, à travers la vision stratégique 2016-2030. Il a adopté une loi de programmation militaire, la première de notre histoire, qui balise, pour les décennies à venir, les achats les plus importants pour chacune des composantes (véhicules roulants pour l'armée de Terre avec les Français, les navires pour la Marine avec les Hollandais et le remplacement de nos F-16). Ces textes démontrent l'engagement du gouvernement et de ses successeurs à fournir, à nos armées, le matériel dont elles ont besoin aujourd'hui et pour les années à venir, traduisant ainsi notre engagement dans la construction d'une défense européenne, au sein de laquelle nos entreprises doivent trouver toute leur place.

La sécurité reste bien évidemment un enjeu majeur. Elle n'a pas échappé non plus à son train de réformes

nécessaires et essentielles pour assurer à chacun de nos concitoyens un cadre de vie sûr. À cette fin, le gouvernement a développé une vision sur plusieurs années. Cette stratégie se concrétise dans la note cadre qui sert de référence pour tous les acteurs concernés par la politique de sécurité du pays. Une dynamique de rationalisation a été lancée, que ce soit dans le cadre du plan relatif aux tâches essentielles de la police, avec, notamment, la création de la direction de la sécurisation de la police fédérale ou dans la réforme de la protection civile, qui vise à recentrer la protection civile sur ses missions de base. Un processus de rationalisation donc, mais aussi une dynamique de modernisation.

En ce qui concerne la police, le gouvernement s'est attelé, depuis plusieurs années, à un renforcement des moyens et des effectifs. Les attentats et les violences physiques ou verbales à l'égard de nos policiers se multiplient. Nous tenons à rappeler que nous sommes à leurs côtés et que nous leur apportons tout notre soutien. À cet égard, des outils supplémentaires sont apportés pour apporter une réponse appropriée à des phénomènes que nous condamnons avec force. Parmi ces moyens, citons l'application de peines de sûreté ou la mise sur pied d'un site Internet permettant aux policiers de signaler les faits de violence physique ou psychique.

Un autre domaine majeur sur lequel l'action du gouvernement démontre l'ambition d'agir à longue échéance est celui de la santé. Ce dernier a lui aussi connu son lot de réformes indispensables pour conserver notre sécurité sociale, qui figure parmi les meilleures du monde. Considérons la réforme hospitalière, la réforme de la santé mentale, le pacte avec les mutualités, le pacte pharmaceutique! Ces réformes sont nécessaires pour répondre à plusieurs défis à court, moyen et long terme: améliorer l'accessibilité et la qualité de nos soins et assurer la pérennité du système, compte tenu du vieillissement de la population, de l'augmentation des maladies chroniques, de celle des maladies rares, ainsi que de l'évolution des techniques médicales.

Ces évolutions ont un coût et comme nous ne voulons pas envoyer la facture aux générations futures, nous devons maîtriser la croissance des dépenses en soins de santé et veiller à ce que chaque euro dépensé le soit de manière optimale. Depuis le début de la législature, les dépenses pour l'assurance soins de santé ont augmenté de plus de trois milliards d'euros pour atteindre un total de 25 milliards d'euros. La lutte contre le gaspillage et la surconsommation doit cependant rester une priorité.

Il faut également pointer quelques avancées essentielles qui démontrent que ce gouvernement multiplie les initiatives pour venir en aide aux plus vulnérables. Depuis le 1^{er} janvier 2017, le remboursement des traitements anti-viraux contre l'hépatite C a été élargi à de nouvelles catégories de patients. Nous avons mis en place le remboursement des inhibiteurs du VIH pour tous les patients contaminés par le virus, quel que soit leur stade d'infection. Depuis le 1^{er} janvier, l'immunothérapie est remboursée plus rapidement en cas de cancer.

Enfin, depuis le 1^{er} septembre, les patients atteints d'amyotrophie spinale pourront se faire rembourser un médicament orphelin utilisé dans le traitement de cette infection.

Pour la première fois également, c'est un budget de plus de 22 millions d'euros qui est dégagé pour le remboursement des soins psychologiques.

Quant à l'aide médicale urgente - c'est un sujet qui tient au cœur des municipalistes -, elle a pu bénéficier d'un apport structurel de plus de 35 millions.

En conclusion, monsieur le premier ministre, chers collègues, je souhaiterais prendre un peu de hauteur et adopter une perspective un peu plus large. Comme j'ai pu le démontrer plus avant, notre gouvernement a pris de très nombreuses décisions permettant d'adapter notre pays aux mutations de la société. Les réformes visent à modifier notre système sur le long terme. Mais elles ne doivent pas cesser maintenant, car les défis annoncés sont vertigineux. Je pense d'abord aux profondes mutations du marché du travail. C'est un enjeu fondamental pour la création, au sens strict du terme, de nouvelles formes de métiers; pour l'essor de toute une série de secteurs innovants axés sur les nouvelles technologies; mais aussi l'accompagnement de pans entiers de notre économie qui sera rendue obsolète.

Un autre défi sera celui de l'automatisation progressive du travailleur. Ce dernier trouve un travail ponctuel via une plate-forme numérique et peut l'accomplir en dehors d'un bureau, voire en restant chez lui si c'est un travail intellectuel. La relation entre employé et employeur cède alors la place à une relation entre un prestataire et un client. Ce phénomène reste encore marginal, mais il est appelé à se développer.

Il est probable que le salariat ne disparaîtra pas, car l'entreprise n'est rien d'autre qu'un faisceau de contrats. C'est une forme qui demeure pratique pour coordonner quantité d'activités de nature différente. Mais il est probable que le nombre de travailleurs autonomes augmentera de façon importante dans les années à venir. Ces derniers ne sont ni des employés ni réellement des indépendants vu qu'ils dépendent fortement de ces plate-formes. C'est une catégorie intermédiaire qui aura besoin d'un statut et d'une protection *ad hoc*.

Ici aussi, le secteur des pensions est concerné au premier chef. Il va notamment falloir réinventer la sécurité sociale. Aujourd'hui, il faut réfléchir à des systèmes impliquant les importantes plate-formes numériques, les systèmes où elles cotiseraient pour les pensions des travailleurs autonomes. C'est un beau défi en perspective.

Je pense enfin aux défis et améliorations diverses que pourraient nous apporter les progrès scientifiques, les améliorations notamment transhumanistes pour le devenir de l'être humain. Ces nouveaux défis nécessitent une réelle dynamique tournée vers l'avenir et des partenaires ambitieux pour notre pays.

01.29 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Ai-je bien entendu que votre objectif était le transhumanisme? Pourriez-vous expliquer un peu plus? Je sais que Corentin de Salle le défend et qu'il a écrit un texte, mais dites-moi ce que vous visez vous-même par le transhumanisme!

01.30 David Clarinval (MR): Je vous enverrai le texte. Vous pourrez le lire. J'ai dit qu'il fallait réfléchir à la manière dont la société allait s'adapter notamment à l'avènement de toute une série de technologies. J'ai cité une dizaine d'évolutions (la robotisation, les plates-formes) et j'ai notamment parlé, en matière de santé, d'une forme de transhumanisme.

01.31 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Quelle est la forme de transhumanisme que vous défendez?

01.32 David Clarinval (MR): Cela existe! Si vous le voulez, je vous enverrai quelques livres très intéressants. Vous semblez découvrir le sujet. Vous verrez que, dans certains pays déjà, toute une série de changements sont opérés sur l'être humain avec des augmentations, que ce soit au niveau du cerveau, des prothèses et autres mécanismes. Il faudra, dans notre Parlement, réfléchir à la manière d'implémenter cela dans le futur et à la manière dont on veillera à ce qu'éthiquement, il n'y ait pas de dérapage. C'est cela l'enjeu des années à venir. Avez-vous compris, monsieur Nollet? Vous retirez un mot de mon discours et vous en faites une théorie. J'ai lu assez bien d'ouvrages en la matière. Je peux vous en donner quelques références.

Je disais donc que ces nouveaux challenges nécessitent une réelle dynamique tournée vers l'avenir et des partenaires ambitieux pour notre pays. Il était urgent de retrouver la notion du temps long, de combattre ce que d'aucuns appellent la dictature de l'urgence. C'est ce qu'a su faire ce gouvernement dans les différents aspects de sa politique.

Rappelez-vous! Six mois, c'est ce que nous promettaient les Cassandre. En réalité, il reste désormais un peu plus de six mois à cette majorité pour concrétiser les dernières réformes en cours et mettre en œuvre de nouvelles mesures destinées à poursuivre cette dynamique de relance et de progrès dont notre pays avait grandement besoin. Nous ne baissons pas la garde. Nous poursuivrons les efforts jusqu'au bout.

C'est pourquoi, monsieur le premier ministre, je ne vous étonnerai pas en vous disant que le MR votera, avec enthousiasme, la confiance en ce gouvernement.

Le **président**: Monsieur Clarinval, un petit moment. Monsieur Nollet a la parole.

01.33 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Monsieur Clarinval, juste pour souligner votre prouesse: vingt-quatre heures après la publication du rapport du GIEC, vous avez été capable de parler de transhumanisme pendant une demi-heure ici à la tribune sans dire un mot sur le climat. Franchement, chapeau!

01.34 David Clarinval (MR): C'était une intervention très intéressante, monsieur Nollet.

De **voorzitter**: Het woord is aan de heer Verherstraeten.

01.35 Servais Verherstraeten (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, bijna dag op dag vier jaar geleden bent u naar de Kamer gekomen met een regeerprogramma en vroeg u hier het

vertrouwen. U kwam met een regeerakkoord waarin de nadruk lag op sociaal-economische hervormingen. Collega's, dat was nodig. Ons land ging nog gebukt onder de gevolgen van de financiële crisis. Ons land kampte op dat ogenblik met structurele problemen. Vier jaar later, collega's, als wij alle objectieve cijfers bekijken en ons de vraag stellen of ons land er beter voorstaat dan bij de start van deze regering, dan is het antwoord volmondig ja.

Collega's, deze regering doet wat ze heeft beloofd. Wij hebben werk gemaakt van de versterking van de economie en de arbeidsmarkt door meer mensen aan een job te helpen en vooral meer mensen met een job ook langer aan de slag te houden, door de lasten op arbeid te doen zakken en zo de concurrentiekracht van onze ondernemingen – een probleem bij de aanvang van de legislatuur - te verbeteren, door de nettolonen van de mensen te verhogen en door mensen, die willen ondernemen, aan te moedigen. Om die reden hebben wij vandaag ook zoveel starters.

Collega's, ons geheugen is kort, maar mag ik het nog even opfrissen? Toen wij aan het begin van deze legislatuur met onze fractie gepleit hebben voor een taxshift werd daarover veel gediscussieerd. Uiteindelijk heeft deze meerderheid dit gerealiseerd en het is eigenlijk geen shift maar een belastingvermindering geworden die goed is voor de ondernemingen en de nettolonen van de mensen, en dan vooral van zij die het minste verdienen.

Net daarom is dat een heel sociale belastinghervorming.

Premier, u hebt er gisteren terecht op gewezen. Op 1 januari stijgen de lonen van de mensen met de laagste en middeninkomens, want we vergeten de middenklasse niet, opnieuw. Dat is goed.

Ik heb interessante academische en politieke discussies gehoord. Hoeveel jobs levert dat nu op? We hebben daarover verschillende cijfers gezien van de Nationale Bank, in de studie van de KUL en dies meer. Collega's, dat is een zeer interessante intellectuele discussie maar de mensen die gisteren geen job hadden en vandaag wel, of de mensen die gisteren een job hadden en vandaag dankzij de hervorming meer verdienen, zal het weinig schelen of dat komt door een verbeterende conjunctuur of door de regeringsmaatregelen. Beide zijn positief. Laat ons daarover tevreden zijn.

Wat telt is dat de inkomsten stijgen.

01.36 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Verherstraeten, de manier waarop u het debat over de taxshift probeert te begraven vind ik retorisch interessant. Ik was er bijna ingelopen, maar niet helemaal. U zegt dat het de mensen die aan job geraakt zijn door de taxshift worst zal wezen. Ik vind dat u daarin kort door de bocht gaat.

U hebt een aantal rapporten genoemd. Een rapport dat u niet genoemd hebt is het rapport van het Federaal Planbureau van september 2018, dus zeer recent. Ik vind dat dit door alle collega's van de meerderheid moet worden gelezen omdat het een pleidooi houdt om de lastenverlaging nog veel meer te richten op de laagste en middeninkomens dan vandaag het geval is.

Zij hebben de oefening gemaakt wat deze lastenverlaging heeft opgeleverd en wat een meer gerichte lastenverlaging zou kunnen opleveren. Dat betekent voor de jobcreatie een effect maal twee. Dat betekent ook dat de kosten per job fors lager zouden zijn. Zij hebben dat uitgerekend. Nu kost de taxshift ongeveer 57 000 euro per gecreëerde baan. Als men nog meer zou focussen, gaat daar 20 000 euro af.

Naar mijn mening mogen wij aan dergelijke elementen niet zomaar voorbijgaan, zeker niet als u stelt dat jobs uw mantra en grote ambitie zijn. Deze regering had met de taxshift, gelet op de grootte van het volume ervan, eigenlijk nog veel meer banen kunnen creëren, maar dat hebt u niet gedaan.

01.37 Servais Verherstraeten (CD&V): Mijnheer Calvo, die belastinghervorming is inderdaad de belangrijkste belastinghervorming geweest van deze legislatuur. Als u echter stelt dat die hervorming niet gericht is, dan bestrijd ik uw stelling formeel. Misschien had u die hervorming anders willen richten dan wij; dat is een politieke keuze. Onze politieke keuze bestond erin dat ook de hoogste inkomens mogen genieten van die belastinghervorming, maar wel het minst, omdat de laagste inkomens er het meest van moeten profiteren. De reden is dat wij het verschil tussen werken en niet werken zo groot mogelijk willen maken om mensen ertoe te stimuleren aan de slag te gaan. Wij hebben uiteraard – daarin verschillen wij van mening – ook gedacht aan de middenklasse want die wilden wij niet vergeten. Dat is het belangrijkste van die

hervorming.

Daarmee hebben wij een koers uitgezet waardoor er ook in de komende jaren tienduizenden jobs zullen bijkomen. Dat is volgens mij het succes van die hervorming.

Collega's, wij hebben niet alleen gedacht aan de economie, maar ook, misschien tot spijt van sommige collega's uit de oppositie, aan sociale vooruitgang. Dat deden wij door mensen aan een job te helpen, wat ik net al besproken heb, maar ook door de sociale uitgaven in reële termen te laten stijgen. In het verleden heb ik dat van op deze tribune al vaker gezegd. Ik maak geen karikaturen van het verleden, maar ik hou er ook niet van dat er karikaturen van het heden worden gemaakt.

In het verleden al werden inspanningen geleverd met betrekking tot de laagste inkomens en de sociale uitkeringen maar deze regering heeft nog meer en nog beter gedaan. De minimumpensioenen zijn tijdens deze legislatuur gestegen met 10 tot 15 %, zijnde tussen 123 euro tot 185 euro netto per maand, afhankelijk van de gezinstoestand. De inkomensgarantie voor ouderen is met 10 % gestegen, zijnde met 1 000 euro op jaarbasis. Het leefloon is met 10 tot 13 % gestegen, wat voor een gezinshoofd 165 euro per maand betekent. De invaliditeitsuitkering werd opgetrokken met 40 tot 90 euro per maand. En in de welvaartsenveloppe voor 2019 en 2020 voorzien wij in cijfers waardoor wij nog beter kunnen doen.

Collega Beke heeft vanochtend gewezen op de toename van de cijfers inzake sociale zekerheid. Wij hebben deze legislatuur per jaar 2,5 % meer uitgegeven aan sociale zekerheid. Er is een jaarlijkse stijging met 2,5 %, niettegenstaande de genomen maatregelen. Net als in het verleden, wat toen nodig was, hebben wij ook nu de nodige maatregelen genomen. Er is dus een stijging met 2,5 %, collega's, ondanks het gegeven dat wij dankzij de extra jobs ongeveer 1,5 miljard minder uitgeven aan werkloosheidsuitkeringen in vergelijking met het verleden. En dat heeft nochtans niet belet dat wij op dit ogenblik 124 miljard aan sociale zekerheid uitkeren. Nog nooit gaf dit land zoveel uit aan de sociale zekerheid, en terecht.

Collega's, de combinatie van jobs en verhoging van de uitkeringen zorgt voor extra reële koopkracht, geen nominale koopkracht, maar reële koopkracht, jaar na jaar. Dat is niet iets dat wij bewezen maar dat blijkt uit de cijfers van het Planbureau. Voor 2019 raamt het Planbureau de reële stijging van de koopkracht voor de bevolking op bijna 2 %, namelijk 1,9 % om precies te zijn.

Maar een mens leeft niet van brood alleen. Ik wil het zeker niet hebben over transhumanisme, maar naast een extra netto-inkomen is ook de combinatie van gezin en arbeid fundamenteel verbeterd. Wij hebben diverse verlostelsels uitgebreid; wij hebben meer faciliteiten gegeven aan gezinsleden om een ziek familielid te kunnen verzorgen; wij hebben voor loopbaansparen gezorgd; wij hebben de flexibilisering van heel wat thematische verloven geregeld; wij hebben de fiscale aftrek verhoogd voor kinderopvang van alleenstaande ouders. Collega's, als wij mensen aan de slag willen houden, dan moet dat ook doenbaar zijn en combineerbaar met hun familie- en gezinsleven, met hun privéleven. Dat is de weg vooruit.

Economische groei met sociale vooruitgang bereikt men niet alleen met financiële en sociale maatregelen, maar tevens met een aangepast wettelijk instrumentarium voor onze bedrijven, voor de eenmanszaken, voor gezinnen en families. Zo brengen wij Justitie in de eenentwintigste eeuw.

Premier, uw palmares oogt mooi, maar dat is inderdaad geen reden, zoals u gisteren ook aanhaalde, om achterover te leunen. Het werk is nog niet af. Tijdens de debatten werd er al herhaalde malen aan gerefereerd: onze werkgelegenheidsgraad is tijdens deze legislatuur verbeterd, maar dat belet niet dat wij zelfs niet in de buik van het peloton zitten, maar nog altijd achteraan. Wij doen het slechter dan onze buurlanden en staan ruim achter ten opzichte, bijvoorbeeld, Nederland of Duitsland. Daarom hebben wij de arbeidsdeal afgesproken in het zomerakkoord.

Dat hebben wij gedaan, omdat meer mensen langer aan de slag houden zo cruciaal is, niet alleen om de kosten van de vergrijzing op te vangen, maar ook om een sterke sociale zekerheid verder uit te bouwen, wat precies is wat wij wensen.

Een uitgebreide reeks maatregelen is noodzakelijk om een tekort aan arbeidskrachten op de bestaande reserve arbeidskrachten te kunnen afstemmen. Voor ons kan dat via een positieve aanpak, door mensen te stimuleren, door mensen te activeren en te motiveren en door meer opleidingen uit te bouwen. Ook dat is immers een onderdeel van de arbeidsdeal. Dat kan ook door acties te ontwikkelen voor risicogroepen en door oudere werknemers de kans en het recht te geven op individuele basis in zachte landingsbanen in te

stappen.

01.38 Meryame Kitir (sp.a): Mijnheer Verherstraeten, ik hoor u graag zeggen dat de arbeidsdeal van de voorbije zomer ervoor moet zorgen dat mensen sneller aan het werk geraken. Ik heb u goed beluisterd. Wel, u vertelt net het tegenovergestelde van wat u in het zomerakkoord hebt vastgelegd.

Ten eerste, u wil voor meer opleidingen zorgen voor de mensen. Het enige wat in het zomerakkoord werd beslist, is ervoor zorgen dat de Vlaamse opleidingspremie fiscaal gunstig wordt, maar aan de vraag of mensen meer of minder opleidingen krijgen, doet de huidige regering niets.

Ten tweede, u verklaart dat oudere werknemers meer moeten kunnen genieten en rustig moeten kunnen werken. U hebt de leeftijdsgrens voor de landingsbanen echter verhoogd van 55 jaar naar 60 jaar. Legt u mij dan eens uit op welke manier de oudere werknemer die toch langer wil werken, dat op een werkbare manier kan doen.

Ten derde – en misschien komt u nog tot dit punt bij de degressiviteit van de werkloosheidsuitkering – zou ik graag van u vernemen op welke manier de hervorming van de degressiviteit van de werkloosheidsuitkering, dus dat betrokkenen sneller een lagere werkloosheidsuitkering zullen ontvangen, ervoor zal zorgen dat die personen sneller een job zullen vinden.

01.39 Servais Verherstraeten (CD&V): Collega Kitir, als de arbeidsgraad in ons land bijna 10 % lager ligt dan in Nederland en in Duitsland, hebben wij een probleem. Als dat uw zorg niet is, speelt u met de toekomst van de mensen.

Dan is er maar één oplossing, en dat is een oplossing die wij in de vorige legislatuur ook voor ogen hadden. Want waarom hebben wij toen ook maatregelen getroffen om mensen langer aan de slag te houden, en om het vervroegd pensioen uit te stellen?

Het spreekt voor zich dat bepaalde regelgevingen inzake landingsbanen en inzake alternatieven dan ook opschuiven. Dat is de logica der dingen. Maar u wenst dat te doen met algemene maatregelen. Wij wensen dat te doen met zeer concrete en gerichte maatregelen, zoals wij in deze legislatuur voor gekozen hebben, meer bepaald op maat van de individuele situatie. Wanneer iemand behoefte heeft om bijvoorbeeld af te bouwen, of wanneer iemand familiale zorgen heeft, dan zijn de rechten ter zake uitgebreid.

01.40 Meryame Kitir (sp.a): Mijnheer Verherstraeten, misschien kunt u moeilijk antwoorden op de vraag en zegt u daarom dat onze voorstellen, die ik vandaag nog niet eens uit de doeken heb gedaan, niet werken. Ik zal straks de voorstellen van de sp.a toelichten.

Nu wil ik van u evenwel vernemen hoe u, door de werkloosheidsvergoeding sneller te doen dalen, door de uitkering van de mensen te verlagen, mensen sneller werk zult doen vinden?

Wij zullen straks wel vertellen dat u de facturen hebben hebt verhoogd. Er is de stijging van de btw, er is de indexsprong.

In deze tijden waarin mensen het moeilijk hebben, waarin het leven duurder is geworden, zegt u aan degenen die hun job verliezen, en die daar niet om gevraagd hebben, dat u hun uitkering sneller gaat verlagen waardoor zij sneller werk zullen vinden. Hoe kan dat? Leg het mij uit want ik begrijp dat niet. Hoe zult u ervoor zorgen dat die mensen sneller aan werk geraken?

U zegt dat in de vorige legislatuur, met de socialisten, hetzelfde werd gedaan. Maar dat hebben wij niet gedaan! In de vorige legislatuur, mijnheer Verherstraeten, ging het om een en-enverhaal. Wij zorgden ervoor dat de mensen op maat begeleid werden. Nu zien wij dat de VDAB de ene besparing na de andere moet doorvoeren. Vandaag zijn er minder werkzoekenden in opleiding dan tevoren, mijnheer Verherstraeten.

Ik herhaal dus mijn vraag. Waarom denkt u dat mensen sneller aan werk zullen geraken als u hun uitkering sneller laat dalen?

De **voorzitter**: Mevrouw Kitir, de heer Verherstraeten wil zonder twijfel antwoorden op uw vraag, maar als de regering het woord vraagt krijgt ze dat volgens ons Reglement ook.

01.41 Minister **Kris Peeters**: Mevrouw Kitir, ik wil u er even aan herinneren dat een van die 28 maatregelen erin bestaat dat we voor de werkloze die een opleiding volgt voor een knelpuntberoep de vandaag bestaande degressiviteit stopzetten. Er zijn dus nog andere maatregelen bij die 28 dan de premie die fiscaal wordt vrijgesteld waarnaar u verwijst.

Ten tweede, wat de degressiviteit van de werkloosheidsuitkering betreft, wij hebben daar in het verleden al een paar keer over kunnen discussiëren. Als u dat graag wil zal ik nog even herinneren aan wat de vorige regering heeft gedaan. Ik heb al citaten aangehaald van de toenmalige minister van Werk. Toen heeft men de degressiviteit immers verscherpt, met een opbrengt van meer dan 300 miljoen euro in 2014. Dat gebeurde eigenlijk volgens een redenering die u nu betwist en waarop u ons nu aanvalt. U moet dus wel consequent zijn. Mevrouw De Coninck, indien nodig kan ik die citaten nog even aanhalen.

Voor de degressiviteit die wij nu naar voren schuiven volgen wij de redenering dat wij de werkloosheidsuitkering in een eerste fase moeten verhogen omdat wij ervan uitgaan dat het in de toekomst in een gedigitaliseerde economie veelvuldig zal voorkomen dat mensen hun werk tijdelijk verliezen. Wij willen een niveau behouden dat voldoende hoog ligt om de mensen niet in financiële problemen te brengen.

Verder gaan wij er ook van uit dat die werkloosheidsuitkering in een tweede fase moet dalen. Natuurlijk zijn wij er ook van overtuigd dat dit alleen kan wanneer er voldoende geactiveerd wordt, wanneer werklozen ook worden aangemoedigd om een opleiding te volgen om ervoor te zorgen dat zij zowel in de eerste als in de tweede fase zo snel mogelijk aan werk geraken.

U weet dat wij de opdracht hebben gegeven aan de diensten om een aantal scenario's uit te werken en u weet ook dat er in het huidige systeem asociale situaties zitten die wij eruit willen halen. In tegenstelling tot de vorige regering die destijds hierop voor 300 miljoen euro besparingen had ingeschreven, gaan wij ervan uit dat wij 12 500 mensen sneller aan het werk zullen kunnen helpen met de opbrengst die budgettair is vooropgesteld.

Ik weet dat u zich zorgen maakt over de hervorming van de werkloosheidsuitkering, maar ik kan u verzekeren dat wij in november een aantal voorstellen zullen doen. Daarbij zullen wij natuurlijk het sociale aspect zeer goed in het oog houden, maar wij zullen er ook op toezien dat het forfait op het einde niet zal dalen. Zeker voor de mensen die zich onder de armoedegrens bevinden zal dat forfait nog moeten stijgen. Ook zullen wij voorstellen doen omtrent de opleidingen, zodat het resultaat dat wij beogen inderdaad een activering is, waar de eerste minister gisteren trouwens nog naar verwees.

01.42 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Mevrouw Kitir, ik zal uiteraard niet in herhaling vallen, want ik had deels ook datgene wat de minister van Arbeid heeft gezegd, willen antwoorden. Laat ons echter heel duidelijk zijn: de maatregelen waarvoor de federale regering bevoegd is en waarvoor zij de volle verantwoordelijkheid op zich zal nemen, staan niet alleen. Mensen aan een job helpen is een collectieve verantwoordelijkheid, op de eerste plaats van henzelf, ook van de sociale partners, uiteraard ook van de federale regering en zeker ook niet minder van de gewestregeringen, aangezien zij onder meer bevoegd zijn voor opleidingen.

Als de federale regering, in samenspraak met de regionale regeringen trouwens, afspraken maakt waaronder de afspraak dat de degressiviteit niet zal spelen als men een opleiding voor een knelpuntberoep heeft gevolgd, dan spreekt het voor zich en dan lijkt het mij de logica zelve dat de Vlaamse regering en de andere gewestregeringen extra zullen investeren in opleidingen voor knelpuntberoepen. U zegt dat er vandaag niet genoeg zijn, dan treed ik u daarin bij.

Als wij de ambitie hebben om federale maatregelen te nemen waardoor degressiviteit niet wordt toegepast als men bereid is een opleiding te volgen voor een knelpuntberoep, dan moeten ook de regionale regeringen ter zake inspanningen leveren.

01.43 **Monica De Coninck** (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik wil eigenlijk reageren op beweringen van de minister van Werk over mijn uitspraken.

Mijnheer de minister, collega's, een uitspraak over finaliteiten zoals "Iedereen aan het werk", impliceert een verantwoordelijkheid van het individu, maar ook van de maatschappij en de politiek. Ik sta daar nog altijd achter. Men moet natuurlijk de mensen ook kansen geven. Het grootste probleem zit bij de langdurig werklozen die dikwijls laaggeschoold zijn. Doordat bedrijven soms andere richtingen inslaan en met andere

instrumenten aan de slag gaan, krijgen die laaggeschoolden niet altijd de nodige vorming en opleiding.

Een tweede knelpunt vormt het feit dat de werkloosheid wordt betaald door de federale overheid terwijl de begeleiding en de activering van de werklozen een verantwoordelijkheid zijn van de Gewesten. Financieel worden zij niet gestraft als zij werklozen niet aan het werk helpen en dat is een van de grote problemen in onze staatshervorming.

Wij stellen vast dat het Vlaamse niveau op dit vlak nog steeds niet zijn verantwoordelijkheid heeft genomen omdat men stoer wil doen. Naast de werklozen wordt hierdoor echter vooral de bedrijfswereld gestraft want zij vinden nu geen geschoolde arbeidskrachten. Dat is een groot probleem. Samenwerking tussen de federale overheid en de Gewesten is dan ook noodzakelijk om tot betere resultaten te komen.

01.44 Servais Verherstraeten (CD&V): Wanneer collega De Coninck zegt dat de Gewesten en de federale overheid beter moeten samenwerken, dan beaam ik dat. Wanneer u zegt, collega De Coninck, dat wij engagementen mogen vragen van een werkloze, maar dat die werkloze tegelijkertijd ook kansen moet krijgen, dan beaam ik dat. Wanneer u zegt dat bevoegdheidsdomeinen - zoals het uitbetalen van werkloosheidsuitkeringen enerzijds en het opleiden, begeleiden en sanctioneren van werklozen anderzijds - federaal en regionaal verspreid zitten, dan klopt dat.

Als u echter concludeert dat de een betaalt en de ander bepaalt, dan is dat niet meer juist. In de vorige legislatuur hebben wij namelijk in het kader van de bijzondere financieringswet een vierde van de personenbelasting overgeheveld naar de regio's. Met andere woorden, elke werkloze die in Vlaanderen, Brussel of Wallonië een job vindt, betekent voor de inkomsten van die regio's een win. Het is een win-situatie voor zowel de federale als de regionale overheid.

Collega De Coninck, u spreekt over stoerdoenerij van het Vlaams Gewest ten opzichte van de andere Gewesten. Welnu, ik nodig u ertoe uit om de actuele cijfers omtrent de sancties nog eens te bekijken, want dan zult u vaststellen dat het Waals Gewest het meest sanctioneert.

01.45 Meryame Kitir (sp.a): Mijnheer Verherstraeten, ik wil u niet te veel lastigvallen...

01.46 Servais Verherstraeten (CD&V): U valt mij niet lastig.

01.47 Meryame Kitir (sp.a): Ik zal dit nu voor de laatste keer aansnijden, want ik heb u daarover al drie keer vragen gesteld, maar ik heb nog altijd geen antwoord gekregen.

Mijnheer Verherstraeten, u zegt dat de degressiviteit ervoor zal zorgen dat er meer mensen in knelpuntberoepen zullen worden opgeleid. U weet toch dat werkzoekenden vandaag ook al begeleid worden? Werkzoekenden krijgen tegenwoordig al opleidingen aangeboden. U verengt de situatie door te antwoorden dat wie een knelpuntberoepsopleiding volgt, gespaard zal worden. De vraag blijft dan wel nog altijd openstaan voor al die andere werkzoekenden. Collega De Coninck heeft daarnet al cijfers vernoemd waaruit blijkt dat de meerderheid van de werkzoekenden vandaag geen opleiding krijgt en dat werkzoekenden die wel een opleiding wensen te volgen, met wachtlijsten worden geconfronteerd. Uw systeem bestaat erin dat wie geen opleiding volgt, zijn of haar uitkering verminderd ziet.

Mijnheer de minister, u verbloemt een en ander door te zeggen dat de werklozen in het begin van hun werkloosheid iets meer uitkering zullen krijgen, wat een fantastisch plan lijkt, maar wie drie jaar werkzoekend is, moet ook in de laatste twee jaar van zijn werkloosheid zijn rekeningen betalen. Het levert dus niets op dat de betrokkenen in het begin een iets hogere werkloosheidsvergoeding krijgen.

Met die vraag blijf ik nog altijd op mijn honger zitten en daarin sta ik niet alleen. Er gaan verschillende geluiden op om jullie wakker te schudden, om de degressiviteit van de werkloosheidsuitkeringen af te raden. Immers, het armoederisico onder de werkzoekenden bedraagt bijna 50 %. U beweert evenwel dat werkzoekenden, aangezien zij in het begin van hun werkloosheid wat meer krijgen en in een opleiding geduwd worden en een lagere uitkering krijgen als ze geen opleiding volgen, wel een job zullen vinden. Die logica klopt niet, dus voer die maatregel gewoonweg niet door.

De **voorzitter:** Mijnheer Verherstraeten, een klein ogenblikje, de minister van Werk vraagt het woord.

01.48 Minister Kris Peeters: Mevrouw Kitir, ik dacht wel dat u daar nog eens op zou wijzen. Op zichzelf heb

ik daar geen probleem mee. Het enige waarmee ik een probleem heb, is de volgende tegenspraak. De minister van Werk in de vorige regering, waar wij ook deel van uitmaakten, minister die trouwens belangrijk werk verrichtte, verklaarde op 7 december 2011 – ik hoop dat ik dat straks niet hoeft te herhalen -: "Mensen die er alles aan doen om op eigen benen te staan, zullen worden ondersteund en begeleid zodra ze zich op de arbeidsmarkt begeven. Diegenen die echter onvoldoende inspanningen leveren, zullen voor hun verantwoordelijkheid worden geplaatst. De degressiviteit van de uitkeringen zal worden versneld". Welnu, toen heeft men ook de degressiviteit versneld, maar dan wel zonder in te zetten op opleiding en activering, wat wij wel doen.

01.49 Meryame Kitir (sp.a): Verwijt u ons dat zij volgens ons wel een uitkering zouden krijgen en daarvoor geen inspanningen zouden moeten leveren? Wat zegt u nu? Als men zijn job verliest, heeft men volgens ons inderdaad recht op een uitkering, maar dat betekent niet dat men niets moet doen. Men moet actief op zoek gaan naar werk en doet men dat niet, dan wordt men geschorst. Dat was de deal die wij gesloten hebben.

01.50 Minister Kris Peeters: Hier gaat het over de versnelde degressiviteit, niet over de schorsing.

01.51 Meryame Kitir (sp.a): Dat u voortdurend verwijst naar de vorige regering en niet antwoordt op welke manier u de mensen die vandaag een job zoeken, aan werk wilt helpen, wil niets meer of niets minder zeggen dat u beseft dat uw deal niet al werken en de mensen in de armoede zal duwen. U hebt geen andere argumenten. U hebt zich gewoon opnieuw laten rollen; dat heb ik u al eens gezegd en dat zal ik u blijven zeggen. Ik zal op die nagel blijven kloppen, in de hoop dat u wakker wordt en die maatregel niet uitvoert. De versnelde degressiviteit zal werkzoekenden immers niet aan een job helpen.

01.52 Servais Verherstraeten (CD&V): Collega Kitir, ik denk dat u de minister van Arbeid verkeerd hebt begrepen. Er werd gewoon een vergelijking gemaakt. De maatregel die wij tijdens vorige legislatuur hebben genomen, was een budgettaire maatregel en was niet gekoppeld aan maatregelen van de regio's voor extra opleiding. Over onze maatregel hebben wij een afspraak met de Gewesten. Wij voorzien in degressiviteit, maar tegelijk voorzien zij in extra opleidingen.

Ik kan begrijpen dat u de mensen graag bang wil maken om politiek-strategische redenen, maar dan gaat u voorbij aan het akkoord dat afgelopen zomer in de regering is gemaakt.

U gaat voorbij aan de budgetneutraliteit, die werd afgesproken. Wij zullen daarop ook toekijken. U gaat voorbij aan het feit dat de degressiviteit niet gepland is voor werkzoekenden in een derde periode. U gaat eraan voorbij dat ook in de huidige regelgeving, terecht, oudere werklozen en ook mensen met een lange carrière worden ontzien. U gaat voorbij aan onze afspraak om, ook al verhogen wij de uitkering in de eerste periode, het verschil tussen werken en niet werken voldoende groot blijft. Als we dat willen doen, kunnen wij de uitkeringen in de eerste periode niet fenomenaal verhogen. Als we de uitkeringen voor de eerste periode niet fenomenaal kunnen verhogen, dan kunnen we ze ook niet fenomenaal verminderen in de tweede periode.

Overigens, wat hebben wij deze legislatuur nog gedaan aan de werkloosheidsuitkeringen? Vergelijk de cijfers van het begin van de legislatuur met het einde van de legislatuur en u zult vaststellen dat de werkloosheidsuitkeringen met 10 % zijn gestegen ten opzichte van het begin van de legislatuur.

We compenseren eigenlijk ruimschoots de maatregelen, die in de pijplijn zitten.

01.53 Monica De Coninck (sp.a): De maatregelen van de vorige regering waren niet louter budgettair. Er zijn veel bijkomende inspanningen geleverd, bijvoorbeeld de mogelijkheid tot stages voor jongeren, project waaraan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest trouwens schitterend heeft meegewerkt en waaraan Vlaanderen niet wou meewerken. Er zijn ook heel veel doelgroepkortingen gegeven. Het kwam erop neer dat de werkgever voor de mensen die langdurig werkloos waren en opnieuw aan het werk gingen, bijna geen RSZ en belastingen moest betalen. Zeggen dat de maatregel alleen budgettair was, vind ik oneerlijk.

Tot slot is het aantal mensen dat in 2018 in Vlaanderen in een opleiding gestart is, beduidend lager dan het aantal mensen dat gestart is in 2017, ook al zijn er meer langdurig werklozen.

Mijnheer de minister Peeters, ik stel voor dat u, wanneer u onderhandelt met de Gewesten, toch probeert om heel concrete doelstellingen en cijfers af te spreken. De regeringsverklaring staat immers bol van de engagementsverklaringen, maar bevat amper resultaatsverbintenissen.

01.54 Minister **Kris Peeters**: Mevrouw De Coninck, ik heb hier de tabel die destijds werd goedgekeurd. Daarin lees ik volgende cijfers onder de post betreffende de werkloosheid, structurele maatregelen, onder meer controle beschikbaarheid, effect, aansporing en degressiviteit: in 2012 is dat 116 miljoen, in 2013 is dat 204 miljoen en in 2014 is dat 332 miljoen. Dat werd hier afgesproken.

Ik neem alle ideeën mee om te komen tot een goede regeling. Wij zullen die hier uitgebreid in november kunnen bespreken. Nogmaals, ik begrijp de zorg van sommigen, maar het zou toch wel goed zijn om nog even te wachten tot wij met een concreet voorstel komen, op basis waarvan wij het debat zullen voeren. Collega Verherstraeten waarschuwde er al voor dat u de mensen niet de daver op het lijf mag jagen, terwijl er nog geen concreet voorstel op tafel ligt. Er is in de regering afgesproken dat dat er komt in november.

01.55 **Monica De Coninck** (sp.a): Mijnheer de minister Peeters, veel van uw collega's – ik beseft dat u dit niet doet – roepen dat het allemaal de schuld van de "sossen" is en argumenteren dat wij nooit onze verantwoordelijkheid zouden hebben opgenomen. U hebt nu een aantal dingen voorgelezen, waaruit blijkt dat wij wel onze verantwoordelijkheid hebben genomen, onder andere als het gaat over controle op de beschikbaarheid, dat was een van de zogenaamde budgettaire maatregelen.

Dus, u moet eerlijk zijn. U kunt zeggen dat wij onze verantwoordelijkheid hebben genomen. U mag naar heel mijn carrière kijken, ik heb steeds werk gemaakt van door het individu, de overheid, de politieke wereld gedeelde verantwoordelijkheid. Iedereen moet inderdaad zijn deel doen, heel duidelijk. Tegelijk moeten we wel de mensen helpen om te emanciperen en sterker te worden; wij mogen ze niet louter sanctioneren en ons daarbij dan nog heel goed voelen ook.

Zorg ervoor dat eenieder zijn verantwoordelijkheid neemt en dat u resultaten boekt.

01.56 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, collega's, staat u mij toe om een ander punt aan te kaarten, een wervingszorg zoals voormalig eerste minister Verhofstadt het noemde. Er ligt nog steeds werk op de plank wat de pensioenen betreft. In navolging van de meeste Europese landen hebben wij de pensioenleeftijd opgetrokken in mindere mate en minder snel dan in onze buurlanden.

In mindere mate en minder snel dan onze buurlanden, maar tegelijkertijd spraken wij af om rekening te houden met wie een zwaar beroep uitoefent. De meningen hierover zijn verdeeld, in de Wetstraat en ook in de dorpsstraat, waar wij de voorbije dagen met zijn allen weer wat vaker rondlopen. Dat is ook een van de redenen waarom het akkoord in de overheidssector erg gevoelig ligt. Toch vragen wij respect voor het akkoord dat de minister van Pensioenen met de sociale partners heeft gesloten. Wie het goed leest en bestudeert, beseft alvast dat een en ander veel verder gaat dan sommigen laten uitschijnen.

Mijnheer de eerste minister, gisteren vroeg u een maximaal parallellisme tussen de privésector en de overheidssector. Dat is een terechte bekommernis. Voor ons wil dat bijvoorbeeld zeggen dat een verpleegster of een bewakingsagent in de privésector een gelijke behandeling verdient als haar of zijn collega bij de overheid. Ik ben mij ervan bewust dat het akkoord over de zware beroepen in de privésector nog moeilijker ligt dan dat voor de publieke sector, maar moeilijk gaat ook. Ik roep de sociale partners op om een tandje bij te steken en om hun nek verder uit te steken dan zij tot nu toe hebben gedaan. Een verdeeld advies aan de regering geven is al te gemakkelijk.

Mijnheer de eerste minister en mijnheer de minister van Pensioenen, ik vraag u om, indien nodig, te bemiddelen opdat er ook daar een akkoord kan worden bereikt. Als de regering een verhoging van de pensioenleeftijd beoogt en een regeling wil treffen voor wie een zware job heeft - dat zijn wij verplicht in het licht van de afspraken, die wij hebben gemaakt -, dan houdt dat voor ons respect voor opgebouwde rechten en rechtvaardige overgangsmatregelen in. Het spandoek aan de finish van een koers wordt ook niet in de laatste rechte lijn verhangen.

Collega's, ik sla sommige zaken over omdat er deze voormiddag al over gesproken is, onder meer door de premier.

Een ander punt waarop het werk niet af is, is de energiebevoorrading. Ik trap een open deur in wanneer ik hier op de tribune zeg dat onze mensen en ondernemers verontrust waren door de twijfels die er rezen omtrent de energiebevoorrading. De premier heeft terecht gezegd dat de energievoorziening een absolute prioriteit is. We konden uit zijn antwoord afleiden dat hij alles in het werk zal stellen opdat dit deze winter

wordt opgelost.

Er is echter ook nood aan een oplossing voor de komende jaren. Ook de komende winters hoort de lamp te branden. Dat vereist structurele maatregelen, in samenwerking met alle stakeholders en met respect voor de klimaatafspraken. De mensen liggen immers meer en meer wakker van gezonde lucht, ze liggen meer en meer wakker van een duurzaam klimaat.

Hoewel dit vooral een gewestelijke materie is kan ook de federale overheid een tandje bij steken. Dat kan onder meer door de dieseltreinen van de NMBS sneller uit te faseren. Dat kan verder door het wagenpark van de federale overheid, bijvoorbeeld de voertuigen van de politie en van Defensie, sneller te vergroenen. Tevens denk ik aan klimaatneutrale overheidsgebouwen. Hier kan de investeringsimpact een versnellende impuls geven.

We hebben het deze voormiddag terecht ook even over de elektriciteitsprijs gehad. Voor de collega's die toen even weg waren herhaal ik onze invalshoek. Ten eerste ondersteunen wij de engagementen van de premier in zijn procedurestrijd met ENGIE. Ten tweede is de energievoorziening belangrijk voor ondernemingen en gezinnen. Ze is zeker belangrijk voor die gezinnen die in een preciaire toestand verkeren. Het kan niet dat de overheid door prijsstijgingen in de markt meer inkomsten zou hebben. Die moeten terugvloeien naar de consument, op de eerste plaats naar die consumenten die ze het meest nodig hebben.

De heer De Roover merkte op dat het meer om een actualiteitsdebat dan om een debat over de State of the Union gaat. Hij had het dan over de problematiek van de nucleaire passiva en over wat wij vanochtend in enkele kranten hebben gelezen.

Collega's, daaromtrent is er sinds 2003 een regelgevend kader. De huidige regering had en heeft de ambitie dat regelgevende kader te versterken en te verstrengen. De teksten ter zake worden verzonden naar de Raad van State. De bevoegde minister heeft de opdracht gekregen om waar nodig en waar mogelijk ze nog bijkomend aan te scherpen.

Voor onze fractie is het vrij duidelijk. Inzake milieu, nucleair of niet, betaalt de vervuiler. De energieproducent van onze nucleaire centrales moet weten dat wij niet kunnen aanvaarden dat een en ander op de kap van de belastingbetaler en op de kap van de toekomstige generaties zal worden gedaan.

Wat nodig is, moet gebeuren. Als er dieper moet worden geborgen, zal dat gebeuren. Dat zal meer kosten. Dat zal door de energieproducent moeten gebeuren. Wij moeten daartoe vóór het einde van de huidige legislatuur het legistische kader aan de Kamer voorleggen. Dat is essentieel.

01.57 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, mijnheer Verherstraeten, ik ben blij dat u dat opmerkt en dat u op dat punt duidelijk stelling durft in te nemen. Dat is immers echt een zaak die partijen in de meerderheid en in de oppositie moet overstijgen. Het gaat immers over duizenden en duizenden jaren.

Ik hoop echt dat de deadline die u formuleert, wordt gehaald. Ik kijk ook naar de minister die in het verleden in andere cruciale dossiers de deadline wel eens heeft gemist. De deadline die u formuleert, is immers de juiste. Het regelgevende kader moet tijdens de huidige legislatuur worden vastgelegd.

Wij praten al tien jaar over de wetgeving inzake het nucleaire passief. Wij weten dat Electrabel naar oplossingen, overnames en achterpoortjes zoekt.

Ik steun u in dat dossier dus volledig. Hoe sneller de Belgische politiek ter zake klare wijn schenkt, hoe beter.

01.58 Servais Verherstraeten (CD&V): Mijnheer de voorzitter, collega's, ik heb daaraan niets toe te voegen.

Ik rond af.

Mijnheer de eerste minister, bij uw aantreden beschreven commentatoren uw regering als een kamikazeregering die geen lang leven beschoren zou zijn.

Ik stel vast dat, ondanks de pessimistische voorspellingen, uw regering haar vijfde jaar ingaat. U hebt zich

gefocusd op economische groei met sociale vooruitgang. Uw regering heeft daar werk van gemaakt en dat heeft resultaten opgeleverd. Het land staat er beter voor dan vier jaar geleden. Het werk is nog niet af. Dit mag geen regering van aflopende zaken worden. U verzekerde ons gisteren dat u niet op uw lauweren zult rusten. Om die reden zullen wij u dan ook het vertrouwen geven zodat u uw hervormingswerk kunt voortzetten.

01.59 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Verherstraeten, het laatste deel van uw speech paste heel goed bij u. U zei: "Iedereen voorspelde een kamikazeregering, maar ze bestaat nog." Dat klopt. Het is misschien ook wel de belangrijkste verdienste van deze regering. Het klopt ook dat u een heel grote rol hebt gespeeld in het overleiden van deze regering. CD&V heeft daarvoor gedurende vier jaar de nodige flexibiliteit getoond.

Het is mij opgevallen dat u uitdrukkelijk hebt gezegd dat het geen regering van aflopende zaken mag worden, maar in de reeks van werven hebt u met geen woord over ARCO gerept, terwijl de partijvoorzitter van de voorlopig grootste meerderheidspartij heeft gezegd dat die zaak niet meer opgelost zal worden voor 2019. Staat ARCO voor u nog op de agenda? Moet er daarover voor 2019 een beslissing genomen worden? Is het nog een van de lopende dossiers waarvoor u en anderen een oplossing willen tijdens deze legislatuur?

01.60 Eerste minister **Charles Michel**: Misschien bent u beetje moe, mijnheer Calvo, wat ik kan begrijpen, maar u zult zeker de kans hebben om de het verslag van onze werkzaamheden te herlezen. Daarstraks heb ik een duidelijk antwoord op uw vraag gegeven. De vraag is dezelfde, ook het antwoord van de regering blijft hetzelfde.

01.61 Servais Verherstraeten (CD&V): Collega Calvo, ik had uiteraard de intentie om daarover iets te zeggen. In mijn voorbereiding had ik een passage daarover opgenomen, maar precies door het antwoord van de eerste minister op een vraag van u vanmiddag heb ik die laten vallen. Laat het echter heel duidelijk zijn, ik sluit mij aan bij datgene wat de eerste minister heeft gezegd. Ik sluit mij nog meer aan bij datgene wat hij daarover in de zomer in de commissie voor de Financiën heeft gezegd. Hij heeft het en over Belfius en over ARCO gehad. Hij heeft onder meer ook heel uitdrukkelijk gezegd dat een oplossing voor ARCO een zeer goede zaak voor Belfius zou zijn en dat de privatisering van Belfius een meerwaarde zou betekenen.

Een oplossing voor ARCO is een meerwaarde voor Belfius. Een meerwaarde voor Belfius is een meerwaarde voor de Belgische belastingbetaler. Een oplossing voor ARCO is een win-winsituatie.

01.62 Patrick Dewael (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, dames en heren van de regering, hier uitzonderlijk goed vertegenwoordigd, collega's, ik ben de vijfde spreker in dit debat, waarin al heel veel is gezegd. Wij naderen stilaan het uur dat iedereen intuïtief begint te hunkeren naar het einde van het debat.

Ik zal dus niet in herhaling vallen. Een aantal argumentaties is vanmorgen al ontwikkeld. Ik zeg op voorhand tegen de collega's die mij over verschillende werven willen interpellieren dat ik mij zal beperken tot de begroting, de sociaal-economische balans van de regering en de arbeidsdeal.

Ik wil eerst een woord zeggen over de verschillende manieren waarop begrotingen kunnen worden opgemaakt, en mijn ervaring ter zake van de afgelopen 25 jaar met u delen. Het was een constante in ons land dat de opmaak van een begroting altijd een mix van maatregelen omvatte — ik kijk nu naar de linkerkant — waarbij aan de ene kant saneringen werden doorgevoerd en waarbij aan de andere kant een stuk fiscaliteit op tafel kwam. Ik merk, gewoon objectief, op dat in ons land daardoor het overheidsbeslag op een bepaald ogenblik is toegenomen tot ver boven 50 %, op een geruisloze manier en met de politieke verantwoordelijkheid van vele collega's in dit halfroed.

Zoals ik in een voorgaand debat gezegd heb, betekent een overheidsbeslag van meer dan 50 % dat de graad van collectivisering van een samenleving zo'n proportie aanneemt dat men kan zeggen: dat is de weg naar het communisme. Ik overdrijf niet. Meer dan 50 % afnemen van de middelen, van het inkomen van mensen en bedrijven, om dat geld nadien als overheid te verdelen, is een gradatie te ver.

Bovendien moet worden opgemerkt dat zulks ook nefast werkt op de economie, de bedrijvigheid van een land.

Nogmaals, mensen moeten nog goesting hebben om te werken, bedrijven moeten nog zin hebben om te ondernemen.

Ik herinner mij uit het verleden een periode waarin wij een fiscale stop hebben gehanteerd. Daarbij werd voor de begroting uitsluitend aan de uitgavenzijde gewerkt en weerstond men de verleiding om uit te komen bij een mix van fiscale maatregelen, omdat wij elke keer opnieuw op de nefaste weg terechtkwamen waarbij de inkomsten van de overheid werden verhoogd. Uw regering, mijnheer de eerste minister, is een van de eerste regeringen die ik ken die, met uitzondering van de vermogensfiscaliteit en de roerende voorheffing, die oefening jaar na jaar maakt en saneert en hervormt, maar zich beperkt tot de uitgavenzijde.

Dat blijkt ook uit de cijfers. Ik zal niet veel cijfers noemen, maar als ik een cijfer noem, dan komt dat van het Planbureau of de Nationale Bank. Voor het eerst daalt het overheidsbeslag in ons land: het zakt van 55 % in 2014 naar 52 %. Als men daar de rentelasten uithaalt, dan zakt het overheidsbeslag van 52 % in 2014 naar 49,8 % in 2019. Dat is dus een vermindering met 2,1 % van het bbp, een vermindering met bijna 10 miljard. Ik zeg dus zonder meer dat wij die weg moeten volhouden. Deze regering maakt voor de eerste keer in 25 jaar werk van het afbouwen van het overheidsbeslag.

Er is een tweede vraag die wij vaak hoorden in het debat, namelijk waar het geld van de mensen naartoe is gegaan. In essentie hebben wij daar twee zaken mee gedaan. In eerste instantie hebben wij het geld gebruikt om de begroting te verbeteren en de begroting is effectief verbeterd. Bij de start van de regering — ik zal het cijfer nog een keer herhalen — bedroeg het nominaal saldo ongeveer 3 %. Voor 2019 is de verwachting dat wij onder 1 % zullen uitkomen. Met andere woorden, een derde van de weg is nog te gaan, twee derde is al afgelegd. Niet alleen ik zegt dat; het blijkt uit alle rapporten. Wij kunnen daar lange polemieken over voeren, maar de begroting zit in elk geval op de goede weg, al geef ik toe dat wij er nog niet helemaal zijn.

01.63 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Dewael, u hebt zich gefocust op het debat, waardoor u misschien het rapport van het IMF vandaag niet hebt zien passeren. U zegt dat alle rapporten stellen dat een groot deel van de weg is afgelegd. Wel, vandaag nog en in de lijn van het rapport van het Planbureau, zegt het IMF dat het een tekort van 1,8 % verwacht. Dat rapport is vandaag binnengekomen.

Daarover wil ik nog het volgende kwijt, waarna ik met veel aandacht voort naar uw betoog zal luisteren.

Als men vertrekt van de vaststellingen van het IMF, ziet men dat de afgelegde weg bijna volledig is toe te wijzen aan de gedaalde rentelasten. Het hele verhaal over dat u vrij aardig bent geslaagd op het vlak van de begroting, uw zelfgekozen hoofdvak, houdt volgens mij niet helemaal steek. De regering kan gemakkelijker met andere cijfers uitpakken, maar inzake begroting is dat behoorlijk moeilijk.

U weet het en het zal misschien een deel van uw repliek vormen, maar ik ben daar minder door gefascineerd: voor ons was dit niet het project van deze regering, voor u wel. Als men kijkt naar het resultaat vandaag, is dat behoorlijk pover. Dat is wellicht ook de reden waarom de premier daar gisteren heel weinig over heeft gezegd.

01.64 Patrick Dewael (Open Vld): Als u met mij de rest van de redenering volgt, dan kom ik daar nog op uit.

Een begroting opmaken is iets meer dan boekhouden. Een begroting moet als beleidsinstrument ook een zeker voluntarisme uitstralen. Ik heb het aanstonds nog over het activeren van mensen, het feit dat ons land een veel te lage werkzaamheidsgraad kent. Het ene is onlosmakelijk verbonden met het andere.

Ik was aan het zeggen wat er met het geld is gebeurd. Een deel van het budgettair traject werd afgelegd. Laten wij volgend jaar zien hoever de regering komt. Uiteraard zullen wij ook bij de begroting 2019 het geld voor een deel teruggeven aan de mensen en de bedrijven. Daarover zou ik ook eens graag uw mening kennen, mijnheer Calvo.

Collega Verherstraeten zei daarnet dat er eigenlijk geen taxshift was doorgevoerd maar een belastingverlaging, een *tax cut* dus. Ik geloof trouwens niet dat een taxshift automatisch economisch veel baten genereert. Volgens mij kunnen alleen belastingverlagingen leiden tot jobcreatie en starters aanzetten om te ondernemen. We hebben 5,5 miljard aan belastingen verlaagd om de koopkracht van de mensen te verhogen. Ik moet niet uitweiden over alle percentages, maar de 30%-schijf is geschrapt en volgend jaar zal

een eerste stap worden gezet voor het schrappen van het 45 %-tarief.

Nogmaals, voor 65 % van de werknemers gaat het nettoloon er met meer dan 100 euro per maand op vooruit. Mijnheer Calvo, u hebt de heer Verherstraeten daarmee geïnterpelleerd over de keuzes die werden gemaakt. De keuze van deze regering was heel duidelijk om de lage lonen het meest te ondersteunen. Dat betekent een extra dertiende maandloon. Dat betekent dat volgens het Federaal Planbureau de koopkracht van de gezinnen zal stijgen met 1,8 % en volgend jaar met 1,9 %. Dus 5,5 miljard voor de mensen en voor 4 miljard lastenverlaging voor de bedrijven.

Ik herinner er nog even aan, mijnheer de minister van Financiën, dat het faciaal tarief van de patronale bijdragen daalt van 32 % naar 25 %. Arbeid wordt goedkoper. Er worden jobs gecreëerd. Kleine bedrijven die voor de eerste keer iemand aanwerven zullen voor de eerste aanwerving zelfs nooit patronale bijdragen moeten betalen. En zo kan ik nog voorbeelden aanhalen. Kmo's betalen vanaf dit jaar op hun eerste schijf van 100 000 euro aan winst nog maar 20 % vennootschapsbelasting.

Ten eerste, de begroting is aanzienlijk verbeterd. Ten tweede, het overheidsbeslag is voor de eerste keer in vijftig jaar echt verminderd. Ten derde, de belastingen zijn aanzienlijk verlaagd. Dat is het gevolg van keuzes van deze regering.

En als er dan kritiek zou komen van Europese instanties, de Europese Commissie bijvoorbeeld, dan moeten wij deze ernstig nemen. Wat ik niet kan aanvaarden, is dat men in een vorige legislatuur de kritiek nogal eens weglachte. Ik herinner mij nog de vraag "wie kent Olli Rehn?" Hij was de commissaris voor Budget. Op dat ogenblik was de kritiek niet relevant, niet waardevol. Vandaag zouden wij ze moeten aannemen. Welnu, die kritiek moet altijd ernstig worden genomen en men moet niet veranderen van positie naargelang men in de meerderheid of in de oppositie zit.

Ik heb nog een opmerking over de begroting.

België en het federale niveau vormen de enige aanspreekbare instantie voor Europa. Het is de enige entiteit die interpelleerbaar is. Er zijn het federale niveau, de sociale zekerheid, de regio's en de steden. Van elke 100 euro, die wij federaal innen, gaat ongeveer 19 euro naar de sociale zekerheid, ongeveer 11 euro naar de schuldaflossing, ongeveer 22 euro naar de departementen en 48 euro, bijna de helft, naar de Gewesten en de Gemeenschappen.

Als wij hier een begroting bespreken en het hebben over de beleidskeuzes die wij hier kunnen maken, dan praten wij eigenlijk over de sociale zekerheid en de departementen. Wij gaan de rekening niet maken van de Gewesten en de Gemeenschappen, maar ik stel vast dat het begrotingswerk, door de dynamiek van de financieringswet, daar aanzienlijk gemakkelijker verloopt dan in de federale overheid.

Ik meen, premier, dat wij de juiste weg hebben gekozen om te komen tot economische groei op korte en lange termijn. Er moet mij dan ook een tweede dubbelzinnigheid van het hart. Ik hoor soms zeggen, ook op de banken van de oppositie, dat andere landen van de Europese Unie een sterkere groei kennen dan België. Ik noem dan bijvoorbeeld Spanje, Finland en Nederland.

Dit klopt voor een stuk, maar men moet dan wel het hele verhaal vertellen. Die landen komen van veel verder omdat de crisis in die landen veel sterker heeft toegeslagen dan in ons land. Zij zitten met een zekere overcapaciteit.

Men moet weten wat men eigenlijk wil. Ofwel kent men een constante groei en kan men zeggen dat men de gevolgen van de bancaire crisis goed heeft doorstaan. Wij gaan ons echter niet vergelijken met landen als Spanje, Griekenland en Portugal, waar men klappen heeft gekregen van 6 tot 9 %, om vervolgens te zeggen dat die landen nu iets sneller dan wij groeien. Het zou er nog moeten aan mankeren.

Anderzijds kan men ook niet constant de economische resultaten op tafel leggen van Duitsland, Nederland en de Scandinavische landen als men tegelijkertijd de recepten van die landen verguist.

Het is het ene of het andere. Zoals u weet, wilde mijn fractie in een aantal hervormingen nog verdergaan. Wie aanhaalt dat het Scandinavisch model zo goed draait, moet daarbij wel mee in rekening brengen dat de pensioenleeftijd in die landen drastisch werd verhoogd en dat er in het arbeidsmarktbeleid in die landen veel fundamentele hervormingen werden doorgevoerd dan in ons land. Al die hervormingen worden hier echter

door de linkerkant verguisd. Ik herhaal: het is het ene of het andere.

Ik wil het nog wat concreter maken. In 2009, op het hoogtepunt van de bankencrisis, is onze economie met ongeveer 2,3% gekrompen, terwijl dat in Nederland 3,7 %, in Spanje 3,6 % en in Finland 8,3 % was. Wij hebben in ons land in al die jaren nooit een echt negatieve groei gekend.

Ik wil nog een ander cijfer meegeven om goed te duiden uit welke situatie we komen en waar we naartoe gaan, meer bepaald door een welvaartsvergelijking te maken vanaf begin 2008 tot vandaag. In ons land is de welvaart over die periode met 9,5 % gestegen. Hoewel wij er niet meer bij stilstaan, is de welvaart in ons land met bijna 10 % gestegen sinds het begin van de bankencrisis. In de afgelopen tien jaar is de Belgische economie dus eigenlijk sterker gegroeid dan in de eurozone, sterker dan de Franse economie. In ons land groeide de economie even sterk als in Nederland. Duitsland, verguisd en deze ochtend door sommigen nog verketterd, doet het beter dan hier, want de groei was er nog iets hoger. In Duitsland gaat het daarbij echter wel over mini-jobs, niet over volwaardige tewerkstelling.

Ik heb deze cijfers opgesomd om aan te geven dat bij vergelijkingen met andere landen of met de eurozone een langer traject voor ogen moet worden gehouden.

De maatregelen die de voorgaande regering genomen heeft, heb ik nooit verketterd; anderen misschien wel. Sta me toen om bijvoorbeeld in te gaan op de degressiviteit van de werkloosheidsuitkering, waarop mevrouw Kitir, momenteel niet aanwezig, het blijkbaar gemunt heeft. Welnu, de eerste stappen naar een systeem van degressieve werkloosheidsuitkeringen zijn onder de regering-Di Rupo gezet. Met wat ik nu aanhaal, jaag ik mogelijk enkele oppositieleiders helemaal op stang, maar ik heb nog meegemaakt dat, om de concurrentiekracht van de bedrijven te verbeteren, er maatregelen werden genomen inzake de btw op energie, waarover eensgezind werd gezegd dat het weliswaar geen goede maatregelen waren, maar dat die wel de gehavende competitiviteit van ons land konden verbeteren.

Ik heb dat nooit verloochend. Vandaag heeft de linkerkant er echter blijkbaar het paradepaardje van gemaakt. Tijdens de vorige legislatuur was dat een verkapt competitiviteitsmaatregel.

Ik kan zo doorgaan. De wachtuitkering voor jongeren is nog een dergelijke maatregel, waarover de heer Di Rupo zich nu uitzonderlijk schaamt. Wij hebben destijds echter beslist die maatregel te nemen, omdat ze paste in het herstel van ons land.

Verloochen echter nooit wat u ooit hebt aanbeden. Op dat vlak ben ik het dus eens met de heer Verherstraeten. Er schuilt heel veel continuïteit in het beleid.

Ik kom bij mijn derde punt, met name de jobcreatie. Daar komt het immers op aan. Ik wil mij niet moe maken met het spelen van het spelletje rond de vraag of de jobs er zijn gekomen dankzij de regering of dankzij de conjunctuur. Belangrijk is dat mensen werken en ondernemingen effectief jobs creëren.

Het zijn slechts cijfers, maar vandaag zijn 4,8 miljoen mensen aan het werk, een historisch hoogtepunt. Er zijn vandaag, om u even over de staat van het land te onderhouden, 140 000 werklozen minder dan in 2014. Er zijn 220 000 extra jobs gecreëerd. Belangrijk te vermelden is dat zowat 152 000 jobs in de privésector zijn gecreëerd.

Collega's, dat is belangrijk. Dat betekent immers dat, wanneer ruimte en zuurstof aan de ondernemingen worden gegeven, zij daar ook effectief iets mee doen.

Er wordt vaak geopperd dat het om blanco cheques en cadeaus voor de werkgevers gaat. Wanneer wij ons echter afvragen of zij woord hebben gehouden en effectief jobs hebben gecreëerd, is het antwoord zonder meer bevestigend.

Ik ben de kritiek als zou het om minderwaardige mini-jobs gaan ook beu gehoord. Bijna de helft zijn voltijdse jobs en bijna drie vierde van deze jobs zijn minstens een tweederde betrekking.

Ik merk terzijde op dat er ook mensen zijn die voor deze jobs kiezen. Wij moeten niet mordicus mensen in een voltijdse job laten werken. Vaak gaat het om keuzes die mensen maken in overeenstemming met hun gezin.

Tijdens de jongste periode van tien jaar is de werkgelegenheid in ons land gestegen met 7,9 %. In de

eurozone, in Nederland en in Frankrijk was dat respectievelijk 6,1 %, 4,5 % en 3,7 %. Het is opnieuw Duitsland dat wij met 10 % moeten laten voorgaan.

Is dat nu alleen te danken aan de conjunctuur? Nee. Ik wil één verdienste van uw regering onderstrepen en dat is de aanpassing van de wet van 1996 op de concurrentiekracht van de ondernemingen. Die stond in de steigers in de voorgaande legislatuur, maar het was niet mogelijk om die door te drukken.

Het is een heel belangrijke wetgeving, waardoor de concurrentiekracht niet alleen is hersteld, maar waardoor mechanismen zijn ingebouwd die de concurrentiekracht automatisch corrigeren wanneer die ontspoot.

En natuurlijk, mijnheer de minister van Werk, is er de vernieuwing in ons arbeidsrecht. Mag ik verwijzen naar de flexi-jobs, die het mogelijk maken dat mensen die vier vijfde werken of gepensioneerd iets kunnen bijverdienen, bijvoorbeeld in de horeca? Bij flexi-jobs is bruto gelijk aan netto. Wij zien dat dit instrument almaar meer wordt gebruikt.

Dan kom ik tot de Belgische paradox. Wat is die Belgische paradox vandaag? Als de begroting op koers zit, als wij geld teruggeven aan mensen en bedrijven... Trouwens, is er iemand in dit halfroond die heeft gepleit voor het terugdraaien van de taxshift? Ik heb niemand niet gehoord. Ik zou die vraag wel eens beantwoord willen zien. Is er iemand die, om nog een extra inspanning voor de begroting te doen, op 1 januari van volgend jaar de voordelen van de taxshift teruggeschroefd zou willen zien? Ik heb daar niemand voor horen pleiten.

De **voorzitter**: Mijnheer Calvo heeft het woord gevraagd.

01.65 Patrick Dewael (Open Vld): Mijnheer Calvo zal zeggen dat hij daartegen is.

01.66 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Dewael, u kent de verschillende visies van de collega's. Er is niemand in dit halfroond die er de afgelopen jaren voor heeft gepleit om de erfenis van jaren liberalen aan het beleid zomaar in stand te houden.

Ik heb niemand horen zeggen dat de torenhoge lasten op arbeid overeind moeten blijven. Als u vraagt of iemand kandidaat is om de taxshift, om de verlaging van de lasten op arbeid terug te schroeven, dan zal niemand zijn hand opsteken, maar als uw vraag is of er fracties zijn die de lastenverlaging nog beter willen maken en meer in lijn willen brengen met de analyse van het Planbureau van vorige maand, en dus meer jobs willen creëren met minder centen, dan zeg ik ja.

Als u zou vragen of er fracties in deze zaal zijn die de lasten op arbeid nog meer willen verlagen en bijvoorbeeld vervuiling wat meer willen belasten, waar wij helemaal onderaan de ladder bengelen in Europa, dan zeg ik ja.

Als uw vraag zou zijn of er fracties zijn die mensen die rijk worden met de rijkdom die ze reeds hebben, wat meer willen belasten, zodat die lasten op arbeid nog wat verder kunnen dalen, dan zeg ik ja.

U zou dat ook moeten weten. Er is niemand die zegt dat wij die lasten op arbeid zo hoog moeten houden. Het is gek dat liberalen daarvan pas deze legislatuur werk willen maken. Maar voor het gegeven dat ons fiscaal systeem anders en beter moet, daarvoor zult u in dit halfroond een grote voorstander vinden bij onze fractie.

01.67 Patrick Dewael (Open Vld): U maakt van uw onderbreking geen gebruik om aan te geven, maar ik weet wat u daarop gaat antwoorden, hoe u dat gaat financieren. Als u vindt dat wij meer inspanningen hadden moeten doen voor de begroting, als u vindt dat de verworvenheid van de taxshift acquis is, en u zegt dat u nog een stap verder zou willen gaan, dan moet u aan mij en aan de minister van Financiën eens uitleggen hoe u dat wilt financieren.

Kom nu alstublieft niet opnieuw af met een rijkentaks of een vermogenstaks, die in alle andere landen bewezen heeft niet te werken. In Frankrijk is deze onder het beleid van president Hollande ingevoerd en opnieuw afgevoerd, omdat men gezien heeft dat dit absoluut niet werkt. Ik zeg het nogmaals, op het vlak van vermogensfiscaliteit ben ik eigenlijk wel verontrust, ik zie immers dat een van de beslissingen van de regering is om te komen tot 30 % roerende voorheffing. Trop is te veel, genoeg is genoeg, wat dat betreft is er geen ruimte meer.

Als ik het goed begrijp, wilt u een begroting maken zonder op het einde van de begrotingsronde een potje nieuwe fiscaliteit te openen, wilt u snel resultaten op het vlak van begroting en wilt u nog wat bijkomende lastenverlagingen. Ik ga straks met belangstelling naar u luisteren, want als u dat recept hebt, dan neem ik het zonder meer over. Maar u hebt dat niet.

Men heeft aan de linkerzijde kritiek op alles en nog wat. Men zegt dat er niet genoeg jobs zijn gecreëerd, dat er niet genoeg economische groei is enzovoort. Maar het antwoord dat u zelf hebt op al deze problemen, blijft u vooralsnog schuldig.

01.68 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Dewael, het is gek dat ik nu, tijdens de vierde State of the Union van deze regering, nog eens moet uitleggen waarvoor mijn fractie staat op het vlak van deze basisprincipes. Ik heb daarnet het woord genomen met betrekking tot de begroting, niet omdat onze fractie per se vindt dat die begroting te allen prijze in evenwicht moet zijn, maar om te zeggen dat uw borstklopperij inzake begroting misplaatst is en dat op dat vlak het palmares van deze regering, een regering die op dat vlak orde op zaken ging stellen, redelijk pover is.

Over de taxshift heb ik gezegd dat wij die meer zouden focussen. Wij zouden die meer richten op de lage en middeninkomens. Dat zou trouwens kunnen bijdragen tot economische ontwikkeling, terwijl wij op dat vlak op dit moment, met uw regering onderaan de ladder bengelen in Europa.

Wij zouden de taxshift inderdaad op een andere manier financieren. Niet via besparingen op de sociale uitgaven, niet via het verhogen van de facturen, maar via andere inkomsten, namelijk inkomsten uit vermogen en inkomsten uit taksen op milieuvervuiling.

Voor de financiering van de taxshift maken wij inderdaad een andere keuze. Dit is de rijkdom van het debat. U zegt dat te zullen doen via de sociale zekerheid en via de btw. Wij zeggen: wij zouden dat doen via taksen op vervuiling, want vervuiling vinden wij niet leuk. Vervuiling willen wij ontmoedigen. En speculatie, rijkdom die nieuwe rijkdom creëert, is minder belangrijk voor onze reële economie dan tewerkstelling. Dat is de keuze die wij zouden maken.

01.69 Patrick Dewael (Open Vld): Loop niet vooruit op uw betoog van zo dadelijk. Ik had u alleen bij het begin van mijn betoog horen verwijzen naar het Internationaal Monetair Fonds. Het IMF zal inderdaad een aantal aanbevelingen geven. Ik ben benieuwd hoever u zult meegaan in die aanbevelingen van het Internationaal Monetair Fonds.

Het Internationaal Monetair Fonds zal waarschijnlijk zeggen dat de arbeidsdeal niet ver genoeg gaat. Het IMF is voorstander van een beperking van de werkloosheidsuitkeringen in de tijd. Bent u daarvoor? Of bent u daartegen?

U bent daartegen. In elk geval, u moet nu voor elk van die onderdelen toch kleur bekennen, want gratis scheren bestaat niet.

Mijnheer de eerste minister, laten wij het even hebben over de arbeidsdeal en de keuzes die ter zake door de regering in het Zomerakkoord gemaakt zijn.

De uitvoering van die arbeidsdeal is natuurlijk essentieel voor het bereiken van de beoogde resultaten van de begroting voor 2019. Het ene is onlosmakelijk verbonden met het andere. Als er niets gebeurt op het vlak van activering en het aanzwengelen van onze arbeidsmarkt, komen de budgettaire resultaten van de regering in het gedrang.

Ik heb dus geen probleem met de degressiviteit. Ik wacht met ongeduld welk voorstel ter zake op tafel zal komen. Dit lijkt mij bijzonder belangrijk.

Ik heb er ook geen probleem mee dat de instapleeftijd voor brugpensioen bij herstructurering voor eens en voor altijd wordt opgetrokken tot 60 jaar.

Ik ben niet alleen voor penalisering, ik ben ook een groot voorstander van aanmoedigingen, maar die zitten er ook in. De bedrijven, zo heb ik begrepen, zullen worden aangemoedigd meer te investeren in de skills van hun werknemers.

Hetzelfde geldt voor werknemers die fiscaal en parafiscaal kunnen worden aangemoedigd wanneer zij bij hun ontslag een deel van hun opzegvergoeding investeren in een opleiding.

Ik heb ook geen enkel probleem met een andere en gunstigere regeling voor de overuren, wanneer de knelpuntproblemen aan bod komen. Uw arbeidsdeal bevat dus een mix van maatregelen die absoluut uitgevoerd moeten worden, met bekwame spoed. Ik meen namelijk dat de jobcreatie repercussies zal hebben - op een gunstige manier uiteraard - op uw begroting.

Dat u daarover met de sociale partners overlegt, is in ons land normaal, maar als na een aantal weken of maanden zou blijken dat er geen schot in komt, dan moet u niet langer een toeschouwer blijven. Er bestaat nog altijd zoiets als het primaat van de politiek. Het is dan de rol van de regering om die maatregelen ook effectief door te voeren.

Ik keer terug naar de begroting, mijnheer de premier, collega's. In ons land is op dit ogenblik 69 % van de bevolking tussen 20 en 64 jaar aan het werk. Dat is een verbetering in vergelijking met het begin van de legislatuur. Er is maar één manier, een gezonde manier overigens, om een begroting in evenwicht te krijgen, namelijk door meer mensen aan het werk te krijgen. Berekeningen tonen aan dat bij een werkgelegenheidsgraad van 77 % de begroting op orde zou zijn, zonder dat er diep gesneden zou moeten worden in onder meer allerlei sociale voorzieningen. Als wij de kloof zouden kunnen dichten met landen als – voor mij zijn dit wel gidslanden – Nederland, Duitsland en Denemarken, dan zou u op dat ogenblik geen budgettaire probleem meer hebben. Dat zijn landen met een tewerkstellingsgraad van 77 % en een hogere pensioenleeftijd dan ons land.

Misschien moeten wij toch nog eens die landen bezoeken, want dan zou men vaststellen dat men het daar als heel normaal aanvaardt dat er geen jobzekerheid, maar wel tewerkstellingszekerheid bestaat. Men krijgt er ook, zoals de regering overweegt, effectief een hogere werkloosheidsuitkering nadat een bedrijf gesloten werd, maar nadien staan er veel meer plichten tegenover. Men noemt dat flexicurity. Het is het Deense en Noorse model. Er is geen enkele reden om aan te nemen dat wij in ons land geen werkzaamheidsgraad zouden kunnen realiseren van om en bij die cijfers.

Die kentering is dus ingezet. Dat is de weg die we moeten volgen. De uitvoering van de arbeidsdeal staat hoog aan de politieke agenda.

Mijnheer de premier, deze regering heeft effectief hervormd en bespaard. Wat ons betreft, had men nog verder kunnen gaan maar het is een coalitieregering en men kiest dus altijd voor een bepaald compromis. Ik wil nog eens herhalen dat een beperking van de werkloosheidsuitkering in de tijd bestaat in veel Europese landen en echt geen sociaal horrorverhaal hoeft te zijn. Ons land staat er goed voor, beter dan in 2014. U hebt een belangrijke kentering ingezet op sociaal-economisch vlak. U hebt dat ook gedaan op het vlak van de veiligheid. Ik was aangenaam verrast toen de regering gisteren aankondigde verder werk te zullen maken van de veiligheidscultuur die we nu effectief in ons land kennen. Daarbij zal ze de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie verder implementeren.

Voor mijn fractie is het duidelijk dat de resterende maanden van deze legislatuur niet verloren mogen gaan. Er ligt nog heel veel werk op de plank voor alle regeringsleden. Er is geen plaats of tijd voor zelfgenoegzaamheid. Energiebevoorrading, de aanpak van de transmigratie, de zware beroepen en de investeringen in Defensie zijn maar enkele werven die ik noem. U krijgt het vertrouwen van mijn fractie om die problemen aan te pakken. Zoals een gewezen voorzitter van de Kamer, de heer Achiel Van Acker, ooit zei: "Geen avonturen, gewoon verder besturen".

01.70 Meryame Kitir (sp.a): Mijnheer de eerste minister, gisteren stond u hier als het gezicht van de regering, met hetzelfde verhaal als in de vorige jaren, met dezelfde bluf als in de vorige jaren, met dezelfde lauwe ontvangst als in de vorige jaren.

Laten wij er geen doekjes om winden. Vier jaar geleden begon u aan een uniek project: een rechtse regering zonder sociaal gelaat. Alle grote beloftes moest u snel laten varen. Er bleef slechts uw keihard rechts beleid over. Uw regering wist de mensen goed af te leiden – zomerakkoorden die winterakkoorden bleken – maar zonder gevolgen is het niet geweest. Iedereen voelt de consequenties van uw groteske communicatie en uw zoutloze compromissen. Premier, uw ploeg spreekt over het opkuisen van mensen. Termen als rot op worden verheven tot beleid en gewone mensen als u en ik worden bestempeld als kiesvee. Heel lang leek u los te staan van die forse communicatiestijl, maar vier jaar later bent u ook besmet. Trumftaal als *fake news*

komt nu uit uw mond, als commentaar op uw beleid u niet aanstaat.

Uw beloftes waren heel groot, toen u begon. Dat was terecht, want er was veel potentieel: de economie zat in de lift, de rente is historisch laag. Kwam u uw beloftes na? De regering zou orde op zaken stellen; de regering zou eens tonen hoe het moet; de regering beloofde een begrotingsevenwicht in 2018. Vandaag is het 2018 en kunnen wij de balans opmaken. Is de begroting in evenwicht? Is de belofte nagekomen? Natuurlijk niet. Zoals alle andere grootse uitspraken van de regering bleek het meer lucht dan inhoud te zijn. Na al het snijden, besparen en ingrijpen is er nog altijd een begrotingstekort van 3,2 miljard. Erger nog, u schuift de ellende door naar de volgende regering. Het Planbureau voorspelde vorige maand dat er nog eens miljarden zullen bijkomen. Geen miljoenen, maar miljarden euro's te kort, dat is de rekening, die u achterlaat, een tekort van 8 miljard.

Premier, u mag roepen wat u wilt, u mag iedereen alles verwijten, maar u bent degene die aan een taxshift is begonnen zonder duidelijk plan. U voert een rechts beleid, omdat het kan, niet omdat het de mensen iets oplevert. Het kost alleen maar. Het kost een gat van vele miljarden, terwijl de rekeningen van de mensen zijn gestegen.

Collega's, de regering wordt steeds gewaarschuwd, maar ze luistert naar niemand. Zij luistert niet naar de mensen, die de nieuwe lasten moeten dragen. Zij luistert niet naar het Rekenhof. Zij luistert niet naar de Nationale Bank. Zij luistert niet naar het Planbureau, zelfs niet naar de eigen voorzitter van de commissie voor de Financiën. Hoe kan het ook anders! Een eerste minister die feiten wegzet als *fake news*, leeft gewoon in de eigen goednieuwsshow. Dat blijft niet zonder gevolgen, want het betekent dat de mensen die de lasten dragen, niet worden gehoord. Dat betekent dat iedereen de gevolgen draagt van het beleid, behalve de rijken.

Collega's, steeds zien we hetzelfde patroon. Steeds weer opnieuw wordt de lastenverlaging betaald door dezelfde mensen. Steeds weer zijn het dezelfde, die de dans ontspringen. Ga het eens na. Wiens elektriciteitsfactuur is verhoogd? Wiens waterfactuur is verhoogd? Wiens tankfactuur blijft maar oplopen? De facturen van de mensen blijven maar stijgen, omdat uw rekening niet is gedekt, doordat u gewoon niet iedereen laat meebetalen. Daadkracht heeft de regering enkel, als zij het geld komt halen. Over de factuurverhogingen werd met een vingerknip beslist, maar een inspanning van de grote vermogens, ho maar. Elke zomer was het ruzie, zonder resultaat. De kaaimantaks levert 5miljoen op in de plaats van de beloofde 500. De meerwaardetaks werd niet ingevoerd. De speculatietaks is alweer afgeschaft. De effectentaks heeft geen effect.

Afgelopen zomer was er zelfs helemaal niks meer; er was geen ruzie, zelfs geen poging meer. Waarom was dat? Was het omdat het sociaal gelaat het misschien heeft gehaald? Nee, CD&V heeft simpelweg opgegeven. De partij heeft geprobeerd en heeft verloren. Het sociale gelaat van de regering heeft gefaald en liet zich telkens rollen met ARCO als pasmunt. Die ene zomer liep Kris Peeters van de onderhandelingstafel weg, omdat hij de meerwaardebelasting wilde. Wat lokte hem terug? Dat was het ARCO-dossier. Het resultaat van deze show komt neer op geen meerwaardebelasting en geen zekerheid voor de ARCO-spaarders.

Ook de daaropvolgende zomer waren de bezwaren van CD&V snel van tafel, met ARCO als pasmunt, terwijl ook dan de spaarders geen zekerheid kregen. In ruil kwam er wel het onbelast bijverdienen, een systeem dat ervoor zorgt dat mensen die het vandaag al moeilijk hebben op de arbeidsmarkt, het nog moeilijker zullen krijgen, omdat jobs die voor hen bedoeld zijn, nu gereserveerd worden voor wie al een job heeft.

Afgelopen zomer was het opnieuw prijs. ARCO lag opnieuw in de weegschaal. In ruil wordt de werkloosheidsuitkering degressiever en vallen werkzoekenden sneller op de laagste uitkeringen maar de ARCO-spaarder krijgt nog altijd geen zekerheid.

Waar kan men trots op zijn, als men drie keer z'n huid verkoopt om er niets voor terug te krijgen? Met zo'n sociaal gelaat hebben we zelfs geen rechtse partijen meer nodig om een hard beleid te voeren.

01.71 Servais Verherstraeten (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik heb rustig naar mevrouw Kitir geluisterd.

Mevrouw Kitir, u waarschuwt dat we meer moeten luisteren naar de rapporten van onder andere de Nationale Bank en het Federaal Planbureau. U beweert dat we door tal van maatregelen – sommige zijn van de hand van andere regeringen - verarmd zijn. U vraagt dat we plannen van het Federaal Planbureau

bestuderen. Welnu, het Federaal Planbureau zegt dat de reële koopkracht van de gezinnen toeneemt. Ik haal de cijfers aan: in 2016 bijna een vol procent boven de inflatie, in 2017 1,3 %, in 2018 1,8 %, in 2019 bijna 2 %, 1,9 %.

Als u het hele beleid inzake fiscaliteit in de prullenmand gooit, dan negeert u de realiteit. We hebben vanmorgen en vanmiddag voldoende gedebatteerd over hoe sociaal de taxshift was. U negeert dat, terwijl de buurlanden de roerende voorheffing afschaften, wij ze naar 30 % hebben gebracht. U negeert dat wij, terwijl andere landen de bankentaks verlaagden, het plafond hebben verdubbeld.

U zegt dat de effectentaks geen effect heeft. U vraagt ons om rapporten van het Federaal Planbureau en de Nationale Bank na te lezen. Ik nodig u uit om dat zelf eens te doen. Dan zult u zien dat zij met betrekking tot de begroting cijfers opgeven van 180 miljoen euro ter zake.

U negeert het dat er voor de vennootschappen wel degelijk een meerwaardebelasting is gekomen. Collega Kitir, u negeert de realiteit. Tegelijk hebben wij de sociale uitkeringen verhoogd. Wij zijn het sociaal gelaat van de regering, soms tot vervelens toe van onze coalitiepartners. Collega Dewael heeft er zopas nog op gewezen dat zijn fractie inzake werkloosheid veel verregaandere maatregelen wou nemen. Welnu, door ons kon dat niet, en wij zullen ons op die manier blijven opstellen.

01.72 Meryame Kitir (sp.a): Mijnheer Verherstraeten, u hebt bij wijze van argumentatie gewoon een stuk van uw speech herhaald. Ik heb voor u opgesomd op welke vlakken u allemaal maatregelen hebt laten liggen en ik zal u in de rest van mijn toespraak nog verduidelijken op welke vlakken u het sociaal gelaat had kunnen zijn, maar niet bent geweest. Ik begrijp wel dat dat pijn doet.

Collega's, zijn er jobs bijgekomen? Ja, absoluut. Maar is de arbeidsmarkt verbeterd? Neen.

Mijnheer de premier, uw enthousiasme over die extra jobs doet denken aan een goednieuwsshow. Daarom geef ik u enkele feiten in plaats van *fake news*. Inzake de werkzaamheidsgraad zakte ons land in Europa van de 20ste naar de 24ste plaats. Ons land had 50 000 jobs meer kunnen hebben, als wij de gemiddelde banengroei van de eurozone hadden gevolgd. Ons land heeft nog steeds evenveel gezinnen zonder arbeidsinkomen. Mijnheer de premier, voordat u zichzelf weer op de borst klopt, is het dus misschien goed om toch even te kijken naar de gevolgen voor mensen die willen werken. Er zijn mensen die willen bijdragen, maar die geen plek meer vinden op de arbeidsmarkt die u hebt gecreëerd.

Natuurlijk kent u die cijfers, u beseft dat u zich op drijfzand bevindt. De cijfers liegen niet. Daarom stelde u afgelopen zomer weer een nieuwe deal voor. U zou eindelijk de problemen oplossen, maar is dat ook gebeurd? Neen. Uw arbeidsdeal blijkt niets minder dan een armoededeal te zijn. U zult de werkzoekenden immers niet activeren, maar verarmen. U verhoogt niet, maar verlaagt de uitkeringen. Vandaag heeft al de helft van de werkzoekenden een armoederisico, maar wat doet u? U klopt zichzelf op de borst. U moet zich eens voorstellen dat u moet rondkomen met 1 050 euro. Om te beginnen, gaan de kosten van de huur er vanaf en vervolgens kosten voor energie, met al die gestegen facturen. Zegt u dan eens eerlijk, zouden de mensen met dat bedrag toekomen?

Collega's, zelfs voor wie wel een goede job heeft, staat de regering niet klaar. De werkdruk groeit en het aantal burn-outs piekt. Steeds meer mensen vrezen voor hun job. En wat deed de meerderheid? De wet op werkbaar werk zorgt voor nog meer overuren en vereist nog meer flexibiliteit en langer werken, maar helpt werknemers niet om het werk ook langer vol te houden.

De invaliden werden bestraft. 70 % kreeg zijn ontslag zonder opzegvergoeding. U noemt het een re-integratiebeleid, ik noem het een ontslagmachine. Zijn dit de jobs die moeten dienen als garantie voor de sociale zekerheid en tegen de armoede? Is dit uw oplossing? Werkt dat zo? Hebt u de armoede laten dalen, hebt u de sociale zekerheid versterkt? Nee, nee, nee.

Eerst en vooral zijn de mensen met de laagste inkomens de grootste dupe geworden van de taxshift. Zij krijgen niet alleen de nadelen, zij krijgen ook niets van de voordelen. Zieken, gepensioneerden en werkzoekenden gingen er allemaal op achteruit. Niet alleen de mensen zelf zeggen dat, ook de KU Leuven. Elke maand verlies, elke maand minder koopkracht. Dat heeft effect. Als u even om u heen kijkt, dan ziet u de gevolgen van uw eigen beleid. Er zijn bijna 100 000 gezinnen met een afbetalingsplan voor elektriciteit. Bijna 160 000 mensen kloppen aan bij de voedselbanken. Bijna 350 000 mensen zitten gevangen in de schuldindustrie. Dat is de harde realiteit.

Hebt u daar ook iets aan gedaan? U zou de uitkeringen optrekken tot boven de armoedegrens. Dat was een belofte van deze regering. Ik stel echter vast dat u een half miljard hebt bespaard op de welvaartenveloppe. Reken daar nog eens de indexsprong bij en men ziet dat er 3,5 miljard bespaard is op de uitkeringen. Als u vervolgens belooft om 80 miljoen uit te geven voor de laagste uitkeringen en er zelfs dan in slaagt om 40 miljoen te besparen, dan bent u niet goed bezig. Is dat uw beleid? Ook deze keer hebt u zichzelf weer overtroffen. Voor volgend jaar is er zelfs niets extra's voorzien om de uitkeringen op te trekken. Nul euro!

Collega's, ook onze gezondheidszorg werd het slachtoffer van het snoeibeleid van deze regering. Over de hele legislatuur was er een besparing van 4 miljard in de gezondheidszorg. De patiënt kreeg extra facturen en minder tariefzekerheid. De medicijnen werden duurder, van antibiotica tot neussprays, van specialisten tot supplementen, alle prijzen stegen. Mijnheer de premier, als u had gekeken, dan had u het gevolg gezien. Bijna een miljoen Belgen stellen een bezoek aan de dokter uit, bang voor de kosten, bang voor het resultaat. Nog altijd liggen de kosten voor brillen, hoorapparaten en tandverzorging veel te hoog.

In de gezondheidszorg moet er dus worden geïnvesteerd in plaats van bespaard.

01.73 Minister **Maggie De Block**: Het mag toch worden gezegd dat deze regering hervormingen heeft doorgevoerd om kostenefficiënter te werken in de gezondheidszorg. Dat is iets wat al lang had moeten gebeuren.

Wij hebben meer dan 3,5 miljard geïnvesteerd in de gezondheidszorg. Inderdaad, sommige neussprays, waarvan het neusslijmvlies kapotgaat, worden niet meer terugbetaald, maar wat betalen wij wel terug? Dat zijn kankerbehandelingen, immunologische behandelingen waardoor de mensen genezen, minder ziek zijn tijdens hun therapie en waardoor hun levenskwaliteit verbetert. Dat zijn keuzes die het beleid moet maken. Als men daarvoor de moed niet heeft, dan moet men dat zeggen. Als u liever, zoals vroeger, een neusspray terugbetaalt die mensen schade berokkent dan geneesmiddelen die hun leven kunnen sparen of hun levenskwaliteit kunnen verbeteren, dan is dat uw keuze.

01.74 **Karin Jiroflée** (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik wil even opmerken dat door het beleid van de minister de farmaceutische sector al drie jaar op rij zijn begroting behoorlijk heeft overschreden, deze keer met 300 miljoen, 300 miljoen die in de definitieve begroting plotseling is teruggebracht tot 100 miljoen. Ik noem dat de problemen doorschuiven naar een volgende regering.

01.75 Minister **Maggie De Block**: Mijnheer de voorzitter, ik ken de redenering van mevrouw Jiroflée, want die plaat is al grijsgedraaid. Zij vergeet er wel altijd aan toe te voegen dat de farmaceutische sector de overschrijding terugbetaalt, zoals in het Toekomstpact werd afgesproken. De farmaceutische sector investeert dus eigenlijk in innovatie en brengt deze naar de patiënten. Dat heeft inderdaad een prijs. Wij hebben dure nieuwe geneesmiddelen naar de patiënten gebracht. De patiënt verdient de beste behandeling, al zou voor mij de prijs daarvoor lager mogen liggen. Te dien einde hebben wij een internationale samenwerking opgezet, in het bijzonder wat betreft de weesgeneesmiddelen. Volgens mij was dit een goede manier van werken.

01.76 **Karin Jiroflée** (sp.a): De farmaceutische sector betaalt een deel terug, maar niet alles.

Er zijn inderdaad een aantal terugbetalingen van nieuwe, innovatieve geneesmiddelen. Het grootste gedeelte wordt evenwel niet terugbetaald. Ik wil toch wel even verduidelijken. Die grijsgedraaide plaat zal ik blijven draaien tot ze desnoods donkerblauwgroen ziet.

Het klopt dat er geheime deals zijn gesloten met de farmaceutische sector, die ervoor zorgen dat het budget voor die sector de pan uitswingt. De minister weet dat en zij weet dat er iets moet worden gedaan in verband met het fameuze artikel 81. Voorlopig gebeurt er echter niets.

01.77 Minister **Maggie De Block**: Kort over artikel 81 dat door mijn voorgangster is geïntroduceerd in de politiek, waarvoor mijn dank. Zij behoort trouwens tot uw familie, mevrouw Jiroflée. Of weet u dat niet meer?

Dit artikel bestaat tien jaar. Het bestaat ook in alle ons omringende landen. Ik nodig u uit om een nieuw systeem te vinden. Als dat een goed systeem is, zal ik de eerste zijn om het te implementeren.

Ik vraag dus naar alternatieven voor artikel 81. Ik weet wat er zal gebeuren als er geen artikel 81 meer zal

zijn. De patiënten zullen de innovatieve medicatie dan immers niet meer toegediend krijgen.

Wij hebben 25 medicijnen voor weesziekten terugbetaald. Er was een enorme achterstand op dat vlak. Het was een pure schande voor onze kinderen met een weesziekte dat die medicijnen niet werden terugbetaald. Wij hebben daar een inhaaloperatie doorgevoerd. Ik zal blijven verdedigen dat dit een goede zaak is geweest.

01.78 Karin Jiroflée (sp.a): Het fameuze artikel 81 is inderdaad ingevoerd door de voorgangster van mevrouw de minister, mevrouw Onkelinx. Dit artikel werd gebruikt waarvoor het bedoeld was, namelijk om producten vroeger op de markt te brengen. Ondertussen wordt 80 % van de nieuwe producten via dat artikel 81 op de markt gebracht en hebben wij geen inzicht in de prijzen van die producten. Ik noem dat geen transparantie meer, maar misbruik van een goede maatregel die met de beste bedoelingen werd ingevoerd.

01.79 Meryame Kitir (sp.a): Mijnheer de voorzitter, die woorden geven mij de gelegenheid om over te gaan naar de pensioenen, nog een slachtoffer van het snoeibeleid van de huidige regering.

Er staat 2 miljard euro minder in het pensioenbudget dan bij de start van de regering was begroot. De ene besparing volgde de andere op: de pensioenleeftijd werd verhoogd, vervroegd met pensioen gaan werd strenger gemaakt, de pensioenbonus werd afgeschaft, het ambtenarenpensioen wordt afgebouwd en de gelijkstellingen verminderen. De onzekerheid over de pensioenen is alleen maar toegenomen en is volgens de Europese barometer zelfs verdubbeld. Welk Europees land doet ons op dat vlak na?

Mijnheer de eerste minister, opnieuw weigert u te luisteren naar mensen, naar specialisten en naar alle onderzoeken. U negeert ze. Mensen komen op straat in een laatste poging om uw aandacht te trekken. Zestigduizend mensen geven aan dat zij het niet zien zitten. Opnieuw worden zij door u genegeerd.

De leerkracht moet langer werken voor minder pensioen. De verpleegster moet langer werken voor minder pensioen. De politieagent moet langer werken voor minder pensioen. Voor hen de kosten, en u klopt zich vandaag op de borst.

Er was nochtans een alternatief. U had een kans. Ook de experts wisten te vertellen wat er moest gebeuren, met name een basis uitwerken met een breed draagvlak. U hebt de kans echter laten liggen.

Het resultaat na vier jaar pensioenbeleid van de huidige regering is niet meer zekerheid maar minder zekerheid en niet meer pensioenrechten maar minder pensioenrechten.

Collega's, wij zien ook de gevolgen van de oogkleppen van de huidige regering inzake energiebeleid. Wij betalen nu meer dan ooit en krijgen er minder voor terug. Gezinnen betalen meer, maar weten niet of het licht komende winter wel zal branden.

Met de huidige regering is het altijd hetzelfde: betalen, zonder te weten wat men ervoor terugkrijgt.

Nu belooft u met grote woorden dat de mensen niet voor de kosten van Electrabel zullen betalen. Dezelfde eerste minister die Electrabel eerst nog geld teruggaf, die liever onze facturen liet stijgen, die trots aankondigde de kerncentrales langer open te houden, garandeert ons nu gratis stroom uit Duitsland. Wie gelooft dat nog?

Nu wijst u naar Electrabel. Nu wijst u dat bedrijf als de grote schuldige aan. De huidige chaos komt echter door uw regering; het is uw verantwoordelijkheid. De kerncentrales zijn onbetrouwbaar, maar u besliste om ze langer open te houden. Aldus hield u investeringen en alternatieven tegen.

Het was ook uw regering die maar geen akkoord kon sluiten over het Energiepact. Premier, voor ons mogen de mensen niet nog eens de dupe zijn. De mensen hebben al eens betaald. Door het energietekort dreigt de prijs opnieuw te stijgen. Wij kunnen daar echter iets aan doen. Wij kunnen de btw op elektriciteit morgen al verlagen. Daarom vroeg ik u vorige week al of u daartoe bereid was. Vandaag vraag ik het u opnieuw. Morgen zullen wij daarover stemmen, collega's. Morgen zullen wij zien wie voor of tegen de verlaging van de btw op elektriciteit is. Morgen zullen wij zien wie wel wil luisteren naar de zorgen van de mensen.

Premier, gisteren hebt u opnieuw gesproken over een investeringspact. Onze fractie wil ook dat er geïnvesteerd wordt, namelijk in hernieuwbare energie, in het treinverkeer, in zorg en pensioen en in mensen,

maar daarin hebt u juist niet geïnvesteerd in de voorbije jaren. U hebt kernenergie gesteund en u hebt miljarden bespaard op het spoor en in de zorg en pensioenen. U hebt vier jaar lang bespaard op basisbehoeften. Een half jaar voor de verkiezingen komt u dan voor de dag met een investeringspact. Eerst was het 30 miljard, dan 60, dan 100 en nu staat de teller op 150 miljard. Sorry, premier, maar dat is een goedkope stunt om de aandacht af te leiden van uw begrotingsfiasco en van al uw besparingen.

Toch zijn er ook mensen in wie u wel hebt geïnvesteerd. Toch zijn er ook mensen die van u wel cadeaus hebben gekregen. Electrabel kreeg een lastenverlaging van 1 miljard. De farmasector kreeg meer dan 400 miljoen. De multinationals kregen 900 miljoen, omdat de regering de belastingontwijking niet voluit wil aanpakken. Fraudeurs kregen amnestie en de miljonairs werden in de voorbije vier jaar 30 miljard rijker.

Volgende week zult u een investering in nieuwe gevechtsvliegtuigen aankondigen: 15 miljard voor een Amerikaans toestel waaraan nog honderden gebreken zijn, 15 miljard voor nieuwe vliegtuigen, terwijl wij weten dat de oude nog lang niet versleten zijn en terwijl er zo veel andere noden zijn.

Premier, gisteren bracht u terecht hulde aan onze politie- en veiligheidsmensen. Brussel, Luik, Zaventem, Maalbeek, in de voorbije jaren heeft ons land trauma's moeten verwerken die wij allen vandaag nog voelen. Helaas laat u ook daar hetzelfde patroon zien. U kondigde snel maatregelen aan, waarvan wij er ook veel gesteund hebben. Ik heb al vaak gezegd dat veiligheid voor mij geen kleur heeft. Veiligheid is voor mij geen kwestie van links of rechts.

Wij hebben dus ook in de onderzoekscommissie over de partijgrenzen heen gewerkt aan unanieme aanbevelingen. Wij stelden vast dat de mensen op het terrein hard werk leveren, maar dat het veiligheidssysteem, de samenwerking en de informatiedoorstroming beter moeten.

Collega's, weer kreeg de regering aanbevelingen. Weer blijft het te lang stil. Er is in deze Kamer een draagvlak voor vele maatregelen maar deze regering vecht tegen spoken en verliest haar echte taak uit het oog.

Het is nu tweeënhalf jaar na de aanslagen. Maar er zijn nog altijd duizenden politieagenten te kort. De regering schreef vóór de zomer nog aan de opvolgingscommissie dat dit tekort, ik citeer, "een permanente bekommernis blijft".

En nu? Een bekommernis, mijnheer de eerste minister? U bent geen toeschouwer van uw eigen beleid. U kunt handelen. U kunt het verschil maken. Maar u luistert niet naar die mensen. Vrijdag voeren de politiediensten opnieuw actie omdat zij hun buik vol hebben van de afbraak van hun statuut. Zij eisen respect.

Ook de informatiedoorstroming moet nog altijd veel beter. De aanslag in Luik maakte dat pijnlijk duidelijk. De onderzoekcommissie vroeg een kruispunt databank. Die is er nog altijd niet.

Ook de vakbonden van de nationale luchthaven trokken vorige week nog aan de alarmbel. Maar de regering gaat zelfs in tegen de aanbevelingen van de onderzoekscommissie. In plaats van in overheidshanden geeft zij de veiligheid in handen van Brussels Airport. Er is nog altijd geen structureel overleg met de vakbonden. En er heeft nog altijd geen evacuatieoefening plaatsgevonden.

Mijnheer de eerste minister, de mensen die ons moeten beschermen, krijgen van u niet de steun die zij verdienen. Uw regering heeft nog een half jaar de tijd. Opnieuw wil ik u vragen nu echt aan de slag te gaan met de aanbevelingen die u gekregen hebt. Er is geen tijd te verliezen.

Tot slot nog dit. Hard roepen en wegstijven wanneer het erop aankomt, mensen wegzetten als "de ander" en feiten bestempelen als "fake news" was altijd iets wat ergens anders gebeurde. De Britten deden het met hun brexit. Trump deed het met zijn aanvallen op vrouwen en buitenlanders. De Italianen deden het met hun aanvallen op Europa. Rechtse regeringen maken altijd gebruik van ditzelfde recept. Nu ook hier.

Wat stel ik vast na 4 jaar rechtse regering? Uw regering creëerde een sfeer van wantrouwen. Uw regering wees de mensen met de vinger. Uw regering zette mensen tegen elkaar op. Of het ging om zieken of werkzoekenden, u controleerde, u stigmatiseerde, en u bestrafte. Wanneer het ging om asiel en migratie, over vluchtelingen en samenleven, ging deze regering steeds verder, steeds verder op een hellend vlak.

Zo worden mensen tegen elkaar opgezet. Zo voelen steeds meer mensen zich hier niet meer welkom.

Kritische stemmen worden verketterd. De voorbije maanden ging het van kwaad naar erger: rechters zijn wereldvreemd, ngo's zijn mensensmokkelaars, advocaten zijn activisten, journalisten zijn ratten. Collega's, het is genoeg. Stop daarmee! Stop met die polarisering. Stop met die onverdraagzaamheid. Stop met die verdeeldheid. Met dat wij-zijverhaal schieten wij niets op. Laten wij bruggen bouwen in plaats van muren. Kijk naar de toekomst en niet naar de afkomst. Kijk naar wat ons bindt en niet naar wat ons verdeelt.

Mijnheer de eerste minister, er werd veel geprotesteerd en betoogd tegen uw afbraakpolitiek, maar u hebt nooit willen luisteren. Wij hebben telkens alternatieven aangeboden, maar u hebt nooit willen luisteren. U vroeg van de mensen inspanningen en in ruil kregen ze geen begroting in evenwicht, geen eerlijke belastingen en geen betere pensioenen. Ze kregen vooral onzekerheid. Onzekerheid over hun pensioen. Onzekerheid of het licht nog blijft branden. Onzekerheid of ze hun job morgen nog zullen behouden. Dit was de regering van de afbouw, de afbouw van rechten en de afbouw van het vertrouwen. Dat maakt mij boos.

En het ergste is dat deze rechtse meerderheid nog verder wil gaan. Deze afbraakpolitiek is nog maar het begin. Deze aanval op het sociaal overleg is voor uw regering nog maar een begin. Wij zullen in de weg blijven staan en ik zal blijven spreken met alle mensen die zich zorgen maken. Alle mensen die niet profiteren van uw beleid, die niet weten hoe zij de volgende rekeningen moeten betalen. Want de mensen in dit land verdienen beter.

Solidariteit en verdraagzaamheid leken lange tijd vanzelfsprekend. De slinger gaat de laatste jaren de andere kant uit. En gelukkig zie ik nog genoeg mensen die het tij willen keren en willen vechten voor een warmere samenleving. Een alternatief is wel mogelijk. En daarom, mijnheer de eerste minister, zal onze fractie u morgen geen vertrouwen schenken.

01.80 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Monsieur le premier ministre, avant même de commencer ma réaction à votre déclaration d'hier, j'aimerais vous interroger directement sur une information qui circule depuis ce matin et qui concerne un sujet, vous l'aurez compris, qui me préoccupe beaucoup, à savoir celui du climat. Est-il exact, monsieur le premier ministre, que la Belgique, aujourd'hui, n'est pas représentée par un ministre dans la réunion du Conseil européen qui décide du mandat que l'Europe aura ou donnera pour la COP24 à Katowice?

Aujourd'hui se tient la réunion essentielle qui doit décider de la ligne que l'Europe va adopter en réponse au rapport du GIEC. Est-il juste qu'aucun des ministres belges ne soit présent à cette réunion?

01.81 Charles Michel, premier ministre: Je peux répondre d'emblée. Je ne dispose pas de l'information sur-le-champ, je peux demander des éclaircissements mais à ma connaissance, c'est en ce moment-ci la Région wallonne qui représente la Belgique, puisque, s'agissant des questions énergétiques, comme vous le savez, la représentation est tournante. À ma connaissance, c'est la Région wallonne qui est responsable à ce sujet.

Sur le fond, par contre, je crois pouvoir indiquer que la Belgique soutient la position classique que nous avons toujours soutenue en encourageant également les efforts de la présidence en faveur d'un compromis sur les sujets à l'ordre du jour. Pour la parfaite information, je vais vérifier s'il y a des informations plus précises venant de la Région wallonne sur le sujet.

01.82 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Merci monsieur le premier ministre. Je préférerais qu'on éclaire ce point effectivement dès le début de notre échange car, si jamais cela devait se confirmer, il s'agirait d'un signal politique extrêmement grave de désintérêt dans le chef de la Région wallonne si c'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui. Je veux que vous preniez le temps de vérifier cette information afin que vous puissiez me répondre plus tard dans mon intervention, parce que j'y reviendrai.

Pour nous, cette réunion est fondamentale en ce qu'elle doit permettre à l'Europe de donner une réponse à la hauteur des enjeux et à la hauteur du défi tels qu'exprimés par le GIEC dans son rapport. Un rapport précis et complet qui compte plusieurs dizaines de pages dans le résumé politique et plusieurs centaines de pages dans l'apport scientifique en lien avec cet enjeu central que constitue le dérèglement climatique.

Dès que vous avez la réponse, monsieur le premier ministre, n'hésitez pas à m'interrompre pour qu'on puisse faire le point sur ce volet-là.

J'en viens maintenant à mon intervention. D'abord un petit mot à M. Clarinval et à M. Miller pour leur signaler que je répondrai à toutes leurs questions. Aucun souci. N'hésitez pas! J'y répondrai.

Mon point de départ, c'est le 8 octobre 2018, hier en l'occurrence à 03 h 00. Hier, le GIEC publiait le rapport sur l'état de la planète. Le constat est grave. Alors que l'Accord de Paris prévoyait que l'ensemble des pays reste sous les 2°C et, pour être précis, nettement sous les 2°C, de dérèglement, le bilan actuel des engagements de l'ensemble des pays nous conduit à un réchauffement climatique de plus de 3,5 °C, probablement 4 °C.

L'appel du GIEC est clair. Pour rester dans le droit chemin, tel que décidé à Paris, il faut que tous les pays rehaussent leurs propres engagements. Tous les secteurs sont concernés, pas seulement le secteur de l'énergie. Bien entendu, le secteur de l'énergie, madame la ministre, ce n'est pas vous qui allez dire le contraire. Il y a aussi le secteur de la mobilité, le secteur de l'agriculture, le secteur de l'industrie, le secteur de l'alimentation, etc. Tous les secteurs de la politique du gouvernement fédéral sont potentiellement concernés.

Mais le 8 octobre 2018, douze heures après, soit à 15 h 00, c'est le premier ministre, Charles Michel, qui termine son allocution ici à la tribune sur l'état de la Belgique: 38 pages mais six lignes sur la question du dérèglement climatique! Quel décalage entre ces centaines de pages scientifiques, ces dizaines de pages de résumé politique et les six lignes. Ce n'est même pas 1 % de l'ensemble de votre préoccupation.

01.83 Charles Michel, premier ministre: Monsieur le président, je ne peux évidemment pas accepter cette interprétation totalement fallacieuse et erronée, à moins que M. Nollet ne considère que la stratégie énergétique n'a rien à voir avec le climat. Monsieur Nollet, si effectivement vous pensez que la stratégie énergétique n'a rien à voir avec le climat, votre interprétation est correcte. Mais j'ai considéré qu'il y avait cinq priorités absolues pour les prochains mois, dont effectivement la question énergétique qui est directement liée à l'enjeu climatique.

Par conséquent, monsieur Nollet, le résumé que vous tentez de faire depuis hier selon lequel je n'aurais pas abordé ce sujet est fallacieux et incorrect intellectuellement.

01.84 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Monsieur le premier ministre, j'ai explicitement cité la politique énergétique comme étant une des dimensions qui permettent de lutter contre le dérèglement climatique, en précisant que ce n'est pas la seule. L'agriculture, la mobilité, l'industrie, tous les secteurs du fédéral sont concernés par cette problématique.

Mais le reflet de votre intérêt, dans le cadre de votre déclaration sur le climat, est en décalage total avec l'importance de l'enjeu! D'ailleurs, c'est aussi le reflet d'une inaction et, oserais-je dire, d'une régression de la Belgique en la matière! Une régression qui est d'ailleurs chiffrée.

Mais hier, à la tribune, vous avez aligné une série de statistiques. Je n'entrerai pas dans ce jeu-là! Je laisse cela à d'autres. Par contre, je vais mettre en exergue un chiffre que vous n'avez pas cité et qui est l'angle mort de l'ensemble de vos politiques: celui des émissions de CO₂ de la Belgique. J'ai relu attentivement votre texte; vous n'en avez pas parlé et je peux le comprendre.

Regardons ces chiffres: pour respecter l'Accord de Paris, il faudrait que la Belgique diminue ses émissions de gaz à effet de serre d'environ 4 millions de tonnes de CO₂ par an. Or, que fait la Belgique? Depuis que vous êtes au pouvoir, depuis 2014, il y a un point d'inflexion négatif en la matière. Peut-être avez-vous la réponse?

01.85 Charles Michel, premier ministre: Soyons précis! Vous avez raison, pour respecter les accords, il faudrait effectivement pouvoir déployer un peu plus de 4 millions de tonnes de CO₂. Et vous savez très bien que sur ce sujet-là, il y a une répartition des compétences entre l'autorité fédérale et les entités fédérées.

Vous savez parfaitement que l'instrument principal, au niveau fédéral, ce sont les investissements réalisés dans le cadre de l'éolien offshore. Ce qui est réalisé, je l'ai mentionné: nous allons doubler les capacités à cet égard et cela nous met en situation d'espérer pouvoir rencontrer ces objectifs puisque nous avons réformé les mécanismes de soutien à l'offshore.

Nous ne nous y sommes pas pris comme vous l'aviez fait, monsieur Nollet, quand vous étiez en responsabilité. Vous avez causé une dette - le hold up du siècle! - sur le dos du contribuable par la bulle photovoltaïque. Nous, au contraire, nous respectons nos engagements sur le renouvelable dans le cadre fédéral grâce à l'éolien offshore. Et nous faisons en sorte qu'il y ait 4 milliards d'euros de moins qui soient répercutés sur les consommateurs.

01.86 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): "Quand le MR être en difficulté, le MR toujours tomber dans le panneau". C'est évidemment un peu facile!

Monsieur le premier ministre, c'est symptomatique, quand je vous parle des émissions de gaz à effet de serre et que je vous dis que cela concerne l'ensemble des politiques et pas seulement la politique énergétique, quelle est votre réaction? Vous réagissez en disant qu'au niveau du fédéral, c'est la politique énergétique qui est concernée. Non! Si vous connaissiez un peu la mécanique des gaz à effet de serre en Belgique, vous sauriez que ce qui pose problème, aujourd'hui, particulièrement, dans notre pays, ce n'est pas l'énergie, c'est la mobilité. Quand on regarde les statistiques depuis 2014, on constate que ce qui explose en Belgique, ce sont les gaz à effet de serre liés à la voiture et l'absence de politique de mobilité alternative. Or, ces questions relèvent principalement de la responsabilité du gouvernement fédéral. Et vous ne direz pas qu'il n'y a pas, en la matière, un lourd bilan négatif qui impacte évidemment le chiffre que je vais vous citer et que vous n'avez pas donné, hier, ici à cette tribune.

Alors que la Belgique doit diminuer de 4 millions de tonnes de CO₂, chaque année, ses émissions de gaz à effet de serre, depuis que vous êtes en place, elle les a augmentées. On est passé de 112 millions à 115 millions de tonnes de CO₂.

Je souhaiterais, monsieur Miller, monsieur Clarinval que si le chiffre que je viens de donner n'est pas correct, vous n'hésitez pas à m'interrompre immédiatement.

01.87 David Clarinval (MR): (...)

01.88 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Je vous remercie, monsieur Clarinval, de valider le chiffre que j'ai annoncé. Mais je voudrais attirer votre attention sur la gravité de ce chiffre.

Vous niez l'Accord de Paris. Si on considère les statistiques historiques, depuis 1990, la Belgique diminuait ses gaz à effet de serre. Depuis 2014, ces derniers repartent à la hausse. Tel est le bilan de votre politique climatique en la matière.

Je ne sais toujours pas si un ministre était présent, lors de la réunion qui s'est tenue, tout à l'heure, mais je sais, en tout cas, que le bilan chiffré existe et que ni M. Clarinval, ni M. Miller, ni qui que ce soit dans votre gouvernement, même pas la ministre Marghem, n'osera contredire ces chiffres tels que je les ai avancés ici.

Monsieur le premier ministre, peut-être avez-vous eu l'information. Respect, pas de souci!

01.89 Charles Michel, premier ministre: Monsieur le président, je fais du *fact checking* et je demande une *second opinion* sur le sujet! J'appelle la KUL pour vérifier!

01.90 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Je respecte. J'ai encore un peu le temps. J'ai encore quelques éléments à mettre en exergue dans mon raisonnement. Au-delà de l'humour que l'on peut manifester ici, l'information est extrêmement importante. Oui ou non la Belgique était-elle représentée par un ministre à cette réunion? J'y reviendrai tout à l'heure.

Peut-être avez-vous l'information? Cela vous fait rire. On peut le prendre avec humour, jusqu'à un certain point, mais à un moment donné, il faudra avoir la réponse.

01.91 Charles Michel, premier ministre: Effectivement, nous avons fait une double vérification, le ministre des Affaires étrangères et moi-même, et nous avons la même information.

01.92 Didier Reynders, ministre: Voici l'information en question. La Belgique était remarquablement représentée par le représentant permanent adjoint de notre représentation auprès de l'Union européenne. Je souhaiterais tout de même que vous constatiez quelque chose, et vous l'avez sûrement déjà fait. J'ai demandé la vérification de toutes les présences dans le passé également. Vous constaterez qu'il y a de

temps en temps un rôle important à jouer pour notre représentation permanente, et je suis très heureux que nous soyons très bien représentés par cette représentation permanente.

Pour le reste, j'ai demandé où on en était dans le tour de rôle. C'était à la Région wallonne d'être présente. Ce que l'on me communique - mais j'insiste sur le fait que nous allons encore le vérifier -, c'est que le ministre Di Antonio qui devait se rendre à Luxembourg n'était pas disponible. C'est la représentation permanente, qui, comme cela arrive de temps en temps, a assuré la représentation, pour arriver, semble-t-il, à un accord salué sur le dossier.

01.93 Catherine Fonck (cdH): Monsieur le président, je n'ai pas les informations, mais je précise quand même une information factuelle. Il n'est pas ministre du Climat. Ensuite, nous vérifierons qui, quoi et où. Mais je préfère rappeler ce fait ici. Il s'agit de compétence.

01.94 Didier Reynders, ministre: Je n'ai à aucun moment donné les compétences individuelles de l'un ou de l'autre ministre! Je communique l'information qui nous vient de Luxembourg où a lieu la réunion et où notre représentant permanent adjoint représente la Belgique. Il a simplement reçu l'information selon laquelle, pour ce conseil Environnement, le ministre Di Antonio n'était pas disponible. Je vérifierai encore une fois. À défaut, sauf si vous souhaitez constituer une commission d'enquête comme à votre habitude, je ferai une demande. Je vois tout de suite le réflexe des spécialistes de la commission d'enquête partir directement dans la démarche! Le premier ministre a annoncé qu'un fonds se mettait en place pour le *fact checking*. Il est évident que nous allons déjà l'alimenter.

01.95 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Monsieur le président, après sept heures de débat, il est légitime d'avoir un peu d'humour, un peu de décalage, un peu de recul. Je n'ai pas de souci avec cela. Je pense néanmoins que l'information que donne le ministre Reynders est juste et correcte. C'était l'information dont je disposais mais je préférais la faire vérifier officiellement. Vous comprenez ma démarche pour éviter de devoir utiliser le budget du gouvernement fédéral, je préférais m'adresser directement à celui qui avait la réponse.

Derrière cette information, parce que c'est cela le plus important, vous ne m'empêcherez pas de penser qu'il y a un désintéret inacceptable dans le chef de M. Di Antonio, si c'est effectivement lui qui devait être représenté, par rapport à l'enjeu et à l'importance de cette réunion. Bien entendu, parfois, la ministre devait être retenue par d'autres obligations mais ici, ce n'était pas possible. Quand il s'agit, au lendemain du rapport du GIEC, de prendre position au niveau européen, ne pas estimer important d'y envoyer un ministre est inacceptable!

Certes, ce n'est pas dans cette assemblée-ci qu'on doit développer toute l'ampleur de la critique mais je voulais, monsieur le premier ministre de l'ensemble du pays, vous transmettre ce message pour que vous puissiez aussi le porter dans les réunions de préparation. Ce n'est pas normal que la Belgique, face à une réunion d'une telle importance, ne soit pas représentée à un niveau ministériel!

D'ailleurs, il y a dix jours, vous étiez personnellement à l'ONU. Je reprends ici un extrait de votre intervention: "L'entêtement de certains à nier la réalité des changements climatiques est du même ordre que l'entêtement de ceux qui, hier, niaient que la Terre était ronde". Oserais-je aujourd'hui vous paraphraser? L'entêtement de certains au sein de votre gouvernement à continuer à croire qu'on peut poursuivre les politiques climatiques *business as usual* est du même ordre que l'entêtement de ceux qui, hier encore, niaient qu'un réacteur nucléaire puisse tomber en panne. Et pourtant, aujourd'hui, cinq réacteurs sur sept sont à l'arrêt et six le seront en novembre.

01.96 Didier Reynders, ministre: Dans les félicitations que vous m'adressiez sur la vérification d'un fait concret, vous avez cité quelqu'un qui aurait dit un jour qu'"un réacteur nucléaire ne pouvait jamais tomber en panne". Avez-vous une telle citation?

01.97 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): J'ai dit: "Oserais-je vous paraphraser?". Je vais me relire: "L'entêtement de certains de votre gouvernement à continuer à croire qu'on peut continuer les politiques climatiques *Business as usual*..." À qui fais-je référence?

01.98 Didier Reynders, ministre: Non! Vous évoquiez le fait que quelqu'un aurait dit!

01.99 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): "...est du même ordre que l'entêtement de ceux qui, hier encore,

niaient qu'un réacteur pouvait tomber en panne."

01.100 **Didier Reynders**, ministre: Qui a dit cela?

01.101 **Charles Michel**, premier ministre: Monsieur Nollet, c'est grave ce que vous dites!

01.102 **Didier Reynders**, ministre: C'est grave. C'est une citation. Cela doit pouvoir être vérifié. Il doit y avoir une date, un jour, une heure...

01.103 **Jean-Marc Nollet** (Ecolo-Groen): Monsieur le premier ministre, je vous propose de relire les 679 questions que j'ai posées au ministre de l'Intérieur sur les centrales nucléaires et sur le risque de ne pouvoir répondre à la demande, y compris en période hivernale. Il me répond que "jamais nos centrales ne poseront de problème parce qu'elles ont été vérifiées, contrôlées, inspectées par l'AFCN". Et il ajoute: "C'est d'ailleurs pour cela qu'on peut se permettre de prolonger Doel 1 et 2."

Monsieur Reynders, puisque vous connaissez bien le dossier, quelle est la situation aujourd'hui? Doel 1 et 2 sont à l'arrêt. Pourquoi? Parce qu'il y aurait un problème ou une révision?

01.104 **Didier Reynders**, ministre: Mais qui a dit qu'une centrale ne pouvait pas tomber en panne?

01.105 **Didier Reynders**, ministre: je ne sais toujours pas qui a dit: "Ceux qui..."

01.106 **Jean-Marc Nollet** (Ecolo-Groen): Je vous le dis. Je suis en train de le développer sous vos yeux. Vous ne voulez pas écouter ce que je vous dis.

Le **président**: Monsieur Nollet, deux ministres veulent s'exprimer.

01.107 **Didier Reynders**, ministre: Monsieur Nollet, vous avez dit: "Ceux qui ont prétendu, à un moment donné, qu'une centrale nucléaire ne pouvait jamais tomber en panne". C'est quand même quelque chose d'assez lourd, parce que je n'ai jamais entendu personne soutenir qu'un frigo ne pouvait jamais tomber en panne.

01.108 **Jean-Marc Nollet** (Ecolo-Groen): Monsieur Reynders, je vais vous répondre. Ce sont exactement les mêmes...

01.109 **Didier Reynders**, ministre: Cela aurait été moins grave si cela avait été un frigo.

Le **président**: La parole est à M. Nollet.

01.110 **Jean-Marc Nollet** (Ecolo-Groen): Monsieur Reynders, pour ne rien vous cacher, ce sont exactement les mêmes que ceux qui, hier, niaient que la Terre est ronde. (*Brouhaha*)

Voilà ma réponse à votre question! Ce sont exactement les mêmes!

01.111 **Didier Reynders**, ministre: C'était à une autre époque. Vous pouvez vérifier: c'était le Vatican.

01.112 **Jean-Marc Nollet** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, fait personnel.

01.113 **Charles Michel**, premier ministre: Monsieur le président, je tiens d'abord à assurer M. Nollet que personne dans ce gouvernement n'a jamais contesté la rotondité de la Terre.

Ensuite, vous avez dit quelque chose de très précis, en insinuant qu'un membre du gouvernement aurait affirmé que, jamais, une centrale ne pouvait tomber en panne. Y a-t-il un membre du gouvernement qui a, un jour, contesté que les centrales devaient être entretenues et présentaient le risque de tomber en panne? C'est cela le sujet.

01.114 **Jean-Marc Nollet** (Ecolo-Groen): Monsieur le premier ministre, je vais relire la phrase: "L'entêtement de..."

01.115 David Clarinval (MR): (...)

01.116 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Monsieur Clarinval, pas vous, pas vous...

Si le premier ministre ne sait pas entendre, écouter et comprendre la phrase... "L'entêtement de certains, au sein de votre gouvernement"...

01.117 Charles Michel, premier ministre: (...)

01.118 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): "L'entêtement de certains, au sein de votre gouvernement, à continuer à croire qu'on peut continuer les politiques climatiques *business as usual*..." - vous m'excuserez, mais il y en a plus d'un, plus d'un, qui estime qu'on ne doit rien entreprendre – "... est du même ordre que l'entêtement de ceux qui, hier encore, niaient qu'un réacteur nucléaire puisse tomber en panne."

J'ai posé de nombreuses questions au ministre de l'Intérieur et je vous donne sa réponse. Et je peux la compléter: la ministre Marghem disait exactement la même chose. C'est la ligne de votre gouvernement. C'est pour cela, monsieur le premier ministre, que je vous applaudissais hier. Je vous l'ai dit en aparté et je vais le dire officiellement à la tribune: même Olivier Deleuze n'a pas osé rêver d'autant de centrales nucléaires fermées en 2018! Imaginez-vous que vous êtes deux fois plus loin que ce que la loi ne prévoyait! Au moment où on se parle, trois réacteurs auraient dû être fermés. Au mois de novembre 2018, six réacteurs nucléaires seront fermés. De ce point de vue, on peut vous féliciter!

Vous réagissez assez nerveusement à la situation dans laquelle votre ministre de l'Énergie vous a conduit. Vous êtes inévitablement en difficulté quand, aujourd'hui, on ne sort plus du nucléaire par la loi mais par le chaos, qu'elle a elle-même organisé et que votre gouvernement a validé dans le cadre de la prolongation! Doel 1 et Doel 2 ne sont pas en révision pour l'instant, elles sont fermées car il y a eu une fuite dans la partie nucléaire des réacteurs, c'est-à-dire avec un risque d'accident.

Et cette partie-là, au moment des débats qui ont eu lieu au Parlement, nous l'avions pointée en disant que vous deviez d'abord faire les inspections, vérifier ces centrales et, après, éventuellement, décider. C'est ce qui avait d'ailleurs été fait pour Tihange 1 mais c'est ce que votre gouvernement n'a pas fait. Vous ne vous êtes pas donné le calendrier utile et nécessaire. Vous avez voulu forcer les choses et, aujourd'hui, deux centrales sont fermées parce qu'il y a une fuite dans la partie nucléaire, à cause du fait que ces inspections n'ont pas été réalisées préalablement.

Mais, oui, les hausses de prix liées aujourd'hui à l'indisponibilité de ces centrales nucléaires doivent être facturées à ENGIE Electrabel. De ce point de vue, je vous ai appuyé et votre propos était clair. Mais, monsieur le premier ministre, vous avez une obligation de résultat! Vous avez une obligation de résultat pour la facture des citoyens, pour la facture des PME.

J'en viens maintenant au risque de pénurie en matière énergétique. Le problème est réel. Vous l'avez découvert, semble-t-il, au début du mois d'octobre. Vous l'avez découvert parce que, pendant très longtemps, vous avez été aveuglé par les chiffres que vous donnait ENGIE Electrabel. Dans les annales du Parlement, vous pouvez retrouver toutes les interventions dans lesquelles nous prévenions la ministre sur les risques en la matière, sur le fait que ces centrales n'allaient pas tenir le coup. Mais vous, vous avez attendu le mois d'octobre. Que vous restait-il à faire à ce moment-là? Décrocher le téléphone: +49 pour appeler Angela. Vous n'aviez plus d'autre solution. Mais le signal politique est intéressant. La Belgique, avec ses réacteurs nucléaires dont elle était certaine que tout irait bien, est obligée de téléphoner au pays qui s'est le plus engagé dans la transition énergétique, le symbole ...

01.119 David Clarinval (MR): Dans le charbon, également!

01.120 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Donnez-moi les chiffres!

01.121 David Clarinval (MR): La production a explosé en termes ...

01.122 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Donnez-moi les chiffres, monsieur Clarinval!

01.123 David Clarinval (MR): Je ne connais pas les chiffres. Vous savez très bien que l'Allemagne

augmente ses émissions de CO₂. Elle augmente sa production de charbon, même avec du lignite. Vous le savez très bien, monsieur Nollet.

01.124 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Monsieur Clarinval, j'ai prévu les chiffres. Je savais que vous tomberiez dans le panneau. Allons-y! L'Allemagne commence à sortir du nucléaire en 2016. Les derniers chiffres connus sont ceux de 2017. Je ne dispose pas encore des chiffres de 2018, l'année n'étant pas encore terminée.

Je continue:

- le renouvelable 2006-2017: + 145 TWh. Contestez-vous? Non.

- le nucléaire: - 91 TWh.

- le charbon - j'ai fait la somme - ou lignite: - 46 TWh.

01.125 David Clarinval (MR): Quelle est la proportion d'électricité produite par du charbon en Allemagne, monsieur? Cela diminue mais dites-nous quelle est la proportion!

01.126 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Peu importe la proportion! Faites la somme! Monsieur Clarinval, vous venez d'affirmer que le charbon augmentait. Je vous dis "- 46 TWh". Point, barre!

01.127 David Clarinval (MR): Vu les sources principales du mix énergétique de l'Allemagne, on importe donc de l'énergie charbon. Vous le savez très bien!

01.128 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Aujourd'hui, nous pouvons nous mettre d'accord, monsieur Clarinval, pour constater qu'effectivement, en Allemagne, il y a du charbon. C'est évident! Je ne l'ai jamais nié mais le charbon diminue, le nucléaire diminue et c'est remplacé par du renouvelable. Si vous avez fait la somme des chiffres que je vous ai donnés, le renouvelable fait plus que la diminution du charbon et du nucléaire, ce qui veut dire que quand Charles téléphone à Angela, il lui demande de lui donner la différence qui vient des énergies renouvelables. C'est cela aujourd'hui le signal politique qui est donné. Monsieur Clarinval, je vous donnerai ces chiffres en sortant de la tribune et je vous invite à les utiliser régulièrement plutôt que de continuer à dire que l'Allemagne a remplacé le nucléaire par le charbon. C'est faux! Contrairement à ce que vous avez dit, c'est faux. Les chiffres sont ici.

Vous avez dit que le charbon avait augmenté et remplacé le nucléaire. C'est faux! Qu'il y ait du charbon, oui, il y a du charbon! Il est en diminution. Pas assez vite évidemment mais je suis désolé, les chiffres du charbon sont en diminution en Allemagne, monsieur Clarinval. J'espère que vous ne pourrez plus jamais utiliser cet argument. Je remercie au passage Angela Merkel d'avoir offert son énergie renouvelable à la Belgique.

01.129 Charles Michel, premier ministre: Monsieur Nollet, sans polémiquer, il y a aussi, dans l'enjeu énergétique, une dimension européenne, raison pour laquelle, quand la question était posée, j'ai précisé que nous essayons de travailler pour faire progresser de vraies capacités d'interconnexion sur le plan européen.

Il est arrivé par le passé - je ne me souviens plus quand - que la Belgique soutienne des pays voisins confrontés à des difficultés. Je pense à la France, notamment, il n'y a pas si longtemps que cela.

01.130 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Je ne vais pas vous démentir à ce sujet. Je voudrais insister sur l'importance de l'enjeu d'avoir un projet européen d'interconnexion des énergies renouvelables et notamment sur le potentiel offshore, non seulement sur le territoire belge, mais aussi en extraterritorial où des projets européens pourraient être développés. J'ai interrogé la ministre à ce sujet et elle le sait bien.

Tant que nous sommes dans les *fact checking* et, après avoir *fact checked* le charbon, je me permettrai de mettre en avant deux éléments en dehors de la question énergétique. Avez-vous, dans votre déclaration, vérifié et regardé le nombre de fois où vous évoquez le droit des femmes, en particulier l'égalité homme-femme? Je n'en ai pas trouvé dans votre déclaration.

Ensuite, un deuxième point sur lequel je vous demanderai de faire un petit *fact checking*, c'est sur votre engagement pris en début de législature: "Le gouvernement portera progressivement les prestations minimales de sécurité sociale et l'aide sociale au niveau du seuil européen." Il vous reste sept mois! Je n'ai pas entendu dire que le seuil de pauvreté serait atteint en fin de législature, au travers de vos cinq objectifs qui vous restent pour les sept mois à venir.

01.131 Charles Michel, premier ministre: Monsieur Nollet, deux points très précis.

Tout d'abord, lorsque je parle de la démocratie, des valeurs fondamentales, des libertés et des droits de l'homme, je vise l'égalité entre les hommes et les femmes évidemment. J'estime que de créer le soupçon sur ce sujet-là est une démarche intellectuelle limite.

Ensuite, au sujet de votre second point, le seuil de pauvreté, pour être extrêmement précis à ce sujet, oui l'ambition de ce gouvernement est de continuer à travailler pour faire en sorte que l'on progresse dans la lutte contre la pauvreté. C'est le sens de la mobilisation des enveloppes bien-être. Et pour être très concret, lorsque par exemple, l'on réussit, grâce à la hausse des enveloppes bien-être pour les pensions minimum à augmenter leur montant, on permet à de nombreux pensionnés de sortir de la situation sous le seuil de pauvreté dans laquelle ils étaient. Cela montre bien que nous poursuivons les efforts en la matière.

En ce qui concerne le sujet de la pauvreté, notre conviction n'est peut-être pas la même que la vôtre - c'est la liberté démocratique -, mais nous sommes convaincus que l'instrument de l'emploi, du travail, est la meilleure clef pour faire reculer la pauvreté durablement. C'est en effet une grande différence avec vous, qui ne considérez pas que ce sujet est aussi important que pour nous.

01.132 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): J'en viens à votre engagement d'aujourd'hui. Les gens qui sont sous le seuil de pauvreté sont encore nombreux en Belgique. Pour une personne isolée, le revenu d'intégration sociale est de 229 euros par mois. C'est inférieur au seuil de pauvreté. Les gens les plus précarisés disposent de 229 euros par mois. Je voulais que vous l'ayez entendu.

Je vais passer la parole à mon collègue Calvo qui poursuivra la réflexion du groupe Ecolo-Groen. Cependant, je voulais dire combien notre volonté de mettre le dérèglement climatique au centre des débats n'est pas un hasard, mais un réel choix. En effet, cette politique-là détermine le reste. Vous ne réglerez pas les problèmes, y compris les problèmes de migration, si vous ne réglez pas la question du dérèglement climatique. Vous n'aurez pas de développement économique durable si vous ne réglez pas cette question. Vous n'aurez pas non plus de politique de santé, si vous ne le faites pas. Alors, en considérant ce qui a été fait durant ces quatre années, et qui a conduit à ce que les gaz à effet de gaz augmentent en Belgique, alors qu'ils ne cessaient de diminuer depuis une dizaine d'années, je pense pouvoir affirmer ici, avec mes collègues, que la Belgique a perdu quatre ans, et que ces quatre ans pèseront très lourd dans le bilan de ce gouvernement.

De **voorzitter**: Mijnheer Calvo, u hebt het woord. Uw spreektijd bedraagt nog tien minuten.

01.133 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Nollet is vaak onderbroken.

De **voorzitter**: Dat is gecalculeerd.

01.134 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): U bent nog niet heel streng geweest vandaag, dus het zou gek zijn, mocht u plots wel die discipline ontdekken.

Mijnheer de eerste minister, de State of the Union is toch een beetje een hoogtepunt of zou dat zeker moeten zijn. Ik heb in elk geval gemerkt dat die u en uw collega Reynders heeft samengebracht. Het is al lang geleden dat wij u nog zo hebben zien samenwerken. Dat is alvast een belangrijke vaststelling bij het begin van mijn betoog. (*Protest van eerste minister Michel*)

Ik heb mij een klein beetje aangepast aan uw betoog van daarnet.

01.135 Eerste minister **Charles Michel**: Er zijn nog inspanningen nodig, wil u zich aanpassen.

01.136 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de eerste minister, wat de strijd lust betreft, maakte u gisteren kans op een mooie prijs. U hebt enorm uw best gedaan om de schijn hoog te houden, maar het is moeilijk te verbergen dat de regering zich naar het einde sleept.

U zei dat regeren vergelijkbaar is met bergen beklimmen. De voorbije maanden en eigenlijk al een hele tijd lijkt het vaak op surplacen met de regering. Ook in een aantal voor ons belangrijke dossiers lijkt ze maar moeizaam vooruitgang te maken. Ik moet wel toegeven dat de crisissfeer van 2016, toen minister Peeters –

hij is ondertussen vertrokken – het kernkabinet had verlaten en u een aantal weken te laat was, verdwenen is. Zij heeft eigenlijk plaats gemaakt voor een zekere gelatenheid. U bent zelfs een dagje te vroeg, mijnheer de eerste minister, zodat u tijdig naar Maleisië kan vertrekken. Ik vraag mij soms af of het toevallig is dat u al zo vaak in het buitenland vertoeft de jongste tijd. Ik denk het niet, ik denk dat u zich al wat voorbereidt op wat komen zal.

01.137 Eerste minister **Charles Michel**: Ik kan veel aanhoren, ik heb veel geduld, maar ik ben nog niet degene die de datum van de Algemene Vergadering van de VN bepaalt, ik ben nog niet degene die bepaalt op welk moment de top van de francofonie wordt georganiseerd en ik ben ook niet degene die bepaalt op welke moment Europese toppen worden georganiseerd. Ik ben telkens aanwezig om de belangen van ons land te verdedigen. Ik heb de les van de heer Nollet gehoord over de afwezigheid van een minister op een belangrijke top. Ik doe inderdaad mijn job, ik ben aanwezig op internationaal niveau, elke keer als dat nodig is, nooit als het niet nodig is.

01.138 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Het lijkt er soms alleen op dat u al wat uitkijkt naar een nieuwe baan. De toekomst zal het uitwijzen. In elk geval geeft u voor het laatst in deze beleidsperiode een regeringsverklaring. Ik heb even teruggekeken.

01.139 Eerste minister **Charles Michel**: Mijnheer de voorzitter, ik laat opmerken dat de argumenten helemaal in de stijl van politici als de heer Orban liggen. De heer Calvo is de eerste om lesjes te geven, dat is de stijl, de strategie, puur populisme, 100 % populisme à la Calvo.

01.140 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Ik stel vast dat de zenuwen gespannen staan. (*Protest van eerste minister Michel*)

Ik zei heel rustig, met een knipoog: soms lijkt het of u op zoek bent naar een nieuwe baan. De toekomst zal het uitwijzen. Zeker is het, mijnheer de eerste minister, dat het de laatste keer is voor deze beleidsperiode dat u de State of the Union naar voren brengt. In 2014 was het de eerste keer. Dat was een heel andere wereld. Donald Trump was toen nog een realityster. De heer Macron was net vakminister geworden in de regering-Hollande. (*Samenspraak*)

Als u iets meer luisterde naar de nuance en de knipoogjes in mijn discours, mijnheer de eerste minister, dan zou u al meer horen wat ik echt vertel. Ik was aan het vertellen dat sinds u eerste minister bent geworden, de wereld helemaal veranderd is. Ik sprak al over de heren Trump en Macron. Toen u aan deze legislatuur begon, maakten de Britten nog netjes deel uit van de Europese Unie.

Mijnheer de eerste minister, na ongeveer twee zinnen schoot u in een kramp en nu gaat u ostentatief plaatsnemen op de banken van de parlementariërs. U dacht mij zopas een les te moeten geven in het omgaan met een parlementair debat, maar wat u nu doet, getuigt van heel weinig klasse.

De **voorzitter**: Collega's, er is een limiet aan alles. Kunnen we misschien ter zake blijven?

01.141 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, ik was ter zake aan het komen tot de eerste minister mij de rug toekeerde.

Mijnheer de eerste minister, er is eigenlijk heel veel veranderd in de wereld rondom ons. Waar zit de verandering? In een tijd die heel erg verwarrend is en waarin heel veel dingen erg snel veranderen, is de vraag of vier jaar Charles Michel eigenlijk heeft gezorgd voor meer onzekerheid en meer verwarring. Collega's, ik vrees dat het antwoord op die vraag ja is.

Premier, u hebt gesproken over de pluspunten en de positieve evoluties, maar wat vaak ontbreekt in uw verhaal, is dat er ook heel veel verliezers zijn. Ik sprak al over een recordaantal mensen dat moet rondkomen met een leefloon. Steeds meer mensen moeten ook aankloppen bij voedselbanken. Er is ook een recordaantal mensen langdurig ziek. Dat zijn allemaal verliezers. Voor al die mensen is het leven een stuk onzekerder geworden na vier jaar Charles Michel.

Gisteren kwam het nieuws naar buiten dat ondertussen bijna 2,3 miljoen landgenoten in de armoede dreigen te belanden. Intussen stel ik vast dat de ancients, de oude krokodillen aan het nabespreken zijn. Hoe dan ook, premier, als er een kleine zinspeling wordt gemaakt op uw persoon, dan gaat u door het dak. Op dat moment bent u, Charles Michel, van de partij om het politieke debat aan te gaan. Als ik het heb over 2,3

miljoen landgenoten, die in armoede dreigen te belanden, dan kan het u blijkbaar weinig of niets schelen. Op dat moment zoekt u de banken op van uw partijgenoten.

Wat ik vraag, mijnheer de eerste minister, is om daarvoor meer aandacht te hebben. Ik kijk ook naar de collega's van CD&V. Waarom worden we met die cijfers geconfronteerd? Waarom dreigen 2,3 miljoen landgenoten in de armoede te belanden, mijnheer Verherstraeten? Dat is omdat er een verkiezingsbelofte, een eeuwige belofte in de Belgische politiek maar niet wordt ingelost.

Op de feestdag van Rerum Novarum 2007 zei Yves Leterme: dat hij de armoede-uitkeringen tot de armoedegrens zou optrekken. Leterme heeft destijds twee beloftes gemaakt. Er waren vijf minuten politieke moed om BHV te splitsen. Het heeft uiteindelijk iets langer geduurd. Een belofte die nog altijd niet is ingelost, is de belofte om de uitkeringen op te trekken tot de armoedegrens.

01.142 Servais Verherstraeten (CD&V): Mijnheer Calvo, u refereerde aan een bericht van gisteren. Mag ik verwijzen naar een bericht dat vanmorgen werd verspreid? Het klopt dat wij nog niet het Europees niveau halen in de strijd tegen armoede. Maar wij zijn op goede weg, ook al hebben wij ons doel nog niet volledig bereikt. Tegelijk lees ik dat het rapport van Oxfam International en de Britse ngo Development Finance International, dat een vergelijking maakt tussen landen op het vlak van hun strijd tegen ongelijkheid, ons op de zesde plaats van de wereldlijst zet, wanneer het erom gaat ongelijkheid te bestrijden. Ik geef toe, daarmee zijn wij geen wereldkampioen noch behalen wij een medaille. Maar we doen het beter dan Nederland. We doen het zelfs beter dan Zweden.

Het kan nog beter. Het is onze ambitie om nog beter te doen, maar zeggen dat we geen stappen vooruit hebben gezet in deze legislatuur, zeggen dat ons land slecht presteert in de strijd tegen ongelijkheid, is de waarheid geweld aandoen.

01.143 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Verherstraeten, uiteraard zijn rapporten ook voor ons meteen lectuur ter bestudering, dus ik heb die eveneens gelezen. Het klopt dat ons land meer herverdeelt dan andere landen. Echter, ondanks die herverdeling zitten wij vandaag in een situatie die ons allen zou moeten bewegen, inbegrepen de eerste minister, die nu, op het moment dat dit thema aan bod komt, deze plenaire vergaderzaal verlaat. Immers, 2,3 miljoen van onze landgenoten dreigen in armoede terecht te komen. Die mensen hebben heel weinig boodschap aan een internationaal perspectief. Een belofte die in 2007 door de toenmalig grootste politieke formatie werd geformuleerd, verdient het om gerealiseerd te worden.

01.144 Richard Miller (MR): J'aimerais simplement faire remarquer à monsieur Calvo que le premier ministre a participé à l'ensemble des débats depuis le matin. Il a dû aller se laver les mains et il m'a demandé de continuer à bien surveiller tout ce que vous disiez. C'est ce que je fais et le premier ministre reviendra bientôt.

Je trouve que toutes vos insinuations ne sont pas dignes de vous monsieur Calvo. Laisser croire que le premier ministre va nous représenter à l'étranger pour chercher un autre job, qu'il ne se préoccupe pas d'une certaine partie de la population qui risque la pauvreté... Ce sont des arguments qui n'en sont pas, des "arguments à la 495" comme on dit à Mons. (???)

01.145 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Monsieur Miller, je n'ai pas tout à fait compris la dernière phrase... Mais bon, on apprend chaque jour.

01.146 Richard Miller (MR): Cela veut dire monsieur Calvo, que j'ai voulu dire gentiment, sans vouloir être trop désagréable avec vous, que les arguments que vous avez utilisés jusqu'à présent ne sont pas dignes de vous.

01.147 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Miller, als u echt geluisterd had naar mijn betoog en als u even de moeite had gedaan om stil te staan bij mijn redenering, dan had u begrepen dat dit helemaal geen grote persoonlijke aanval is. Collega's, ik stel immers vast dat de eerste minister hier de hele tijd *ad hominem* de ene interventie na de andere mag doen, uithalen naar de socialisten, naar de heer Nollet en naar alles en iedereen. Op het moment dat er echter een kleine kwinkslag komt over het feit dat de eerste minister de laatste tijd wel veel op pad is, is het kot te klein. Dan is het kot te klein, dan zegt onze eerste minister dat dit niet kan. Verder heb ik mij geconcentreerd op de inhoud. Ik stel echter vast dat de eerste minister, misschien omdat er toch wel ergens een grond van waarheid in zit, op dat punt wel heel erg lange

tenen heeft.

Mijnheer de eerste minister, ik ben echter blij dat u terug bent. U zei daarnet tegen de heer Nollet dat het verschil wellicht is dat hij minder gelooft in het belang van het hebben van een job. Ook collega Nollet heeft immers het verhaal van de uitkeringen aangehaald. Ik meen echter dat het verschil ergens anders zit, namelijk in een andere kijk op succes en falen.

Ik voel in alle uiteenzettingen heel sterk aan dat deze meerderheid zeer doordrongen is van het idee dat mensen die in armoede zitten en die geen baan hebben dat eigenlijk vooral zelf hebben gezocht. Het is echter onze overtuiging dat die armoede eigenlijk onverdiend is. Dat geldt voor die 2,3 miljoen mensen die vandaag in armoede terecht dreigen te komen. Dat is onverdiende ongelijkheid. Mensen die het vandaag moeilijk hebben zijn vaak keihard aan de slag.

Vandaar ons verzet tegen het degressiever maken van de uitkeringen, vandaar ons pleidooi voor het optrekken van die uitkeringen. Mijnheer de eerste minister, u sprak gisteren zelf over een springplank. Het degressief maken van de uitkeringen is geen springplank. Mensen gaan niet beter solliciteren op het moment waarop ze zich nog meer zorgen moeten maken over het betalen van facturen. Mijnheer de eerste minister, er is opnieuw een recordaantal langdurig zieken. Van op een ziektebed gaat men de job van zijn leven niet vinden. Wie met een lege brooddoos aankomt op school heeft minder in plaats van meer kansen. Als er ergens een fundamenteel meningsverschil is tussen de Ecolo-Groen-fractie en u, dan gaat het niet over het belang van een job maar over een andere kijk op succes en falen.

Mijnheer de eerste minister, u sprak over vijf dossiers voor de laatste zeven maanden.

Maar hét dossier van dit tijdsgewricht, en ik treed daarin collega Nollet heel erg bij, uw en onze afspraak met de toekomst, kwam eigenlijk amper of niet aan bod. Het gaat dan over het klimaatthema. Ik heb het even uitgerekend: 281 tekens inclusief spaties, 38 woorden van de meer dan 5 200 woorden in uw regeerverklaring. In die enkele zinnen zat dan nog een oproep aan onze burgers om hun gewoonten te veranderen. Mijnheer de eerste minister, het zijn niet zozeer onze burgers die hun gewoontes moeten veranderen, wat moet veranderen is de politiek, het beleid in dit land.

Het feit dat een tijdje geleden mevrouw Marghem, blijkbaar op aandringen van de N-VA, een belangrijke Benelux-afpraak inzake klimaat heeft gemist, is niet toevallig. Het feit dat ons land vandaag, en mij maakt het eigenlijk niet zoveel uit wie daar moest zijn, de Europese top mist, op het moment dat daar belangrijke klimaatafspraken op de agenda staan, is veelzeggend. Het klimaatbeleid is de grote afwezige in dit regeerbeleid. En onze ministers blijven zelfs afwezig op belangrijke klimaatafspraken.

De **voorzitter**: Mag ik u vragen af te ronden.

01.148 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de eerste minister, u sprak over uw obsessie jobs, jobs, jobs. Daar zou een andere obsessie moeten bijkomen, namelijk klimaat, klimaat, klimaat. Dat zou trouwens heel goed nieuws zijn voor die eerste obsessie.

Ik stel ook vast dat twee grote killers in dit land ook weinig of niet aan bod zijn gekomen.

Ten eerste, verkeersveiligheid, als wij naar het Nederlandse niveau van verkeersveiligheid zouden gaan, dan redden wij elk jaar 250 mensenlevens, mijnheer de eerste minister, collega's. Een concrete suggestie van ons: voer nu eindelijk dat rijbewijs met punten in.

Ten tweede, de luchtvervuiling, dat is een andere moordenaar in dit land. De luchtvervuiling kost ons 8 miljard euro per jaar en kost ons 8 gezonde maanden per landgenoot. Een concrete suggestie van ons: maak nu eens een echt einde aan dat waanzinnige systeem van salariswagens. Als men op zondag 100 kilometer naar zee rijdt, dan draagt de belastingbetaler daartoe 30 kilometer bij. Dat is een totaal crazy systeem. 96 % van onze salariswagens zijn dieselwagens. Dieselwagens die ziek maken. Dieselwagens die mee aan de basis liggen van de cijfers die ik zonet heb gegeven.

Mijnheer de eerste minister, ik wil besluiten met iets dat mij heel dierbaar is. Ik vond het fijn en belangrijk dat u aan het eind van uw toespraak jongeren wenste te motiveren om zondag goed geïnformeerd naar de stembus te gaan. Ik stel voor dat u dat niet alleen hier doet. Investeer niet alleen in diplomatie, maar investeer als eerste minister ook in onze lokale democratie. Probeer de komende tijd vaker nog met

jongeren het gesprek aan te gaan. Als u ook de premier wil zijn van de jonge generatie, dan zult u de komende zeven maanden ook een klimaatpremier moeten worden. Er staat immers een klimaatgeneratie op, een generatie voor wie het klimaat een belangrijk thema is. Die generatie vraagt dat een premier meer dan zes regels spendeert aan deze belangrijke afspraak met de toekomst.

Collega's, dat is trouwens een van de redenen waarom ik denk en hoop dat het zondag wel eens een redelijk groene zondag kan worden. Het klimaatthema wordt maatschappelijk gezien altijd maar belangrijker. Die hoop spreek ik uit met het oog op zondag.

Mijnheer de eerste minister, helaas valt het niet uit te sluiten dat u aanstaande zondag en ook in mei 2019 meer populisme aan zowel de linkerkant als de rechterkant zult zien. U bent de eerste om anderen, onder wie ikzelf en leden van Ecolo, van populisme te verwijten, maar ik stel vast dat populisme wel mag in uw regering. U laat en doet het groeien. Door de extra onzekerheid die u zaait bij onze burgers, oogst u ook extra populisme. Wanneer mensen zich zorgen maken over hun loon en hun pensioen, dan groeit het wantrouwen jegens het vreemde, jegens moslims en jegens vluchtelingen. Populisten in uw regering cultiveren die concurrentie. Afgelopen zondag zei onze collega Bart De Wever in De Zevende Dag dat als wij willen dat er meer kruimels overblijven voor invaliden en gepensioneerden, de koek niet zomaar over steeds meer mensen verdeeld kan worden. Plots, als het gaat over vluchtelingen, bekommen populisten in uw regering zich wel om de armen. Dat vind ik hypocriet. Het feit dat zij die concurrentie voortdurend organiseren, is naar mijn oordeel heel kwalijk. Het gevaar voor onze sociale zekerheid komt immers niet van links of niet van Syrië, maar wel vanuit deze regering zelf en vanuit de rechterkant.

Mijnheer de eerste minister, u sprak terecht zelf over de valse tegenstelling tussen werknemers en werkgevers.

Ik stel echter vast, mijnheer de eerste minister, dat er na vier jaar Charles Michel eigenlijk meer tegenstellingen zijn in onze samenleving, en minder bruggen, en dat de leden van uw regering meer de concurrentie dan de solidariteit organiseren. Ik geef toe dat u, als persoon, niet de motor van dat groeiend populisme bent, maar u geeft er wel brandstof aan. U levert gedoogsteun.

Tot slot nog dit. Een klein land als België kan groots zijn op internationale fora. Wij zijn de laatsten om het belang daarvan te miskennen. Ik meen dat een klein land als België ook bij de Europese Unie, ook op het niveau van de Verenigde Naties, een belangrijke stem kan zijn. Maar niet met deze regering, niet op deze manier, niet als het alleen bij toezeggingen blijft.

De eerste minister vroeg in zijn toespraak het vertrouwen. Wel, wij kunnen aan deze eerste minister en deze regering ons vertrouwen vandaag niet geven, zeker niet na het beleid van de afgelopen vier jaar.

01.149 Patrick Dewael (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, ik wil nog een opmerking maken ter rechtzetting.

De heer Calvo heeft mij daarnet onderbroken, verwijzend naar het rapport van het IMF. Ik heb het nagekeken. Het ging over het tekort op de begroting. Toen ik zei dat wij evolueren van 3 % naar 1 % onderbrak hij mij, zeggende dat het IMF vandaag een rapport heeft gepubliceerd waaruit blijkt dat het om 1,5 % gaat.

Ik merk op, voor het verslag, dat de heer Calvo blijkbaar de economische groei verwacht met het tekort. De economische groei is bijgesteld op 1,5 %. Ook de Nationale Bank heeft dat gezegd.

Toen ik zei dat wij van 3 % naar 1 % gaan, heeft de heer Calvo mij onderbroken. Lector van het verslag zal duidelijk maken wat de heer Calvo gezegd heeft. Dit is blijkbaar de manier waarop de heer Calvo debatteert. Ik vind dit hallucinant.

01.150 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Dewael. U knikt dan ook nog. Ook die terughoudendheid legt u niet aan de dag.

Het IMF heeft vandaag twee zaken gezegd. Maar ik zal eerst zeggen wat ik gezegd heb.

Het IMF voorspelt vandaag een tekort van 1,8 % van het bbp voor 2019. Dat heb ik u voor de voeten gegooid. Daarnaast voorspelt het IMF dat de groei terugvalt naar 1,5 %. Als er hier iemand het tekort en de groeicijfers verwacht, mijnheer Dewael, dan bent u het wel. Ik heb mij daarnet uitgesproken over het tekort dat

men voorspelt, namelijk 1,8 %. U begint over de groei en die werd door het IMF inderdaad bijgesteld naar 1,5 %. Ik wil graag het verslag nakijken en met u het rapport doorlopen. Over de aanbevelingen van het IMF zullen wij het niet eens zijn, maar over de vaststellingen kunnen wij moeilijk discussiëren.

01.151 Patrick Dewael (Open Vld): Tekort en groei? Ik had het over het terugdringen van het tekort door deze regering van 3 % naar 1 %. Daarop hebt u gezwaaid met een cijfer en gezegd dat het IMF vandaag spreekt over 1;5 %.

01.152 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): 1,8 %.

01.153 Patrick Dewael (Open Vld): Het IMF kan niet spreken over 1,8 %. De begroting wordt volgende week ingediend op Europees niveau. Hoe zou het IMF op basis van een nog niet bij Europa ingediende begroting kunnen spreken over 1,8 %? Mijnheer de minister van Financiën, dit is nonsens!

01.154 Minister Johan Van Overtveldt: Omtrent het cijfer van het IMF wil ik twee zaken zeggen.

Ten eerste, het IMF reduceert inderdaad het groeicijfer van 1,9 % naar 1,5 %. Dat heeft natuurlijk onmiddellijk een impact op de begroting. Echter, veel belangrijker dan dat is het feit dat per definitie, zoals gezegd door de heer Dewael, het zomeraakkoord daar nog niet in kan zitten. Dat gaat over 2,5 miljard. Tel beide gegevens op.

Ik wil er in het algemeen nog eens op wijzen, naar aanleiding van de cijfers van het Planbureau, van deze van het IMF en binnenkort van deze van de Europese Commissie, hoort men rond deze tijd van het jaar altijd opnieuw hetzelfde liedje. Vorig jaar was het exact hetzelfde. Men krijgt dan cijfers over wat de begroting zal worden, die gigantisch afwijken van wat de regering op tafel legt. En telkens bij het begin van het nieuwe jaar stellen wij vast dat de cijfers beginnen te evolueren in de richting van de cijfers van de regering. Het is elk jaar opnieuw hetzelfde liedje.

01.155 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, de juistheid van de prognose van het IMF zal nog moeten blijken. Ik ben evenwel blij dat u mij toch enigszins bijtreedt. Ik heb daarnaar tijdens de discussie met de heer Dewael immers aangegeven dat het IMF de groei naar beneden bijstelt, naar 1,5 %. Het voorspelt voor 2019 een tekort van 1,8 %. Er was in mijn hoofd dus geen enkele verwarring tussen tekort en groei, maar wel in het hoofd van collega Dewael.

01.156 Catherine Fonck (cdH): Monsieur le premier ministre, c'était hier votre dernier discours sur l'État de l'Union. Lors de votre première intervention à la Chambre, peu d'entre nous – il en va de même pour plusieurs observateurs de la vie politique – donnaient cher de votre peau. Beaucoup vous voyaient en fonction pour six mois au maximum. Ils se sont trompés. Vous vous êtes maintenu contre vents et marées et avez montré votre capacité à avaler des couleuvres en provenance de vos partenaires, y compris les plus indigestes de la N-VA.

La composition de votre gouvernement et de votre majorité était claire: un gouvernement de droite pour une politique de droite, un gouvernement dominé par les néerlandophones pour une politique calquée sur leurs besoins. Personne n'a été surpris.

Lors de sa formation en 2014, votre gouvernement avait exprimé des ambitions quant à des questions importantes. Vous en aviez même posé de bonnes. Or, force est de constater aujourd'hui que votre équipe y a souvent apporté de mauvaises réponses. La promotion de l'emploi, la réduction de la fiscalité sur le travail, la soutenabilité des pensions, la politique hospitalière et la santé, la politique climatique et énergétique, l'environnement, la modernisation de la justice, le statut des victimes du terrorisme, la migration ou encore l'investissement composèrent le menu du gouvernement, mais pour quels résultats?

Voyons les réponses que vous avez apportées. Abordons d'abord l'important chapitre socio-économique. Nous avons déjà eu l'occasion d'en discuter tout à l'heure: oui, c'est vrai, des emplois ont été créés, mais le taux d'emploi reste extrêmement bas et évolue moins favorablement que celui des États membres de l'Union européenne comparables; alors même que la conjoncture économique internationale se montre très positive.

Depuis 2014, la Belgique a reculé à la vingt-troisième place sur trente dans le classement du taux d'emploi. Nous avons échangé tout à l'heure au sujet du nombre de chômeurs complets indemnisés. J'ai également

contre-argumenté en réaction à votre affirmation sur la réduction du taux de chômage, qui minimise évidemment le renvoi vers le CPAS, mais également vers l'invalidité.

Ensuite, lorsqu'on observe l'intensité de la croissance en termes d'emploi en fonction du PIB, il apparaît que, pour la période allant de 2007 à 2014, la Belgique affichait une élasticité de 0,71 %. Autrement dit, à chaque hausse de 1 % du PIB, l'emploi augmentait de 0,71 %. S'agissant de la période 2014-2017, cette élasticité est retombée à 0,44 %. Autrement dit, on crée moins d'emplois au regard de l'évolution du PIB.

*Président: André Frédéric, vice-président.
Voorzitter: André Frédéric, ondervoorzitter.*

À titre personnel, jamais je ne remettrai en question les emplois qui ont été créés, mais en même temps, fanfaronner ne me semble évidemment pas correct compte tenu de toute une série d'éléments, surtout lorsque nous nous comparons à d'autres pays de la zone euro.

Rappelons également que nous sommes loin de l'objectif que s'est assigné – et nous a assigné – l'Europe pour 2020, et qui correspond d'ailleurs à l'engagement que "vous" aviez pris lors de la mise en place de ce gouvernement, puisque c'est quelque chose que vous aviez justement "coulé" dans votre accord de gouvernement: vous vous obligiez à atteindre l'objectif fixé à la Belgique dans le cadre de l'Europe 2020, et vous en êtes encore très loin!

Le **président**: Madame Fonck, la parole est au ministre des Finances.

01.157 Johan Van Overtveldt, ministre: Madame Fonck, les chiffres concernant l'intensité d'emploi de la croissance économique signifient ce que donne 1 % de croissance économique en termes de croissance de l'emploi.

À long terme, la moyenne pour la Belgique sur ces 25 dernières années correspond à 0,52 %. En 2014, nous étions à 0,3 %, à savoir que 1 % de croissance économique générerait une augmentation d'emploi de l'ordre de 0,3 %. En 2015, nous atteignons 0,62 %, contre 0,83 % en 2016 et 0,82 % en 2017.

Donc, pour les deux dernières années, les chiffres de la Banque Nationale confirment une intensité d'emploi de la croissance 50 % plus élevée que la moyenne à long terme de la Belgique. *I rest my case!*

01.158 Catherine Fonck (cdH): Monsieur le ministre, on ne va pas commencer ici un combat de chiffres.

01.159 Johan Van Overtveldt, ministre: (...)

01.160 Catherine Fonck (cdH): Je n'ai pas inventé les chiffres et je n'effectue pas les calculs d'élasticité. J'en suis, d'ailleurs, incapable. Je recherche donc les chiffres dans des documents de référence.

Cela dit, on pourrait ergoter à l'infini. Toutefois, comme je l'ai déjà dit, monsieur le ministre, j'ai repris des chiffres objectifs. Mais nous aurons l'opportunité, à l'occasion des discussions sur le *jobs deal* que vous avez annoncé en juillet 2018, d'aborder à nouveau ces sujets.

Au mois de juillet, vous annonciez donc le *jobs deal* et ses 28 mesures. Depuis, trois mois se sont écoulés et on en est toujours à parler des titres.

Il est très regrettable que l'on ne puisse pas parler un peu plus longuement sur ces sujets. En effet, au mois de juillet, j'avais trouvé extrêmement intéressant que l'on puisse avancer et aborder l'enjeu lié aux métiers en pénurie tout en continuant à appeler à éviter les postures dogmatiques lors des débats sur l'emploi. Or, l'une des mesures que vous avez mises sur la table, au mois de juillet, est incontestablement l'expression d'une telle posture.

Il est exact qu'il est ici question d'un combat mené par la N-VA pour limiter les allocations de chômage dans le temps, mais avec une présentation, selon moi, extrêmement tronquée, puisque la caricature des allocations de chômage ne tient pas la route quand on établit une comparaison avec les autres pays européens.

Il faut effectivement reconnaître que, dans notre pays, les allocations de chômage sont illimitées dans le

temps et que ce n'est pas le cas dans les autres pays européens, à l'exception d'un. Mais quand on compare le tout, la réalité est tout autre. Puis-je rappeler que le niveau d'allocation de la première période est bien moindre en Belgique que dans un grand nombre de pays européens? Puis-je également rappeler que le moment où commence la dégressivité est bien plus précoce en Belgique que dans de nombreux autres pays d'Europe?

Puis-je encore me permettre de dire ici que le niveau de la troisième période de chômage est effectivement plus bas que dans d'autres pays européens, mais aussi que, dans les pays où les allocations sont limitées dans le temps, l'on observe un remplacement par une série d'autres allocations. Ce remplacement mène à un niveau de revenus qui est, dans un certain nombre de cas, plus élevé que le niveau présenté par la Belgique.

Lorsqu'on compare, il faut tout dire et il faut tout comparer. En l'occurrence, je pense que la manière dont vous présentez l'accélération de la dégressivité, comme si cette accélération allait tout d'un coup permettre de remettre plus rapidement les chômeurs au travail, est un leurre. La formation, la formation et encore la formation, non seulement au début mais aussi tout au long de la carrière professionnelle, telle est à mon avis une réponse bien plus efficace et bien plus importante en matière de métiers, en ce compris les métiers en pénurie.

Le président: Monsieur le premier ministre souhaite intervenir.

01.161 Charles Michel, premier ministre: Merci monsieur le président. Merci d'aborder le sujet de cette manière-là, mais je voudrais vraiment partager avec vous une conviction qui part d'un point de départ sur lequel je pense qu'on sera tous d'accord. Toutes les enquêtes, toutes les études et toutes les analyses en Belgique et à l'étranger montrent que lorsqu'une personne perd son emploi, les premiers jours et les premières semaines sont extrêmement importants pour augmenter les chances de retour sur le marché du travail. Ainsi que plusieurs l'ont fait remarquer, on constate effectivement que, passé un certain délai, il est de plus en plus difficile de faciliter le retour de ces personnes sur le marché du travail. Tel est le premier constat.

Deuxième constat: objectivement, il y a une très grande différence entre la situation aujourd'hui et la situation il y a quelques années. Il y a quelques années, effectivement, la situation économique était plus compliquée, avec la suppression de dizaines de milliers d'emplois dans le secteur privé, et c'est à ce moment-là que le gouvernement précédent a pris des décisions de dégressivité et d'exclusion des chômeurs. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été exclues à un moment où il n'y avait pas d'emplois.

La situation est aujourd'hui très différente. C'est parce qu'il y a actuellement un *momentum* assez unique que je suis favorable à la mise en place d'une politique de dégressivité. Pourquoi? Parce que, aujourd'hui, il y a un problème d'emplois vacants, là réside toute la différence. Une part importante de ces emplois vacants, comme le montrent les faits, ne concerne pas des personnes hautement qualifiées. Un pourcentage significatif de ces emplois vacants concerne des personnes qui sont faiblement qualifiées.

Et si la dégressivité était une simple mesure budgétaire, comme ça a été le cas par le passé - le ministre de l'Emploi a remis en évidence les tableaux budgétaires qui montraient les économies de 300 millions d'euros dans l'assurance chômage -, je ne serais pas favorable à cette mesure. J'y suis très favorable aujourd'hui, car cette mesure vise effectivement à augmenter le taux d'activité parce qu'elle est renforcée par 27 autres mesures. Le *jobs deal*, madame la députée, ce sont 28 mesures au total dans le champ fédéral, aux côtés d'autres mesures mises en place par les Régions, qui toutes sont concentrées sur ce que j'ai entendu de toutes parts tout au long de la journée, à juste titre, c'est-à-dire sur la façon d'encourager, de renforcer chacun dans ses compétences - réalité institutionnelle en Belgique - afin de davantage donner la chance d'une formation, d'un accompagnement qui va vers l'emploi.

C'est donc une stratégie totalement différente. Pour comprendre un peu votre vision économique et sociale modérée, rarement caricaturale, je suis étonné que nous ne voyiez pas ce grand ensemble, ces circonstances particulières qui nous amènent à activer cette réforme.

En novembre, nous aurons des propositions précises ainsi que des simulations du ministre. Je répète que la volonté est d'augmenter les premiers mois pour avoir ensuite une forme de dégressivité, et de voir, en même temps, dans le cadre d'enveloppes bien nettes, comment les partenaires sociaux émettront des avis au

gouvernement sur la manière de gérer la répartition entre les différents allocataires.

01.162 Catherine Fonck (cdH): Monsieur le premier ministre, merci pour cet échange. Permettez-moi quelques commentaires. Nous sommes évidemment d'accord sur la nécessité d'avancer en ce qui concerne les métiers en pénurie. J'espère que l'on pourra aussi se réunir sur le fait qu'il faut pouvoir encourager et renforcer la formation ainsi que la mise à l'emploi.

Mais à côté de toute une série de mesures positives en matière de métiers en pénurie, en même temps, sur le volet de la dégressivité des allocations de chômage, les marges sont étroites. A moins que vous n'arriviez rapidement en dessous du revenu d'intégration. Il suffit de regarder les chiffres, y compris en comparaison avec les pays européens ayant un système d'allocations limité dans le temps. Ils ne basculent pas comme chez nous dans la possibilité d'émarger éventuellement au CPAS, mais ils disposent d'autres allocations systématiques. Cela leur permet d'établir un niveau de revenus plus élevé que le niveau d'allocations de la troisième période de chômage chez nous.

Permettez-moi de faire une proposition. J'ai entendu dire qu'il y aurait une compensation de l'accélération de la diminution des allocations en cas de formation, notamment via la prime de formation, avec une défiscalisation.

Il y a tout le volet de la formation, en ce compris tout ce qui concerne la formation en alternance, les stages réalisés en entreprise, les emplois y compris dans des secteurs comme les ALE, par exemple; en résumé, tout ce qui démontre que des personnes au chômage font des efforts. Il me semble qu'il faut pouvoir soutenir et reconnaître ces efforts.

Je plaide pour que, dans ce système d'accélération de la dégressivité des allocations de chômage, tous les efforts réalisés par les demandeurs d'emploi et pas seulement en formation mais aussi en stage en entreprise et emplois type ALE soient reconnus et valorisés et qu'ils ne puissent être victimes d'un système qui continuerait à accélérer la dégressivité. D'autant plus et je terminerai par cela, sauf si vous désirez élargir ce débat, qu'il faut toujours se rappeler que le nombre d'emplois vacants pour les demandeurs d'emploi reste bien en deçà du nombre de demandeurs, me semble-t-il. Oui, il faut pouvoir mettre le focus sur les métiers en pénurie, mais ne généralisons pas en disant que cela permettra à tous les demandeurs d'emploi de trouver un travail demain ou après-demain.

En ce qui concerne la fiscalité sur le travail et le fameux *tax shift*, nous avons déjà eu l'occasion d'en débattre tout à l'heure, certaines mesures ont permis d'améliorer la compétitivité des entreprises. Cela représente un certain coût par rapport à l'emploi créé et il reste, je l'ai expliqué tantôt et je n'y reviendrai pas, l'enjeu de la facture renvoyée à la législature qui vient. Il ne s'agit pas d'un constat de l'opposition. Il s'agit d'un constat d'experts, y compris d'universitaires, par exemple.

En ce qui concerne les pensions, le MR, lui-même n'a pas tenu compte de son propre engagement. L'âge de la pension à 67 ans avait été abordé quelques mois à peine après que le MR et singulièrement M. Bacquellaine aient répété, en campagne électorale, qu'il ne serait pas touché à l'âge de la pension.

Dans le fond, l'âge de la pension n'est pas le plus important. Ce qui m'interpelle le plus, c'est que vous n'ayez pris aucune mesure pour assurer un maintien effectif à l'emploi des plus âgés. Ce qui est primordial n'est pas l'âge légal de la pension, mais le taux d'emploi total, dont celui des 55 à 65 ans, ainsi que la stratégie à déployer pour soutenir l'employabilité et pour tenter d'allonger la durée des carrières professionnelles, en s'assurant que cela soit faisable.

Comme le dit et le répète à raison Jean Hendrickx, on ne court pas un marathon à la vitesse d'un sprint. Sans des mesures fortes d'aménagement des fins de carrière, qu'il s'agisse d'aménagements de type qualitatif ou de type quantitatif, reculer l'âge légal de la pension n'aura guère d'effets. On le voit en partie aujourd'hui, puisqu'un certain nombre de personnes qui n'ont plus accès à la prépension sont renvoyées aujourd'hui vers l'invalidité. Il y a réellement un vase communicant avec l'invalidité, surtout dans cette tranche d'âge des 55 à 65 ans.

Le **président**: J'avais cru comprendre que chaque groupe s'exprimerait et que le ministre répondait, comme c'est l'habitude, mais nous pouvons entamer un dialogue permanent sur chaque sujet. C'est votre choix.

01.163 Charles Michel, premier ministre: Monsieur le président, merci de me permettre de respecter le

Règlement, dans le délai réglementaire qui m'est imparti. Je voudrais attirer brièvement l'attention sur un vrai sujet, qui est double à mes yeux. Il s'agit, d'une part, de l'aménagement des fins de carrière. Si l'on veut se diriger vers l'allongement moyen de la durée de la carrière, on doit peut-être envisager d'autres manières de travailler vers la fin de la carrière. Vous reconnaîtrez alors que le principe de la pension partielle qui a été approuvé par le gouvernement ce vendredi va dans le bon sens. Il permettra de donner plus de choix et plus de flexibilité, et donc de favoriser la possibilité, à l'avenir, de continuer à travailler de manière plus réduite tout en prenant sa pension à temps partiel.

D'autre part, je reviens à l'invalidité. Ce sujet, de mon point de vue, n'est pas de gauche ou de droite. C'est un sujet de société. Depuis de nombreuses années, on constate une explosion de l'invalidité qui est liée à la dépression et au burn out. C'est une forme nouvelle de difficultés, en lien notamment avec le travail. À cette fin, je forme le vœu que le travail mené par les partenaires sociaux dans le cadre de plus de 200 projets concrets présentés donne lieu à un changement radical d'approche dans les entreprises et au sein des administrations, pour tenter de prévenir ce phénomène. Nous devons appréhender ce phénomène mieux que nous ne le faisons aujourd'hui.

01.164 Catherine Fonck (cdH): Monsieur le premier ministre, sur l'invalidité: il y a effectivement du burn-out, mais allons voir aussi la réalité.. Cela veut dire qu'à côté de cela, il y a aussi des patients qui ont des maladies sévères, et pour lesquels la technique de remise à l'emploi que vous avez utilisée pose un certain nombre de questions. Je ne vais pas rouvrir ce débat ici.

En ce qui concerne la pension partielle, nous verrons les textes. Je ne sais pas exactement le mécanisme que vous avez prévu mais le tout est de savoir si cela correspond effectivement à des aménagements qualitatifs et quantitatifs suffisamment constructifs et positifs pour donner envie à ces personnes de rester au travail, pour qu'on puisse bénéficier de leur acquis et de leur expérience, notamment pour les transmettre aux plus jeunes, et pour éviter des sorties prématurées. Tant qu'on n'aura pas réglé la problématique du taux d'emploi des 55 à 65 ans, on peut danser la danse du ventre sur l'âge de la pension – qui, *in fine*, n'a pas d'importance –, c'est la durée de la carrière sur laquelle tous les éléments positifs peuvent être apportés qui fera avancer le dossier dans une bonne direction.

En la matière, je ne peux que déplorer que vous ayez vous-même choisi de faire l'inverse depuis le début de la législature. Vous avez supprimé les dispositifs qui existaient, maintenant vous parlez de la pension partielle. Il n'y a toujours rien de concret en ce qui concerne les métiers pénibles. On fera le bilan à la fin de la législature, monsieur le premier ministre.

Au sujet de la gestion des soins de santé, vous savez que je reste mesurée dans mes propos, mais permettez-moi de vous dire que j'ai été choquée par votre intervention d'hier. C'était une intervention ultra-libérale! La santé ne se réduit pas au secteur du médicament! La santé ne se réduit pas à la "Pharma Valley", comme vous l'appelez. Ce secteur, qui est extrêmement porteur, bénéficie déjà d'un régime hyper favorable au regard des économies majeures que vous avez imposées aux autres acteurs de la santé. Ce secteur n'est même pas en mesure aujourd'hui de respecter sa trajectoire, pourtant la seule qui est bétonnée en pluriannuel dans le budget des soins de santé. On le voit dans la confection du budget 2019, ce sont les autres acteurs de la santé, malgré les économies drastiques qui leur ont été imposées, qui vont compenser. Et dès lors, les patients aussi!

Faut-il rappeler qu'à côté de la "Pharma Valley" le secteur hospitalier est un secteur économique majeur. C'est le premier acteur économique privé dans toute une série de régions de la Belgique. Cela devrait vous parler en tant que libéral. Mince! C'est du non-marchand. Cela ne trouve guère grâce aux yeux de votre majorité!

Faut-il rappeler ici que la première ligne, qu'il s'agisse des médecins, infirmiers ou autres soignants, s'investit au quotidien pour assurer des soins de qualité à tous? Pas un seul mot hier, monsieur le premier ministre! Et, pourtant, faut-il vous rappeler qu'ils sont malmenés – allez voir sur le terrain; je sais qu'ils vous ont interpellé à plusieurs reprises – par une série de mesures qui ont été imposées, ajoutées les unes après les autres sans aucune stabilité, alors même que cette stabilité, vous l'avez permise au secteur pharmaceutique?

Faut-il vous dire que la ministre de la Santé les a terriblement peu concerté ou alors de manière très sélective, parfois très déséquilibrée? Faut-il dire ici que des réformes étaient et restent indispensables? Je ne remets absolument pas cette question en balance mais force est de constater que les économies

successives ont fait très mal et que la rupture de confiance parmi les acteurs de la santé est très importante.

Hier, vous avez quand même pointé l'une ou l'autre mesure, notamment le dépistage de la mucoviscidose mis en place par l'ensemble des gouvernements. Vous avez parlé du remboursement psychologique mais vous avez exclu les plus de 65 ans. Vous ne parlez jamais des mesures brutales et par ailleurs contre-productives, par exemple la mise à mal de la kiné chez les patientes souffrant de fibromyalgie, de nombreuses femmes qui, en sus, sont poussée vers l'arrêt du travail. C'est évidemment totalement contre-productif, même pour l'État. Vous ne parlez jamais du quotidien des médecins généralistes, en pénurie dans presque une commune sur deux du côté francophone. Vous ne parlez jamais des étudiants belges en médecine ou en dentisterie qui sont mis de côté, quand vous octroyez un numéro INAMI aux médecins et dentistes européens de manière systématique, quelle que soit la qualité de leur formation et de leur stage et quelle que soit leur connaissance – ou pas – d'une des langues de notre pays. Monsieur le premier ministre, j'ai moi-même déposé un texte pour fixer un quota aux médecins et dentistes étrangers qui arrivent chez nous avec un diplôme provenant d'une université étrangère.

Soit vous considérez que vous pouvez justifier d'un quota pour les Belges pour des questions de qualité des soins alors que, dans le même temps, vous laissez la porte ouverte à tous les étrangers européens. Là, comme par hasard, la justification et l'argumentation de la qualité de soins ne sont plus nécessaires. Venez, venez, vous pouvez tous entrer!

Savez-vous qu'il y a deux ans, il y avait plus de médecins européens ayant obtenu leur numéro INAMI que de francophones? Trouvez-vous cela normal? Trouvez-vous logique, alors qu'en plus, plusieurs autres pays européens sont effectivement intéressés à avancer en la matière, qu'ici en Belgique, tout le monde s'assied dessus et que tout le monde trouve cela normal? Cette discrimination à l'envers, cette discrimination à rebours de nos jeunes Belges est totalement inacceptable. L'espace européen, les réglementations européennes vous permettent d'intervenir en la matière. Je reste d'ailleurs à disposition pour faire avancer les propositions que j'ai déposées mais aussi pour trouver des solutions positives qui sont indispensables.

Vous ne parlez jamais de la surcharge de travail des infirmières dont le cadre est bien trop étroit, que ce soit à l'hôpital ou au domicile. Vous ne parlez jamais de certains patients gravement malades pour lesquels il y a eu des reculs sur les prises en charge de traitement. Je pense notamment aux enfants asthmatiques. Vous ne parlez jamais non plus des patients qui attendent désespérément des autorisations de remboursement qui sont pourtant déjà octroyées dans les pays qui nous entourent. Alors, forcément, quand on promet en début de législature une norme de croissance de 1,5 % et qu'on ne la respecte pas, les conséquences se font sentir.

Pourtant, tout n'est pas histoire de budget. Les maladies chroniques explosent. Les leviers qui sont connus et qui sont entre les mains du gouvernement fédéral pour diminuer ces maladies chroniques, notamment dans toute une série de secteurs de la prévention, vous les avez si peu activés! En la matière, je crois pouvoir dire ici que la ministre de la Santé est sous le lobby de secteurs économiques. C'est le cas en ce qui concerne le tabac. C'est le cas en ce qui concerne l'alcool. Vos décisions en la matière, alors qu'ils sont responsables d'un très grand nombre de maladies chroniques qui sont assez catastrophiques à vivre pour les patients et qui pèsent énormément dans le budget de l'État, ont été insignifiantes. Cinq ans de perdu! Cela coûtera cher aux patients et à l'État!

Nous avons eu l'occasion de discuter tout à l'heure de la politique énergétique. Je ne vais peut-être pas rouvrir...

01.165 Laurette Onkelinx (PS): (...)

01.166 Catherine Fonck (cdH): Merci, Laurette!

01.167 Charles Michel, premier ministre: Monsieur le président, je tiens à apporter une information à Mme Fonck, s'agissant des quotas visant les étudiants en médecine étrangers. J'ai demandé que cette piste soit explorée juridiquement pour voir s'il est possible de prendre en considération votre remarque.

01.168 Catherine Fonck (cdH): Monsieur le premier ministre, je vous remercie. Cela ne fait jamais que quatre ans que je me démène en ce domaine, quatre ans que je plaide ce dossier en commission de la Santé publique, quatre ans que je dépose des amendements introduisant mon texte – parce que l'on trouve des lois portant dispositions diverses à propos de toutes les questions de santé. Ces amendements ont été

rejetés par la majorité, mais je prends votre réponse comme une main tendue. C'est pourquoi je redis que je reste disponible, y compris avec les juristes spécialisés dans les questions européennes, afin de tenter d'avancer dans ce dossier.

On peut supprimer purement et simplement les quotas. En tout cas, on ne peut pas continuer à discriminer nos jeunes, alors même qu'on connaît les besoins en termes de santé et qu'on laisse la porte ouverte aux citoyens européens.

Le **président**: Madame Fonck, j'attire votre attention sur le fait qu'il vous reste sept minutes.

01.169 Catherine Fonck (cdH): Avec les interruptions, monsieur le président?

Le **président**: Avec les interruptions, que j'ai décomptées bien évidemment.

01.170 Catherine Fonck (cdH): Bien évidemment.

Le **président**: Je fais preuve d'une grande rigueur en la matière.

01.171 Catherine Fonck (cdH): J'en viens à la politique climatique et énergétique. Bien entendu, j'aurais souhaité évoquer longuement le rapport du GIEC. Je vais peut-être seulement citer – et ce sera plus efficace qu'un long discours – les associations environnementales qui, hier, vous appelaient, monsieur le premier ministre, à des transformations systématiques. Je les cite: "L'urgence climatique ne doit plus être seulement la priorité des discours de Charles Michel à l'ONU ou au Parlement, mais bien celle de chacun des actes de son gouvernement". Il y a évidemment beaucoup d'initiatives à prendre. Rien qu'en matière de mobilité, les enjeux sont préoccupants. Nous n'avons pas parlé ici du budget y afférent. Pourtant, votre choix du *cash for car* n'a pas débouché sur grand-chose; on peut même le qualifier de flop total. Nous avons soumis des propositions sur ce thème et sommes disposés à en discuter.

Quant aux investissements, monsieur le premier ministre, je riais hier en vous entendant évoquer la gare de Chaudfontaine. Tout cela est évidemment très sympathique, mais n'hésitez pas à nous accompagner lors de visites de gares pour découvrir le quotidien des navetteurs qui sont serrés comme des sardines! La gare de Chaudfontaine, c'est très bien, mais j'en connais plein d'autres qui se trouvent dans un état catastrophique et qui accueillent des lignes qui ont été abandonnées. À ce titre, je rappelle toujours les économies que vous avez imposées. Certes, à présent, en fin de législature, vous nous proposez des avancées, mais vous avez d'abord et avant tout imposé des économies drastiques qui mettent franchement à mal la politique de mobilité de la SNCB.

01.172 Charles Michel, premier ministre: Je rappelle plusieurs éléments pour indiquer qu'effectivement, comme je le disais hier, nous souhaitons augmenter l'offre de transport. Cela figure dans le plan 2017 de transport. Une croissance de plus de 5%. Deuxième point: le fait que l'on réouvre des gares de taille moyenne est un signal très important et très fort que j'ai voulu mettre en évidence en citant cet exemple-là. J'en ai cité d'autres également, tant au nord qu'au sud du pays.

Ensuite, reconnaissez que dans le dossier du RER qui était bloqué depuis de très nombreuses années, les travaux ont été relancés pour finaliser ce projet important. Reconnaissez aussi que le pacte pour les investissements qui est lancé met en évidence trois points-clé intrinsèquement liés: la transition énergétique et sa dimension du changement climatique, la mobilité et l'agenda digital. En effet, aussi bien pour la mobilité que pour la transition énergétique, l'intelligence artificielle et les progrès dans le digital ont certainement amené des progrès technologiques et scientifiques qui nous aideront dans ces trois défis au cours des prochaines années.

01.173 Catherine Fonck (cdH): Monsieur le premier ministre, sur le pacte d'investissement, je vais y revenir à la fin mais je voudrais aborder le point que vous mettez en évidence sur la mobilité. Vous avez parlé de six milliards d'euros. C'est exact? Pour l'investissement à la SNCB, je veux dire.

01.174 Charles Michel, premier ministre: C'est un montant pour relancer les investissements à la SNCB dans les prochaines années.

01.175 Catherine Fonck (cdH): OK, mais vous n'arrêtez pas de nous parler d'investissements importants à la SNCB. Six milliards ont été prévus. Je rappelle que ce montant a été qualifié d'insuffisant par Infrabel. Par

ailleurs, ce montant avait été prévu dans les différents plans d'investissement, donc en la matière, je voudrais éviter que l'on recycle des milliards déjà promis par le passé. À un moment donné, il faut une vraie nouveauté et pas du recyclage.

Je vous ai entendu vous engager sur le plan énergétique sur la sécurité d'approvisionnement. On verra avec l'Allemagne. On verra surtout quand il gèlera, car c'est à ce moment-là que ça va se passer. Vous vous êtes engagé à compenser la facture pour les ménages et les entreprises. Vous avez pris des engagements. Nous verrons. J'ose espérer qu'il n'y aura pas un enlisement juridique qui entraînera un report.

Vous avez également pris des engagements pour ce qui concerne le démantèlement. On a eu une discussion tout à l'heure à propos de l'article paru dans L'Echo. Je ne vais pas y revenir. Encore une fois, vous avez pris des engagements. Nous verrons ce qu'il en sera.

Voorzitter: Siegfried Bracke, voorzitter.

Président: Siegfried Bracke, président.

J'aurais voulu aborder ici une série d'autres sujets, notamment en matière de sécurité avec, aujourd'hui, les problèmes de manque de police au niveau du respect du cadre. Ainsi que les sujets de la Défense, nous verrons ce qu'il en est en ce qui concerne les F-16.

En matière de Justice également, j'aurais voulu vous dire combien, monsieur le premier ministre, pour ce qui concerne les victimes des attentats terroristes, nous ne comprenons pas pourquoi, aujourd'hui, des victimes attendent encore une indemnisation décente pour leurs dommages. Certes, vous allez me dire que les textes de loi sont aujourd'hui en commission de la Justice. Mais par ailleurs, vous le savez ou l'avez du moins entendu du côté des victimes, cela ne répond que de manière minimaliste à leurs besoins.

Je pense que c'est bien notre devoir, ici, au Parlement, de relayer les propos de ces victimes. Et je peux vous dire, après en avoir rencontré plusieurs, dont certaines sont restées hospitalisées extrêmement longuement, que les problématiques de remboursement, la manière dont l'État a fait défaut pour avancer certains remboursements, sont des faits particulièrement interpellants! Je trouve que l'État a manqué à son devoir de soutien par rapport à ces victimes.

Le **président**: Madame Fonck, puis-je vous demander de conclure?

01.176 Catherine Fonck (cdH): Monsieur le président, je vais en arriver à ma conclusion, qui est de deux types.

La première conclusion est que ce bilan ne plaide pas pour vous et nous vous refuserons donc notre confiance pour la quatrième fois. Mais je voulais quand même tenter ici d'ouvrir une perspective positive, monsieur le premier ministre. Celle du pacte d'investissement, qui nous paraît essentiel parce qu'il doit préparer l'avenir sur le moyen et le long terme.

Ce plan devra perdurer sur deux, voire trois législatures. À mes yeux, il doit pouvoir intégrer toutes les forces vives et toutes les forces politiques démocratiques. Nous voulons soutenir cette initiative pour qu'elle puisse réussir, mais c'est vrai qu'il y a des écueils.

La manière dont se sont fait les choses tout récemment pose, c'est vrai, un certain nombre de questions en matière de gestion de la communication sur la façon dont vous avez impliqué les groupes de travail, qui auraient pu être plus représentatifs. La manière, aussi, dont certains aspects semblent s'apparenter à du recyclage.

Je voudrais terminer mon intervention en lançant une forme d'appel. Aux partis de la majorité, d'abord, monsieur le premier ministre, pour que vous fassiez preuve d'une ouverture nécessaire sur le fond et sur la méthode, pour que ce pacte d'investissement puisse aboutir. Mais je voudrais aussi lancer un appel aux partis de l'opposition, pour qu'ils s'inscrivent dans le processus déjà initié. Pour l'améliorer, le compléter, et en l'assurant également de leur soutien au-delà des différences.

Hier, vous avez cité Mandela, qui disait: "Après avoir gravi une colline, tout ce que l'on découvre, c'est qu'il reste beaucoup d'autres collines à gravir." C'est une jolie citation, pleine de sagesse et de vérité. Mais je vous suggère de la compléter avec d'autres lectures de Mandela qui évoquent son humilité, sa capacité à

rassembler ou à se remettre en question.

J'ai une suggestion à propos du pacte d'investissement: adoptez une attitude ouverte; soyez à l'écoute des parties prenantes, y compris des francophones; changez d'avis si c'est nécessaire; faites le nécessaire pour intégrer toutes les forces vives et toutes les forces politiques démocratiques. Ce plan vise le moyen et le long terme. Il doit donc être conçu pour perdurer au-delà d'une, de deux voire de trois législatures. Cela implique un large consensus social et politique. Nous avons l'obligation collective de le réussir.

De **voorzitter**: Mevrouw Pas krijgt het woord.

Voor de fracties die niet in de Conferentie van voorzitters zitten, neem ik aan dat zij weten dat wij een spreektijd van 15 minuten hebben afgesproken.

01.177 Barbara Pas (VB): Mijnheer de voorzitter, collega's, toen de eerste minister het hier gisteren in zijn beleidsverklaring over burn-out als ziekte van deze tijd had, leek het mij alsof hij het over zijn eigen regering had. De fut, de pit, de dash, zoals dat blijkbaar wordt genoemd, is eruit, voor zover ze er ooit in heeft gezeten.

De huidige regering heeft zelf last van energietekort. De bevoegenheid van de eerste minister is ondertussen ook verdwenen. Zelfs het applaus was lauw gisteren. Het klapvee is hier nochtans getraind, om zichzelf steeds opnieuw moed in te klappen. Ik merk dat de meesten het vandaag ook al hebben opgegeven om de hele dag te blijven supporteren.

Mijnheer de eerste minister, ik vraag mij af of u er zelf nog in gelooft. Waarom deed u anders de heel opmerkelijke oproep, waarmee u uw regeringsverklaring afsloot, om zondag aan de verkiezingen deel te nemen? Ik meende even dat ik iets had gemist en dat hier ondertussen eindelijk de stemplicht was afgeschaft. Dat is echter niet het geval. Behalve Griekenland en Noord-Korea zijn wij nog altijd het enige land waar de stemplicht nog bestaat.

In een land zonder stemplicht is een dergelijke oproep om te gaan stemmen, wel normaal. Daar moeten de politici de mensen immers overtuigen om voor een goed project naar de stembus te gaan. Hier is het dus al zover gekomen dat u mensen met stemplicht moet proberen te overtuigen om naar het kieshokje te gaan.

Ik begrijp waarom. De vreugdekreten die u gisteren wereldkundig maakte, staan immers in schril contrast met de staalharde feiten. Merkel heeft ons al ferm geholpen met de asielstroom. Nu rekent u op haar hulp om de kans op stroomtekorten te verkleinen. Uiteraard hangt daar een prijskaartje aan vast. U weet ook dat Electrabel een en ander aan de consument zal doorrekenen, mochten uw rechtsmiddelen al slagen.

Ik hoor hier vanmorgen de heren Verherstraeten en De Roover beweren dat dat niet aan de consument mag worden doorgerekend. De heer De Roover is ondertussen ook al gaan lopen, maar hij deed het op zijn typische manier, met humor maar vooral met veel overdrijven, om anderen te kleineren.

Hij verklaarde het met veel show, maar hoe geloofwaardig zijn zijn woorden? De huidige regering heeft op amper één regeerperiode immers de energiefactuur met 300 euro doen stijgen. De burger weet dat hij als toemaatje de gepeperde rekening van Marghems wanbeleid doorgeschoven zal krijgen. Het staat in de sterren geschreven dat behalve de facturen ook de energiearmoede, die vandaag één op vijf gezinnen treft, nieuwe hoogtes zal bereiken.

Ik had op zijn minst een concreet engagement verwacht dat u de meerkosten van dit wanbeleid zou compenseren door minder belastingen te heffen op elektriciteit, want vandaag is maar liefst 38 % van die elektriciteitsfactuur belastingen.

Ik heb hier veel de loftrumpet horen steken over jobcreatie en koopkracht. Eerlijkheidshalve had u erbij moeten vermelden, mijnheer de premier, dat België op het vlak van economische groei en jobcreatie onderaan de Europese staart bengelt. Volgens Eurostat staat België op plaats 26 inzake jobcreatie en de ambitie van de regering-Michel om tegen het einde van de legislatuur quasi volledige tewerkstelling te realiseren, is ook uitgedraaid op een sisser. Alleen Griekenland, Spanje en Italië doen nog slechter.

Nergens is de belastingdruk zo hoog als in dit land: 53,7 % voor een alleenstaande en 46,2 % voor tweeverdieners met twee kinderen. In ruil voor die hoge belastingen garandeert deze regering de laagste

pensioenen. Het gemiddeld pensioen van mensen die hier een leven lang hebben gewerkt, bedraagt 1 200 euro. Dat is niet alleen minder dan het bedrag dat wordt uitgegeven aan een asielzoeker die nog geen cent aan het sociaal systeem heeft bijgedragen, het is ook veel te weinig om op latere leeftijd de rusthuisfactuur van 1 600 euro te kunnen betalen.

Ook voor het zelfgekozen hoofdvak Begroting, waarvoor N-VA het communautaire in de vuilbak kieperde, is het resultaat wel heel erg pover. De beloofde kracht van verandering was dat die budgettaire cijfers op orde zouden komen. Het begrotingsevenwicht zou er eerst komen in 2018. Dit werd later uitgesteld naar 2019. Nadien werd het doodleuk nogmaals uitgesteld naar 2020 en dus over de verkiezingen getild.

Door het steeds verder uitstellen van dat begrotingsevenwicht en door de torenhoge staatsschuld doet deze regering exact wat zij de vorige verweet, het doorschuiven van schulden naar volgende generaties. De grote verwezenlijking is blijkbaar om het in een regering zonder de PS net zo slecht te doen als in een regering met de PS.

De premier verzekert dat de regering zal afkloppen op het kleinste tekort van de jongste 10 jaar. Als proefproject voor uw factcheck zou dit misschien geen slecht onderwerp zijn. U rekent op een tekort van 0,6 %, maar de voorzitter van de commissie voor de Financiën heeft vandaag in de pers verklaard dat die cijfers niet kloppen. Het tekort zal volgens hem 1,8 % bedragen. Ook de Nationale Bank voorspelt een veel groter tekort.

Ik heb de heer De Roover de pluimen, alle cijfers die meevallen door deze maatregelen, op de hoed van deze regering horen steken, maar de heren Verherstraeten en Dewael waren eerlijker. Zij hebben niet ontkend dat de gunstige economische omstandigheden, de betere conjunctuur in heel Europa en de historisch lage rente veel belangrijker waren dan de kracht van de maatregelen van deze regering. Als je dat niet ziet, ben je blind of van kwade wil of meestal is het een combinatie van beide.

In deze gunstige conjunctuurjaren had het gat in de begroting weg moeten zijn, had de staatsschuld kleiner moeten zijn. In plaats van triomfberichten waren nederige excuses dus gepaster geweest.

De verhoging van de roerende voorheffing, de stijging naar 35 % van de accijnzen op diesel die de gemiddelde dieselryder 448 euro extra per jaar kosten, de stijging van de elektriciteitsfactuur, noem maar op. Het was allemaal niet nodig geweest in zulke externe gunstige omstandigheden.

Fiscaal advocaat Anton Van Zantbeek formuleerde het in *De Tijd* als volgt: "België doet het slecht voor economische groei en krijgt zijn begroting niet op orde, maar deze regering belast wel iedereen plat, net zoals de vorige regering. Centrum links of centrum rechts, het maakt blijkbaar niets uit".

Nog een citaat: "Als je naar groei en jobcreatie kijkt sinds de start van de regering-Michel staat België respectievelijk op de 26^{ste} en 23^{ste} plaats van 30 Europese landen. Ook voor de komende jaren voorspellen internationale instellingen de op een na laagste groei in Europa. De afgelopen 30 jaar hebben we nog nooit zo laag gestaan op de internationale groeiladder. Volgens De Wever komt dit omdat we in de crisis goed stand hebben gehouden en omdat andere landen die dieper waren weggezakt het nu beter doen. Een merkwaardige analyse, want ook alle landen die het tijdens de crisis beter deden dan wij presteren nu beter. Zo hielden Duitsland en Oostenrijk goed stand tijdens de crisis en zij doen het nu duidelijk beter dan wij". Dit zijn de woorden van econoom Gert Peersman van de Universiteit van Gent.

Het masterplan is een disasterplan gebleken, mijnheer de eerste minister. Inderdaad, de belastingen op arbeid zijn verlaagd met een belastingverschuiving in een taxshift die niet eens is gefinancierd. U zegt dan stoer in uw regeringsverklaring: "*show me the money*". Wel, ik zal het u tonen. Miljardentransfers van Vlaanderen naar Wallonië, *here is the money*. Miljarden euros afdrachten van België naar de Europese Unie, *here is the money*.

Gemiddeld 188 miljoen euro per jaar alleen al wordt besteed aan de leeflonen voor asielzoekers, *here is the money*. Dat is een stijging van 135 % in vijf jaar, meer dan een vijfde van het totale Belgische leefloonbudget. De kostprijs van een asielzoeker loopt op tot 2 250 euro per asielzoeker per maand. *Here is the money*. Ik zou zo nog een tijdje kunnen voortgaan, maar ondertussen is voor iedereen wel duidelijk dat die grote verandering er sociaal-economisch niet gekomen is. Daar hoeft men geen econoom voor te zijn. Er was alleen ontgoocheling, teleurstelling.

Jammer genoeg beperken die ontgoochelingen zich niet tot het sociaal-economisch beleid. Ook het zelfvolprezen migratiebeleid is er een van holle woorden. De globale immigratiedruk is niet verminderd. Integendeel, die is nog toegenomen. Vorig jaar steeg het aantal nieuwe immigranten tot net geen 140 000, het op een na hoogste aantal sinds het begin van de tellingen.

De gezinshereniging blijft onverminderd het belangrijkste immigratiekanaal. Vorig jaar ging het om maar liefst 52 066 personen. Aangezien de regering heeft nagelaten om de gezinshereniging voor asielzoekers te verstrengen, zal die stijging ook blijven doorzetten.

Het terugkeerbeleid faalt over de hele lijn. De Europese Commissie berekende de Belgische *return rate* vorig jaar op amper 16,3 %, een cijfer dat goed is voor een plaats achteraan in het Europese peloton. Er is nog altijd een schrijnend gebrek aan capaciteit in de gesloten terugkeercentra. Het aantal aankondigingen over de creatie van plaatsen in terugkeercentra begint het aantal reële plaatsen te overstijgen. De afgelopen vier jaar kwamen er nog geen 200 extra plaatsen bij, een cijfer dat trouwens in het niets zinkt vergeleken met de 20 000 extra opvangplaatsen die er tijdens de volle asielcrisis in nauwelijks enkele maanden bijkwamen.

Terwijl het aantal asielaanvragen in Europa daalt, vorig jaar met 44 %, gaat dat cijfer in dit land omhoog, in de eerste negen maanden van dit jaar met maar liefst 20 %. België blijkt in toenemende mate een aantrekkelijke bestemming. Het blijft de weg van de minste weerstand. Een en ander hoeft niet te verbazen, aangezien de verstrakking van het Belgische asiel- en migratiebeleid, in tegenstelling tot in verschillende andere landen in Europa, tot heden is blijven steken in sussende praatjes, vrijblijvende aankondigingen en halfslachtige maatregelen.

Als Francken beweert dat hij vooruitgang heeft geboekt, collega's, dan heeft hij het over een gevoel van vooruitgang, dat in de perceptie en op Twitter is gecreëerd. Eigenlijk is dat hetzelfde gevoel van wie in een stilstaande trein zit, terwijl ernaast een andere trein rijdt. De cijfers bewijzen alleszins een achteruitgang. Ook wat het immigratie- en asielbeleid betreft, is er dus geen verandering, maar wel ontgoocheling en teleurstelling.

Dus ook wat het immigratie- en asielbeleid betreft: geen verandering, wel ontgoocheling en teleurstelling.

Veiligheid behoort niet tot de vijf prioriteiten van de regering voor de komende zeven maanden. Het omgekeerde zou verbazen, gelet op het lakse justitiebeleid dat de voorbije vier jaren door de regering gevoerd werd, waarbij criminelen nog altijd sneller uit de gevangenis komen dan dat ze erin geraken. De nadruk ligt op besparingen en op het ontvolken van gevangenissen. Het strafuitvoeringsbeleid is een strafwijtscheldingsbeleid geworden, vol penitentiaire verloven en lachwekkende enkelbandjes.

Dat beleid van straffeloosheid werd gisteren alweer pijnlijk geïllustreerd. Een man die 18 keer veroordeeld werd voor rijden zonder rijbewijs, 5 keer voor rijden ondanks rijverbod, die tegen 85 kilometer per uur in de bebouwde kom een meisje van 12 jaar doodreed en daarvoor werd veroordeeld tot 5 jaar effectieve gevangenisstraf, kwam tussendoor al eens vrij omdat hij loog over een ernstige ziekte en kwam afgelopen week na minder dan 2 jaar van die 5 jaar effectief vrij met een enkelband. Hij is helaas geen alleenstaand geval. Ook wat het justitiebeleid betreft, is er dus geen verandering, maar wel ontgoocheling en teleurstelling.

Collega's, belangrijk is wat de eerste minister allemaal niet heeft gezegd in zijn beleidsverklaring. Heikele dossiers worden doodgezwegen, daarvan mogen wij dus zeker niets meer verwachten. Er wordt niet meer gesproken over ARCO, de vliegrouetes boven Zaventem, het nieuwe migratiewetboek, dat staatssecretaris Francken ons beloofd, het wetsontwerp over woonstbetredingen bij illegalen. Al die onderwerpen gaan de stilaan overvolle koelkast in.

Ook over de communautaire problematiek staat uiteraard geen woord in de beleidsverklaring. Niemand verwacht dat nog. De jongste vermelding was één zinnetje in de beleidsverklaring van 2015, toen de eerste minister op dreigende toon verklaarde dat de federale loyaliteit moest worden gehonoreerd. De communautaire omerta wordt vandaag en reeds jarenlang door de N-VA met verbazend gemak zo scrupuleus toegepast dat een herinnering daaraan in de beleidsverklaring reeds lang niet meer nodig is.

Minder dan twee weken geleden werd hier in het halfrond een motie van aanbeveling van mij door u allen, inzonderheid u, collega's van N-VA, weggestemd. In die motie vroeg ik minister Jambon om de taalwetgeving te laten toepassen in de Brusselse plaatselijke diensten. De toestand verslechtert daar jaar na

jaar. Het aandeel benoemingen, aanstellingen en bevorderingen in de Brusselse OCMW's waarbij de taalwet in bestuurszaken met voeten wordt getreden, bedroeg vorig jaar maar liefst 94 %. Aan dat tempo zitten wij volgende jaar helemaal op de bodem.

Wat moet er eigenlijk nog meer gebeuren voor de verantwoordelijke minister van Binnenlandse Zaken als bevoegde overheid voor de taalwetgeving in Brussel ingrijpt om aan die jarenlang durende schande een einde te maken? Wat houdt hem tegen een bestaande wet van openbare orde gewoon te doen toepassen? Wat houdt hem tegen de toezichtsbevoegdheid aan de incivieke Brusselse regering te onttrekken en ze toe te vertrouwen aan een instantie die wel het werk doet dat zij in een democratische rechtsstaat moet doen?

Ik ondervraag Jan Jambon er elk jaar opnieuw over, maar hij blijft al vier jaar zo passief als een konijn voor een lichtbak. Het is blijkbaar nog niet erg genoeg dat zijn zogenaamd Vlaams-nationalistische partij taaltoestanden laat verergeren en zelfs rotten, de regering bewerkstelligt in haar wetgeving zelf de achteruitgang op taalgebied. Dat hebben wij het voorbije parlementaire jaar kunnen zien aan de complete uitholling van de taalwetgeving in gerechtszaken. Van ontgoocheling en teleurstelling gesproken!

Slechts in twee omstandigheden duikt er bij de N-VA nog eens een communautair vlagje op: ofwel ver weg in het buitenland, als het gaat over Catalanen, Basken of Schotten; ofwel als het gaat over iets lang geleden, bij een herdenking van Leuven Vlaams. Vandaag, in eigen land, durven zij het woord onafhankelijkheid alvast niet meer in de mond te nemen.

Theo Francken zei vorige week in de Franstalige pers dat een onafhankelijk Vlaanderen niet realistisch is. Hij is daarmee totaal van mening veranderd tegenover vier jaar geleden. Maar dat is allicht de kracht van verandering. Ook voor Ben Weyts, die dit al rapper heeft gezegd, mag confederalisme een eindstation zijn. Daarmee trekken beide heren dapper ten strijde tegen artikel 1 van de eigen partijstatuten. Ik dank Francken en Weyts alleszins voor dat bochtenwerk, omdat het nu voor iedereen duidelijk is dat er maar één onafhankelijkheidspartij is in Vlaanderen.

Collega's, ik kom tot mijn conclusie. België is een tweestromenland. De enige stromen waar wij in dit land zeker van zijn, zijn de geldstroom van Vlaanderen naar Wallonië en de immigratiestroom. Wij maken ons geen illusies: voor die stromen heeft de regering geen afschakelplan.

De eerste minister had gisteren in zijn regeringsverklaring alleszins over één zaak gelijk, namelijk dat men al te vaak in de val van *fake news* trapt. Mijnheer de eerste minister, als wij dan op uw advies de sociaal-economische resultaten en de cijfers inzake asiel en migratie checken, zien wij dat het resultaat heel duidelijk is: u hebt het uitbrengen van *fake news* zelf al vier jaar tot hoofdtaak verheven.

Het goednieuwsplaatje dat deze regering ophangt, strookt totaal niet met de cijfers, strookt niet met de werkelijkheid. Vlaams Belang zal deze regering van de ontgoocheling dan ook zeker het vertrouwen niet geven.

De **voorzitter**: Dank u wel, mevrouw Pas.

Mevrouw Wouters heeft het woord.

01.178 Veerle Wouters (Vuye&Wouters): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de premier die blijkbaar verdwenen is, beste ministers - de rest van de regering is er wel - ik was wat verwonderd. Ik had in mijn agenda genoteerd dat ik hier morgen zou staan en dat ik vanmiddag had kunnen luisteren naar de State of the Union, de regeringsverklaring. Dat was zo gepland en zo staat het ook in het Reglement en de Grondwet. Dus gingen we daar van uit, maar nee, plots was het een dagje vroeger. We mochten een dag vroeger de regeringsverklaring, de State of the Union, hier aanhoren. Het was de laatste regeringsverklaring van premier Michel deze legislatuur. Tegelijkertijd is dit dan ook mijn laatste reactie op de laatste regeringsverklaring van deze legislatuur. Hoe het er een volgende keer uit zal zien, weten wij ook niet, dat hangt af van de kiezer.

Een dag vroeger, dat is nog nooit eerder gebeurd. Later wel. Dat is volgens de Grondwet en de geldende wetten niet echt een probleem, maar vroeger, dat is een ander verhaal. Later, dat is al eens eerder gebeurd. Dat gebeurde eenmaal onder de heer Di Rupo en ook onder de heer Michel. Als men niet tot een akkoord komt, kan men het uitstellen. Een dag vroeger was echter nog niet gebeurd. De reden waarom wij hier een dag vroeger staan, is omdat onze premier aanwezig moet zijn op de Top van de Francophonie in Armenië op

donderdag. Dat zou net het moment zijn waarop wij hier stemmen over de motie van vertrouwen in deze regering. Het volledige Parlement moet zijn agenda dan maar aanpassen.

Ik heb gisteren goed geluisterd naar die toespraak, naar die regeringsverklaring. Eigenlijk kan ik, om erop te reageren, mijn tekst van vorig jaar of het jaar daarvoor naar boven halen, want er was niet zo heel veel nieuws onder de zon.

De premier kondigde aan dat de regering nog zeven maanden voortgaat. Eerlijk gezegd, ik heb altijd gedacht dat deze regering het bijltje er eerder bij zou neerleggen, dus proficiat voor die zeven maanden.

In die komende maanden zijn er nog vijf prioriteiten. Dat was zowat de slotzin van de toespraak. Is vijf prioriteiten veel of weinig? In ieder geval, wij hadden er veel van verwacht. Bij de aanvang van deze regering werd er ook heel veel verwacht, want het was de eerste keer dat een regering gedurende vijf jaar de tijd had om de dingen te veranderen. We gaan nu dat vijfde jaar in. Dat vijfde jaar zou dan toch eigenlijk een bonusjaar moeten zijn? Ik heb eerder schrik dat het een malusjaar zal worden.

De premier haalde de volgende vijf prioriteiten aan die de regering nog zal bekijken: de jobsdeal met het investeringspact, de energiestrategie, investeringen in Defensie, het beheer inzake migratie en de toekomst van onze pensioenen. Vreemd, want ooit waren er nog heel wat andere prioriteiten. Mogelijk verschijnen die niet meer op het lijstje omdat die na vier jaar regeren opgelost of in orde zijn. Dat is echter niet het geval: enkele prioriteiten zijn gewoonweg van dat lijstje verdwenen, hoewel er vandaag nog altijd geen oplossing voor is.

Zo is het ARCO-dossier plots geen prioriteit meer in de komende zeven maanden. Het ARCO-dossier kan althans niet onder een van de vijf genoemde categorieën ingedeeld worden. Ik weet wel dat er daarnet nog gezegd werd dat het een win-winsituatie wordt, dus het komt misschien wel nog. In ieder geval, ooit werd beloofd dat het in orde zou komen vóór de gemeenteraadsverkiezingen. Jammer genoeg voor CD&V is dat niet gelukt, want tegen zondag zal het niet meer lukken. De vraag rijst of het wel nog zal lukken tegen de verkiezingen van mei 2019, want dat is ook niet meer zover.

Ik zie ook aankondigingen in het kader van de RER maar ook rond verbindingen met de luchthaven van Charleroi. Wij horen allerlei investeringsprojecten, maar plots is Zaventem van de kaart verdwenen. Over Zaventem en haar vluchtroutes wordt ook niet meer gesproken.

Hetzelfde verhaal geldt voor het migratiewetboek. De procedures zouden worden aangepast. Er staat in de verklaring nog beheer van de migratie als een van de prioriteiten. Of daaronder echter een wijziging van de procedures of het migratiewetboek valt, hebben wij niet teruggevonden.

Er was ook nog de allergrootste prioriteit waarmee wij hier vier jaar geleden van start zijn gegaan, met name het begrotingsevenwicht.

Het begrotingsevenwicht is keer op keer verschoven. Wat zien wij? Wij zullen het ook niet redden met de grootste prioriteit, waarvoor alles moest opschuiven. Sociaal-economisch zou worden geregeerd. De begroting zou helemaal in orde komen. Een evenwicht zouden wij bereiken in 2017 of 2018. Ik weet niet waar wij gaan landen, maar het wordt telkens uitgesteld.

Ook van de schuld moeten wij niet vrolijk worden. Er zou kunnen worden gesteld dat wij bijna aan 100 % zitten en dat wij mits een paar technische trucjes misschien wel beneden 100 % zullen uitkomen. Die discussie zal ik niet voeren. Ik weet echter niet of wij zo happy moeten zijn dat wij bij de groep van 100 % horen. Ik meende dat het streefdoel 60 % was. Ook van dat percentage zijn wij ver verwijderd.

Nochtans was het mogelijk geweest heel wat van de schuld naar beneden te krijgen. De rente is immers nooit zo laag geweest. De daling van de rente en de middelen die daardoor vrijkwamen, hadden perfect daarvoor kunnen worden gebruikt. Zij zijn daar echter niet voor gebruikt. Zij zijn nu gebruikt om het begrotingstekort te verkleinen. Ik hoor de eerste minister verkondigen dat het begrotingstekort op het hele regeringstraject drie keer kleiner is geworden. Wij gaan van -2,2 % naar -1,6 %.

Wij zullen hier niet opnieuw alle cijfertjes en alle rapporten bovenhalen. Het blijft immers één grote discussie. Ik ken echter iemand die de voorbije jaren in zijn voorspellingen toch vaak gelijk had, namelijk de voorzitter van de commissie voor de Financiën.

U verkondigde vandaag, mijnheer Van Rompuy, dat de eerste factcheck mag worden uitgevoerd op de verklaringen van de eerste minister, over de 0,6 %. Ik ben benieuwd. U hebt vaker gelijk gehad. De volgende weken en maanden zal de begroting worden besproken en zullen de cijfers wel steeds duidelijker worden, maar het blijft natuurlijk een gemiste kans.

Ik moet wel toegeven dat de regering subliem is geslaagd in één grote prioriteit die zij had gesteld — er moet er toch één zijn —, met name communautaire stilstand. Op het vlak van communautaire stilstand is men super geslaagd. Wij spreken al bijna niet meer van een stilstand, maar van een achteruitgang. Dat zou zorgen voor sociaal-economische vooruitgang, voor een begroting in evenwicht, enzovoort. De werkelijkheid is heel wat minder. Kijk maar naar het dossier van de RIZIV-nummers. Ik zal niet alles herhalen wat mevrouw Pas al heeft gezegd, maar ik denk ook aan de taalwetgeving in Brussel en aan de taalwet in gerechtszaken. Een aantal collega's kan ons erin bijtreden dat, gelet op dit alles, er geen communautaire stilstand is geweest, maar een communautaire achteruitgang.

Laten wij nu de vijf prioriteiten en de jobs eens bekijken. Ik geef toe, mijnheer de eerste minister, dat er meer jobs zijn bijgekomen, dat er meer groei is, dat de werkloosheid is gedaald. Ik zie de cijfers, en zij kloppen, maar wij moeten België ook eens vergelijken met andere Europese landen. Op die lijstjes doen wij het toch niet zoveel beter. Wij prijken daar ergens achteraan. Ik weet niet of wij daar zo fier op mogen zijn. Als ik naar de andere landen kijk die de crisis ook goed hebben doorstaan en ik vergelijk ze met ons land, dan doen zij het opmerkelijk beter. Ik kan dus alleen maar concluderen dat wat nu gebeurt, de jobgroei, de economische groei en de daling van de werkloosheid, absoluut niet alleen te danken is aan uw beleid. Het is gewoon een algemene trend die zich ook in de andere landen heeft voorgedaan. Vergeleken met een aantal kernlanden waarmee wij ons moeten vergelijken, doet België het slechter.

Uw tweede prioriteit, een heel belangrijke, is de energiestrategie. Het is toch gewoon van de pot gerukt te denken dat we volgende maand misschien plots zonder stroom kunnen vallen? Wij zijn toch geen achtergesteld land? Wij zijn een beschaafd en welvarend land. Er zijn voldoende technici en technuten en dan zou dit land zonder stroom vallen? Daar kunt u toch niet fier op zijn? De situatie heeft namelijk wel met het beleid te maken.

U beweert het wel te zullen oplossen en ervoor te zullen zorgen dat wij niet zonder stroom vallen. U hebt namelijk de telefoon genomen en naar tante Angela Merkel gebeld. Zij zal u helpen. *Wir schaffen dass*. Wij zullen zien of wij het zullen *schaffen*. De vraag is nog maar of zij dat gratis zal doen. Hoe dan ook, laten wij met z'n allen hopen dat wij niet in die situatie belanden, want ik denk dat de mensen zich niet realiseren wat er op hen zou afkomen, mocht het zover komen.

De regering had nog een andere opmerking. Zij zal eens spreken met ENGIE Electrabel, want het kan niet zijn dat de belastingbetaler ervoor moet opdraaien wanneer straks de kosten stijgen en de rekening betaald moet worden. Dat is heel gemakkelijk gezegd. *Words, words, words*. Hoe zult u het doen? Hoe zal het concreet gebeuren? ENGIE heeft ook overeenkomsten en verbintenissen. Een bedrijf mag om te beginnen al niet met verlies verkopen. Het is heel simpel te zeggen dat u ervoor zult zorgen dat ENGIE Electrabel die factuur zal betalen, maar ik ben daar helemaal niet zo zeker van.

Nu ik het over energie en elektriciteit heb, vraag ik mij nog iets af. We zitten nu al bijna in de penarie en we zouden dan nog volop moeten overschakelen naar elektrische auto's. U bent er zich toch van bewust dat wij al helemaal een probleem hebben als wij die vieze dieselauto's, waarvan het gebruik peperduur is geworden, nu allemaal zouden vervangen en overschakelen naar elektrische auto's? Dan zouden wij al helemaal niet meer rijden. Misschien is dat wel heel goed voor het milieu, maar dan raakt niemand nog ergens.

Hetzelfde probleem geldt inzake de bouw van nieuwe huizen. Men moet zeer goed isoleren, maar dan is er wel een zeer goed ventilatiesysteem nodig en dat draait op elektriciteit. Als wij niet goed opletten geraken onze huizen dus niet geventileerd. Er worden ook liefst geen fossiele brandstoffen meer gebruikt en dus moet er met warmtepompen worden gewerkt. Toevallig is ook daarvoor elektriciteit nodig. Men moet dus heel goed nadenken alvorens te beweren dat men de huidige capaciteit gaat vervangen. Met bepaalde beleidsmaatregelen dreigen wij ons immers helemaal vast te rijden, zonder elektriciteit.

Dan zijn er ook nog de zonnepanelen, maar die werken vaak ook niet als er geen elektriciteit is. Niemand weet bovendien wat er zal gebeuren met de zonnepanelen op het einde van hun levenscyclus. Op dit

ogenblik functioneren ze nog allemaal, maar wat gaat men ermee doen als zij binnen een aantal jaren moeten worden gerecycleerd?

Laten wij op het vlak van het energiebeleid dus alstublieft geen eenzijdige maatregelen nemen.

Ik kom tot het dossier-Defensie. Mijnheer de premier, of het nu al dan niet de F-35 wordt, ik meende dat u dit dossier naar u toe had getrokken. Normaal moest de beslissing vóór de gemeenteraadsverkiezingen worden bekendgemaakt, maar ze wordt uitgesteld. Ik ben er ook vast van overtuigd dat wij het niet zullen weten vóór president Macron op bezoek is geweest. Wij zullen dus nog even op de beslissing moeten wachten. De vraag is dan ook in welke mate het Parlement in dit dossier wordt uitgesloten of betrokken.

De **voorzitter**: Mag ik u vragen om af te ronden?

01.179 **Veerle Wouters** (Vuye&Wouters): Ja, mijnheer de voorzitter.

Ik kom tot het vierde dossier, het migratieprobleem. Het terugkeerbeleid moet effectiever zijn, zei u zelf. Ik kan dat alleen maar beamen. U wilt niet dat ons land een doorreisroute wordt naar Groot-Brittannië. Het spijt mij, maar ons land wordt dat niet want dat is het al.

Mensen die weigeren asiel aan te vragen, verblijven illegaal op ons grondgebied. Ik meen dat ter zake de nodige wetten al bestaan, maar die moeten dan wel worden toegepast en tevens moeten de bestaande procedures worden aangepast. Dat was de bedoeling, maar ook daar zien wij niets van terug in het huidige beleid.

Ook dat was de bedoeling, maar daarvan zien we niets terug in het huidige beleid.

Mijnheer de eerste minister, ik vond het mooi dat u de jongeren opriep om doordacht te stemmen en zich goed te informeren. Volgens cijfers gelooft een op vier 18- tot 23-jarigen vandaag niet meer in de democratie als de beste bestuursvorm. Wat kunnen wij daaruit besluiten? Hoe komt het dat een op vier niet meer in de democratie gelooft? Ik denk dat wij daar zelf schuldig aan zijn. Het beleid is schuldig, als wij nooit problemen oplossen en met de vinger naar anderen wijzen of argumenteren dat wij daar geen vat op hebben, omdat het bijvoorbeeld dossiers van de EU betreft of omdat vluchtelingen nu eenmaal vluchten.

Als de politici hun verantwoordelijkheid blijven afwentelen en geen oplossingen bieden, dan zal bij de jongeren het geloof in de democratie alleen nog verder afnemen. Dat moeten wij hier allemaal samen voorkomen. Mijnheer de eerste minister, u hebt zeven maanden. Gebruik ze goed. Zorg ervoor dat veel van uw dossiers nog worden aangepakt en het geloof in de democratie wordt hersteld.

01.180 **Raoul Hedebouw** (PTB-GO!): Monsieur le premier ministre, hier, vous avez cité le camarade Madiba (camarade Nelson Mandela) - dirigeant du Front populaire sud-africain avec l'ANC - qui, avec le syndicat de la COSATU, syndicat de classe, et le parti communiste sud-africain, a remporté la victoire contre l'Apartheid. Ce genre de référence me touche et c'est la raison pour laquelle je commencerai ce discours par une phrase du camarade Madiba qui me touche tout autant et qui exprime sa vision de la société: "On ne devrait pas juger une nation sur la façon dont elle traite ses citoyens les plus riches, mais sur son attitude envers ses citoyens les plus pauvres." Voilà ce que nous disait Nelson Mandela et je crois que cette citation prend aujourd'hui tout son sens. Je pense que la politique que vous menez et que vous continuez à mener n'aide pas les plus pauvres. Justement, elle aide les plus riches.

C'est un grand problème car ces dernières semaines et ces derniers mois - j'ignore si ce genre d'histoire vous parvient aux oreilles -, la souffrance est grande et cela dans quantité de secteurs différents de la société. Les secteurs que l'on connaît, c'est-à-dire l'ensemble de ces jeunes qui se retrouvent soit au CPAS, soit au chômage avec des périodes dont les durées sont de plus en plus longues pour finir par être exclus du travail; mais aussi, et je trouve que cela augmente énormément, pour des citoyens qui ont du travail et qui expriment le fait qu'ils n'en peuvent plus. Ce sera ma critique fondamentale pour ce qui concerne votre politique aujourd'hui, c'est que vous êtes en train de fermer toutes les barrières possibles pour que les gens puissent quitter ce secteur du travail de manière posée, pour pouvoir souffler et s'occuper de leurs petits-enfants, laisser la place aux plus jeunes.

Vous avez bloqué au niveau des pensions et des pensions anticipées. Vous avez fait la chasse aux malades et l'on voit qu'une partie de la population souffre de plus en plus de cette politique que vous menez.

Abordons d'abord la question de la pauvreté, déjà évoquée tout à l'heure au moment des échanges. J'ai repris ici le tableau de StatBel qui est assez clair. J'ai entendu mon collègue De Roover nous dire qu'il y avait une diminution du risque de pauvreté. J'ai en ma possession les tableaux du risque de pauvreté monétaire de StatBel qui sont assez clairs et qui montrent une augmentation entre 2012 et 2017 de 15,3 à 15,9 %. Il y a donc une augmentation de la pauvreté monétaire en Belgique. C'est très lourd.

Als het gaat over kinderarmoede, dan zijn de cijfers nog slechter. In 2014 leefde 11,4 % van de kinderen in armoede terwijl dat vandaag 13,8 % is.

Vous avez dit: "Le patronat m'a demandé 12,9 milliards, et je lui ai donné 12,9 milliards". *Show me the money, I give you the money*. Il suffit de demander. Nous nous étions dit que si le peuple venait demander 700 millions pour la TVA, *show me the money*, mais là vous ne répondez pas *I give you the money*. On ne comprend pas très bien pourquoi vous accédez à la demande du patronat mais pas à celle des travailleurs.

C'est donc un cadeau de 12,9 milliards, et je reviendrai plus tard sur l'efficacité économique. Avec le bureau d'études du PTB, nous avons fait une étude sur l'évolution de la part des salaires et du capital dans le gâteau, dans le revenu national brut, pour ces trois dernières années. Nous nous attendions à recevoir une réponse du bureau d'études du MR mais nous n'avons rien reçu de très convenable. Je vais exposer nos résultats à M. Miller; ils démontrent grosso modo qu'en trois ans, entre 2014 et 2017, la part des salaires dans le revenu national brut a diminué de 2,7 %, soit environ neuf milliards d'euros. En même temps, la part des revenus du capital et des bénéfices des entreprises a augmenté de 3 %, soit de quelque douze milliards d'euros, exactement le montant, à peu de choses près, dont vous vous vantez dans votre *tax shift* pour ce qui concerne les cotisations sociales.

Autrement dit, les cadeaux (les 12,9 milliards) offerts en guise de baisse de ce que vous appelez, selon l'hégémonie culturelle de droite, les charges patronales – mais appelons-les ce qu'elles sont, c'est-à-dire des cotisations sociales, qu'on a envie de payer, contrairement aux charges patronales – se retrouvent dans les bénéfices des entreprises, qui n'ont jamais été aussi élevés que ces trente-deux dernières années.

Là est le problème, monsieur le ministre. Vous allez nous dire que ces 12,9 milliards ont créé énormément d'emplois, mais nous pourrions calculer à combien revient l'emploi. 12,9 milliards de cadeaux. On estime le nombre d'emplois créés à plus ou moins 219 000, soit environ (j'ai compté pour vous) 58 904 euros par job, ce qui revient cher par emploi. Je pense que vous auriez beaucoup mieux fait d'investir dans du vrai emploi. Si on analyse la qualité des emplois (j'ai ici repris les tableaux de l'année passée mais je les ai rajoutés depuis un an) entre le troisième quadri 2014 et le deuxième quadri 2018, on obtient 45 % d'emplois à temps partiel, 15 % d'emplois intérimaires et 40 % d'emplois à temps plein.

Il est question de 15 % d'intérim alors que la moyenne est de 4 % de la société. Donc, vous produisez un facteur trois à quatre fois plus élevé de travail intérimaire par rapport à la moyenne de la société. On parle de 45 % de temps partiels pour une moyenne de 26 % dans la société. Autrement dit, vous doublez le nombre d'arrivées de temps partiels sur le marché de l'emploi. Par conséquent, il est clair que la qualité de ces emplois n'est pas au rendez-vous, selon nous. Par ailleurs, et surtout, le coût est énorme. En effet, qui va combler les 12,9 milliards? Il s'agit ici d'une question importante.

J'en arrive ainsi à la question des pensions. M. Bacquelaine n'est pas présent, mais c'est le seul chapitre qui m'ait un peu réjoui. En effet, un gros dossier aurait dû être voté avant la fin de la législature, mais il n'a pas été repris dans la déclaration gouvernementale. Je veux parler du dossier relatif à la pension à points. M. Bacquelaine a senti que vous deviez reculer devant la force du mouvement social. Ce faisant, cette pension à points qui avait été annoncée dans la déclaration gouvernementale, qui avait été annoncée à cinq reprises par le ministre des Pensions comme étant une priorité de cette législature n'a pas été évoquée à l'occasion de votre déclaration. Vous avez ainsi décidé, monsieur le premier ministre, face à la pression – et je m'en réjouis – de mettre la pension à points au frigo.

Il aurait été tout à fait injuste de faire varier la valeur du point en fonction de critères macroéconomiques dont les travailleurs ne sont pas responsables, comme, par exemple, la dette d'État ou la durée de vie moyenne dans notre société. Il est donc ici question d'un combat important qui a été gagné grâce aux manifestations, grâce aux 70 000 personnes présentes dans la rue. Et nous espérons bien vous faire reculer sur d'autres mesures que vous allez mettre sur la table dans les semaines et les mois à venir.

Pourquoi cette question des pensions est-elle importante? Parce que la fin de vie est tout à fait inégale. La principale erreur que commet ce gouvernement est de dire que, comme de manière générale, l'espérance de vie augmente, l'ensemble des travailleurs doit travailler plus longtemps. Mais il faut savoir que la différence d'espérance de vie en bonne santé entre un travailleur qui a un diplôme supérieur et un autre qui n'en a pas est de l'ordre de 18 à 25 ans. C'est énorme!

Er is een verschil van 18 tot 25 jaar in levensduur in goede gezondheid. Dat neem ik elke dag mee met de collega's van mijn vader, een staalarbeider in het Luikse. Hij kan sedert vier jaar eindelijk genieten van zijn pensioen maar meer en meer van zijn vrienden genieten daar zelfs geen vier of vijf jaar van omdat ze hartinfarcten krijgen, rugklachten hebben of kampen met zware stress. Men ziet elke dag dat mensen hun hele leven gewerkt hebben en aan het einde van hun loopbaan hebben zij die fameuze levensverwachting waar iedereen het over heeft van 16 of 17 jaar niet meer. Zij zien al vóór het einde van hun loopbaan af en op het moment waarop ze eindelijk op pensioen kunnen gaan zijn ze heel ziek.

Cela me touche de voir tous les collègues de mon père qui ont bûché toute leur vie, qui ont enfin droit à leur pension anticipée ou à une prépension et qui ne peuvent en profiter que deux ou trois ans parce qu'ils sont usés jusqu'à la corde. C'est le défaut majeur de tout votre raisonnement! Si M. Bacquelaine doit réfléchir à cela aujourd'hui, c'est parce que nous ne sommes pas égaux devant la mort et qu'il serait temps d'en tenir compte pour les pensions.

Vous nous avez annoncé que vous alliez aménager les fins de carrière.

U hebt het over werkbaar werk, maar het eerste dat jullie doen is het tijdskrediet tussen 55 en 60 jaar gewoon afschaffen. Komaan, dat was toch een goede methode. Ik heb veel mensen ontmoet die moe gewerkt waren en tijdskrediet wilden nemen. Op 55 jaar zou men dan viervijfde of halftijds kunnen gaan werken. Dat schaffen jullie echter allemaal af. Wat doen de mensen dan?

Tel est le raisonnement de fond, les gens tombent malades: 100 000 malades de longue durée en plus sur 300 000, soit une augmentation de 25 %. Rencontrez-vous ces gens qui tombent malades comme des mouches, ces 100 000 personnes supplémentaires qui n'en peuvent plus et se mettent en maladie? C'est cela le bilan! Que comptez-vous faire? Envisager davantage d'accompagnement dans les entreprises! Là n'est pas le problème. Le problème, c'est que les gens sont morts fatigués du boulot qu'ils ont effectué dans les entreprises. On est dans une des économies les plus productives au monde. On peut être fier de cette richesse produite, de cette technologie, de nos scientifiques, de la flexibilité. Mais tout cela a un prix sur le corps: 100 000 malades de plus!

Que va faire Mme De Block? On va les réactiver! On va réactiver! On va mettre la pression et exercer des contrôles. Quelqu'un a-t-il déjà eu cette visite du médecin-contrôle? Ce médecin-contrôle qui vous regarde pour dire: "Toi, t'es en train de faire la comédie. Il faut que tu retournes bosser". C'est l'histoire de centaines de personnes qui sont mises sous pression pour qu'elles retournent travailler. Voilà les chiffres de ce gouvernement!

Quant à ces fameux congés maladie et cette réforme congés maladie que vous voulez instituer au 1^{er} janvier 2018 pour les fonctionnaires, je ne comprends pas. Je ne comprends pas que vous vouliez interdire aux fonctionnaires de cumuler les vingt et un jours de congés maladie, alors qu'ici, dans l'hémicycle, tout peut être postposé. Pendant quatre ans et demi, il n'y a aucun problème, le salaire continue à être payé. Chers collègues, j'ai quelque chose de vraiment chouette à vous proposer. Pourquoi ne pas généraliser le système des parlementaires à toute la population? Je crois que, vous-mêmes, vous êtes contents aussi. Quand vous êtes malades, on continue à payer votre salaire. Si vous appliquez cette philosophie à vous-mêmes, faisons-le pour toute la population! C'est on ne peut plus logique.

Quand on est malade, on est déjà victime de sa maladie. On souffre déjà. Je ne vous parle pas de deux ou trois jours de maladie. Je vous parle, par exemple, de quelqu'un qui a un cancer. Les malades de longue durée ont un combat à mener. Or, dans notre société, on ne trouve rien de mieux, quand quelqu'un est en train de combattre la maladie, que de lui retirer 40 % de son salaire. Non seulement, il doit se tracasser au sujet de la chimiothérapie ou la radiothérapie qu'il encaisse mais en plus, il doit trouver une solution pour compenser les 500 euros qui lui manquent. C'est quand même fou! Une autre société serait celle où justement on aide la personne qui est malade. On ne va quand même pas lui retirer du salaire.

Et comme le même système s'applique à l'ensemble de la Chambre, généralisons-le à l'ensemble de la

population! Cela me paraît tout à fait cohérent, tout à fait logique. Mais, visiblement, ce qui peut être vraiment logique pour l'ensemble de la population ne l'est pas ici, ce que je trouve regrettable!

Parlons un peu aussi des métiers en pénurie. Ah! Voilà le grand problème de notre économie: les métiers en pénurie! Rappelons donc d'abord ces premiers chiffres: 140 000 postes vacants, 150 000 personnes au chômage!

Livrons-nous ensemble à un petit calcul, chers collègues! De toute façon, 210 000 personnes n'ont pas accès au travail. Alors arrêtons de dire que la pénurie est notre principal problème! Non, le principal problème reste toujours "jobs, jobs, jobs"! Mais si on analysait un peu les raisons pour lesquelles certains métiers sont en pénurie. Premier métier en pénurie en Flandre: les *call centers*.

Het eerste knelpuntberoep in Vlaanderen is werken voor een callcenter. Heeft iemand al eens gewerkt voor een callcenter?

Je vous propose d'aller travailler une journée en *call center*. Dix secondes de pause entre chaque appel, 1 250 euros par mois. Je fais un petit sondage: qui veut aller travailler pour 1 250 euros par mois, huit heures par jour, en téléphonant sans arrêt pour vendre des produits à des gens qui n'en veulent pas, avec dix secondes de pause entre chaque appel? Qui veut le faire?

Ça ne va pas. Vous n'avez pas envie de le faire et trouvez que tout le monde dans notre société devrait se dire: "Je vais m'activer pour aller faire du *call center*".

La première raison, c'est la qualité des boulots: 1 250 euros par mois pour aller bosser huit heures par jour. J'ai des potes qui travaillent en *call center*. Ils ont mal au crâne à la sortie à force de harceler les gens toute la journée pour des produits qu'on te demande de vendre, pour du service après vente qui n'est pas garanti, etc.

Deuxième raison: les entreprises ne trouvent pas de gens formés sur mesure. Attendez, cela n'a pas toujours été le cas. Quand on entre dans une entreprise, on est formé. Qu'est-ce que cela signifie? Maintenant les entreprises veulent de la main-d'œuvre formée sur mesure par la collectivité. Actuellement, des centres de formation forment des jeunes pour ne travailler que sur une seule machine, dans une entreprise donnée. Le jour où cette usine ferme, ils perdent cette compétence. Que le patronat forme lui-même les gens qu'il engage! Qu'on arrête de croire que le service public seul doit le faire! Qu'est-ce que c'est que cette affaire de métiers en pénurie? Si les patrons veulent du sur-mesure qu'ils assurent la formation eux-mêmes!

Le troisième et dernier problème est celui du manque de diplôme. Il est intéressant de constater, par exemple, que la pénurie se manifeste chez les médecins, mais que c'est là qu'on va appliquer un *numerus clausus*.

Je trouve très intéressant ce débat sur les métiers en pénurie, parce qu'il illustre très bien le poids de cette armée de réserve décrit par Marx. Monsieur le ministre des Finances, je peux citer Marx. C'est une référence pertinente. Il expliquait comment l'armée de réserve met sous pression la marchandise-travail vendue par les travailleurs qui n'ont pas le choix de la vendre vu qu'ils n'ont pas de moyens de production. Plus on va activer les chômeurs, plus on va activer les malades longue durée, plus il y aura de pression sur le salaire des actifs. La FEB n'a pas peur du discours de classe, elle accepte qu'il y ait une lutte de classes. Elle a bien compris pour qui roulait son gouvernement.

La FEB a peur de ce qu'elle appelle le "stress salarial", c'est-à-dire que si ce taux de chômage diminue trop, on a une augmentation des salaires. C'est la loi de l'économie. Vous savez très bien que cette activation ne va pas créer du boulot mais elle va créer une pression sur la marchandise "force de travail" pour viser à un enrichissement des grandes entreprises, et donc des grandes familles! Il y a plus ou moins 8 à 9 000 nouveaux millionnaires en euros par an en Belgique. Arrêtons de dire que c'est la crise pour tout le monde! Pas du tout! On n'a jamais eu autant de riches en Belgique, et cela continue à augmenter!

Parlons de l'énergie. Comment en est-on arrivé à une situation qui fait qu'on n'est pas sûr d'avoir du courant en Europe? C'est une technologie qu'on maîtrise depuis un siècle, on est quand même capable de garantir cela. Ici, la ministre nous dit qu'elle n'est pas sûre qu'on aura du courant. Madame la ministre, vous avez dit en 2014 qu'il y avait un véritable problème de pénurie et que vous vouliez vous y atteler. Quatre ans plus

tard, on n'est nulle part!

J'entends la ministre qui dit "on l'a fait". Donc on a résolu le problème de pénurie, mais on n'aura pas d'électricité! C'est difficile à comprendre. Le gouvernement ne produit pas d'électricité, c'est le problème, madame la ministre! Enfin, une ministre libérale qui a compris le problème de base: le gouvernement ne produit pas d'énergie! Vous avez raison, je le vis aussi comme un problème. Vous ne pouvez rien faire parce que tout est décidé par une multinationale qui a plus de pouvoir que vous tous réunis! Vous nous avez même indiqué en commission que pour pouvoir avoir un coup de téléphone d'ENGIE, vous avez été obligée de vous adresser au secrétaire d'État français!

Vous avez vraiment mis le doigt sur le problème. Nous n'avons pas la maîtrise de notre production énergétique

Je pense, madame la ministre, que, comme vous avez indiqué que le problème était là, il faut réfléchir à une socialisation des moyens de production du secteur. Tout à fait, comme le disait Marx. Il faut reprendre Marx. Une nationalisation se ferait sur une base nationale. Cette idée est née après la Seconde Guerre mondiale. Marx a toujours parlé d'une socialisation des moyens de production, monsieur le premier ministre. Pourquoi? Je vois que vous vous intéressez quelque peu au marxisme, justement. Je vais vous l'expliquer. Il opposait cette socialisation des moyens de production au fait que le travail est de plus en plus socialisé dans notre société. De plus en plus de travailleurs travaillent pour de grandes entreprises.

Pour la première fois dans notre histoire, nous avons des entreprises qui embauchent 200 à 300 000 personnes! On n'a jamais connu une telle concentration de pouvoir. Prenons le secteur de l'énergie. On nous avait promis monts et merveilles. La libéralisation du secteur énergétique, votée en 1999-2000, allait créer une concurrence et faire naître de petits acteurs qui allaient faire chuter les prix. C'est la fable du marché libre qui crée de nombreux nouveaux acteurs. Que s'est-il passé, Marx l'avait très bien décrit? Ce marché libre concentre les moyens de production dans les mains d'un nombre de plus en plus petit d'entreprises, qui rachètent les petites. Dans le secteur énergétique, madame la ministre – vous pourrez ainsi aller négocier avec les capitalistes que vous connaissez –, cela s'est passé en dix ans, depuis la libéralisation du secteur.

Madame la ministre, vous allez voir. Vous avez ouvert une porte tout à l'heure sur le gros problème de la Belgique qui ne produit pas sa propre énergie. Je vais pousser la réflexion un peu plus loin. 247 fusions ont eu lieu dans le secteur énergétique sur l'ensemble de l'Europe. Il reste sept grandes entreprises qui contrôlent l'ensemble du marché énergétique électrique. Sept! Nous dépendons tous de ces entreprises multinationales qui ont avalé toutes les petites. Vous n'avez rien à leur dire. Vous ne pouvez rien leur dire. Vous découvrez que le plafond s'écroule. Ils ne vous ont même pas tenue au courant.

Je ne sais pas comment cela se passe chez vous, mais chez moi, si une fissure commence à apparaître dans mon plafond, je le vois et je décide d'aller mettre un petit peu de plâtre. Il ne faudrait pas que cela nous tombe dessus. Ici, non, ça tombe! Electrabel ne vous tient même pas au courant de l'ABC de l'information.

Les gens vont rire quand ils vont payer 150 euros par mois, madame la ministre! La situation est tout de même très problématique.

Vous savez que la situation est très problématique. Je pense que, plutôt que de toujours avouer votre impuissance, il est réellement important de reprendre ce contrôle sur le secteur en investissant de manière résolue, avec toutes les plus-values possibles, dans le secteur du renouvelable vis-à-vis duquel nous sommes tout à fait en queue de peloton.

Monsieur le président, je ne vais pas être beaucoup plus long. Je dis toujours cela avant de finir mais, en fait, j'ai toujours deux ou trois trucs à raconter en plus. Je pense qu'il y a un réel problème de logiciel dans ce gouvernement mais, quelque part, c'est logique. Vous avez décidé de vous battre à fond pour les classes les plus riches de notre société. J'espère réellement que, dans les mois à venir, il y aura un mouvement populaire. Je sens que ça travaille et que ça réfléchit. Vous êtes déjà en train de parler du "grand soir" mais, un jour, il va arriver! Je pense réellement que la colère des gens - vous la sentez aussi - monte de plus en plus. Les gens se sont d'abord dit qu'avec quelques mouvements sociaux, on les écouterait un minimum.

Je crois qu'une masse de plus en plus grande de la population se rend compte que le monde politique ne l'écoute pas et qu'il faut qu'elle prenne elle-même son sort en main, soit dans la mobilisation électorale ce

dimanche-ci - nous verrons évidemment les scores –, soit par le mouvement social, madame la ministre. Vous n'avez aucun mandat pour offrir une pension à 67 ans. Cela ne figurait dans le programme d'aucun de vos partis. Donc, votre mandat, c'est zéro! Vous n'avez aucun mandat en la matière.

Pour ce type de mesures, j'espère réellement que, dans les semaines et les mois à venir, le mouvement populaire, qui a réussi à faire reculer M. Bacquelaine sur sa pension à points, reprendra le flambeau du combat pour la question des crédits-temps, pour la question d'une réduction de la TVA à 6 %, pour un arrêt de la chasse aux malades de longue durée, pour une socialisation de ce secteur énergétique parce qu'on en a marre de "douiller" sans arrêt pour Electrabel et pour une transition écologique urgente. Je pense que, dans toute l'Europe, une vraie lame de fond pourra se développer avec des gens qui vont réellement mener ce combat et vous faire reculer, non seulement une fois comme M. Bacquelaine, mais certainement encore cinq à six fois avant la fin de la législature pour que nous reprenions confiance en nous et que nous remportions les victoires de demain.

01.181 Aldo Carcaci (PP): Monsieur le premier ministre, c'est la cinquième fois que j'entends votre déclaration gouvernementale. Comme à chaque fois, il s'agit plutôt d'une déclaration d'intention car, en pratique, elle est très peu suivie d'effets. On pourrait la reprendre point par point, mais je vais m'en tenir à certains grands chapitres.

En ce qui concerne la sécurité, monsieur le premier ministre, jamais le sentiment d'insécurité n'a été aussi important dans la population. J'en veux pour preuve qu'aux élections communales qui arrivent, tous les partis en font leur sujet de préoccupation. Les zones de police fonctionnent en sous-effectifs en Wallonie et à Bruxelles. Les tâches des agents et des inspecteurs sont toujours plus conséquentes et plus dangereuses. Ils ne sont que très peu valorisés, voire souvent égratignés lorsqu'un fait très médiatisé s'est produit. Ils en arrivent à tenter d'esquiver les interventions au vu du peu de soutien dont ils bénéficient de la part de leur hiérarchie.

Vos grandes théories préventives ne pourraient fonctionner que si des budgets conséquents étaient dégagés, ce qui n'est malheureusement pas le cas. On veut en faire des spécialistes alors que journallement, ce sont des généralistes. Ils couvrent une superficie beaucoup trop élevée et ne peuvent être partout en même temps. Les agents de proximité devraient résoudre les problèmes de voisinage et de domicile tout en surveillant étroitement la population à risque. C'est dichotomique, d'autant que leur service prend généralement fin au moment où cette frange de la population commence à bouger. Bref, c'est un échec total! Il est grand temps d'en revenir à des fondamentaux et de laisser chacun d'entre eux dans ses missions initiales.

La police intégrée et structurée à deux niveaux démontre à suffisance son incapacité à répondre aux demandes des citoyens, qui souhaiteraient plus de sécurité au lieu de votre politique migratoire inconsidérée. Il est primordial de revoir la structure entière de la police, dont les budgets sont faméaux. On peut faire mieux avec la même chose.

Autre sujet: la politique énergétique. Cet été, nous avons manqué d'eau. Cet hiver, nous manquerons d'électricité. Monsieur le premier ministre, par cette idéologie ringarde, vous mettez votre ministre de l'Énergie dans l'embarras, au point qu'elle teweete n'importe quoi. Comment voulez-vous qu'ENGIE Electrabel investisse encore dans le nucléaire, alors que les premières fermetures de centrales sont prévues dans 36 mois? Quelle est la multinationale qui investirait encore dans de telles conditions? Notre besoin en énergie connaît une réelle augmentation, et vous vous obstinez à essayer de ne pas déplaire à cette gauche emmenée par les écolos qui veulent tout accorder au renouvelable, lequel va censément créer de l'emploi et protéger la planète.

Vous vous trouvez devant un dilemme inconfortable. Sortir du nucléaire, ce n'est pas respecter les Accords de Paris, car immanquablement votre production de dioxyde de carbone va croître. Prenez l'exemple de l'Allemagne qui, soit dit en passant, a le culot de vouloir obliger nos centrales à fermer leurs portes au vu des risques d'incident, mais qui nous envoie ses productions de dioxyde de carbone en brûlant de la lignite dans ses centrales au charbon. Par ailleurs, vous ne pouvez chiffrer le coût de la sortie du nucléaire, tant pour vous que pour les citoyens qui verront leurs factures d'électricité augmenter considérablement. Je n'ose même pas penser aux répercussions économiques. Les éventuels investisseurs ne se bousculeront plus au portillon pour venir s'installer en Belgique, si le coût de l'énergie n'est pas stabilisé; déjà que celui de la main-d'œuvre est très élevé par rapport à la moyenne européenne.

Il est urgent, monsieur le premier ministre, d'adopter une politique énergétique adaptée au XXI^e siècle.

J'en viens à la justice. Voilà une matière en constante évolution depuis 2014 et qui reste tout aussi malade.

Vous avez supprimé la cour d'assises; on va la réinstaurer. Vous légiférez sévèrement et de manière absurde pour les armes, et vous développez le marché parallèle. C'est bien la preuve que vous travaillez en dépit du bon sens. Bon nombre de citoyens n'ont plus confiance en votre justice. Ils estiment qu'elle est à plusieurs vitesses et qu'eux, les vraies victimes, sont parfois considérés comme suspects parce qu'ils défendent le fruit de leur travail.

Vous vous targuez des chiffres tels que la diminution de la population carcérale, alors que nous sommes dans le peloton de tête des cas de récidive et bien de récidive légale. Certains criminels ne sont pas réinsérables; il faut oser le dire. Certains criminels n'ont plus rien à faire chez nous; ils doivent réintégrer au plus vite leur pays d'origine et non rester en prison aux frais des citoyens, alors qu'ils ont déjà fait tant de mal à notre société. Il faut non seulement prendre les bonnes mesures en aval des crimes et des délits, mais également en amont. Certains sujets ne comprendront que s'ils sont sous la menace d'une peine.

Il est anormal que la légitime défense ne soit prise en compte que pour les individus et non pour leurs biens. Vous obligez de la sorte à contracter des assurances-vol très onéreuses qui ne couvrent qu'en partie les préjudices. Bien entendu, la justice doit être réformée mais pas n'importe comment et pas à n'importe quel prix.

Autre sujet important, monsieur le premier ministre: l'immigration. Le sujet par excellence. Le sujet qui occupe les réseaux sociaux en permanence, les citoyens et les politiques. Je ne m'en exclus pas d'ailleurs. Le sujet qui fait encore vendre une certaine presse en totale déconfiture. Une presse alimentée, fortement subsidiée, qui ne sait plus où donner de la tête, au point d'éditer des photomontages, voire interpréter à sa façon les événements mondiaux.

En attendant, que devient la Belgique sous cette pression migratoire? Quelle est encore l'importance du citoyen belge face à ces migrants? Ici aussi, vous vous prévaluez de chiffres qui démontrent en réalité une certaine inertie de ce gouvernement en la matière.

Car, même si la gauche monte souvent au créneau avec des mots très durs et des caricatures frôlant parfois le délit, vous êtes moins bon que votre prédécesseur, le premier ministre Di Rupo. Certes, vous avez modifié à de nombreuses reprises la loi de 1980. Mais avec quels effets en réalité? Quasi nuls, n'est-ce pas? Des gens dorment toujours dans des tentes dans les parcs publics. Il y a toujours autant d'insécurité dans les villes une fois la nuit tombée.

Certains anciens ministres logeaient des migrants dans des hôtels aux frais des contribuables, pour la bonne cause de la solidarité! Vous, vous expulsez adroitement des familles des logements sociaux pour les y mettre. Ce n'est pas plus glorieux. Certains d'entre vous me diront qu'il s'agit d'une richesse peut-être culturelle, peut-être philosophique mais certainement pas financière, quand on voit les coûts directs et indirects de l'immigration incontrôlée.

On peut citer les chiffres en matière de soins de santé, ceux en matière de CPAS ou de frais de fonctionnement de vos administrations. C'est ahurissant alors qu'un tiers des Belges se trouvent au seuil de pauvreté et que certains travailleurs perçoivent moins que les nouveaux arrivants!

J'admets le fait que l'Europe joue un rôle malsain en la matière. Mais alors, monsieur le premier ministre, retrouvez au plus vite de la souveraineté car nous courons à la catastrophe. Monsieur le président, monsieur le premier ministre, je conclurai en disant que j'ai régulièrement répété devant cette mandature que vos réformes allaient dans la bonne direction mais qu'elles n'étaient assez profondes. Il faut du courage politique pour sauver un pays et parfois oser s'opposer à certaines directives européennes voire certaines idéologies, sans succomber à la tentation du clientélisme électoral. Je vous remercie.

Kunnen wij het hierbij laten? (*Instemming*)

Dan kunnen we hiermee deze vergadering sluiten. We hernemen morgen om 15 u 15.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering woensdag 10 oktober 2018 om 15.15 uur.

La séance est levée. Prochaine séance le mercredi 10 octobre 2018 à 15.15 heures.

De vergadering wordt gesloten om 20.07 uur.

La séance est levée à 20.07 heures.

Dit verslag heeft geen bijlage.

Ce compte rendu n'a pas d'annexe.